

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'IMPÔT DES AIDES

SOUS L'ANCIEN RÉGIME

(1360-1791)

~~~~~

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le lundi 7 décembre 1908 à 1 heure 1/2*

PAR

Pierre MILNE

---

*Président :* M. CHÉNON, professeur.

*Suffragants :* { MM. LEFEBVRE, } professeurs.  
GARÇON, }

---

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

---

1908







**THÈSE**  
**POUR LE DOCTORAT**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

# L'IMPÔT DES AIDES

SOUS L'ANCIEN RÉGIME

(1360-1791)

~~~~~

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 7 décembre 1908 à 1 heure 1/2

PAR

Pierre MILNE

Président : M. CHÉNON, *professeur.*

Suffragants : { MM. LEFEBVRE, } *professeurs.*
 { GARÇON, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'IMPOT DES AIDES

DANS L'ANCIEN DROIT FRANÇAIS

(1360-1791)

PRÉFACE

Dans les textes du moyen âge le mot « aide » est exprimé de plusieurs manières : ils contiennent tantôt le mot *auxilium*, tantôt les mots *adjutorium*, *adjuvamentum*, *subsidium*, *subventio* qui tous représentent la même idée.

Dans tous les cas il s'agissait d'une obligation dont le vassal devait s'acquitter envers le suzerain soit en services, soit en argent, à l'occasion de certaines circonstances prévues soit par la coutume, soit par les chartes communales. Ces circonstances étaient généralement au nombre de quatre qui sont bien connues : la captivité du suzerain, la guerre, le mariage de sa fille aînée, la chevalerie de son fils aîné.

Ce nombre n'avait rien de sacramentel : les communes, quand elles s'élevèrent au rang de personnes

féodales, durent l'aide tantôt dans trois, tantôt dans cinq cas.

L'objet de cette étude n'est pas l'aide féodale, mais bien l'impôt royal sur les boissons : les aides, dont la législation trouve son apogée vers la fin du ^{xvii}^e siècle.

Il existe cependant à l'origine entre l'impôt des aides et l'aide féodale mieux qu'une similitude de dénomination, nous voulons dire une certaine relation de cause à effet.

Il est indéniable que l'une des aides féodales, l'aide d'ost, engendra indirectement tous les impôts généraux du ^{xiv}^e siècle, époque à laquelle on donnait indifféremment le nom d'aide à tous les impôts directs et indirects : il existait alors des aides levées par manière de tailles et des aides levées sous forme de taxes sur les marchandises.

Il n'est donc pas inutile, à notre avis, de faire commencer notre étude un peu avant la création des aides comme impôt sur les boissons, d'autant plus que cet impôt ne fut autre que la suite du vieil impôt établi par Philippe le Bel sur toutes les marchandises.

De cette origine première, de ce fait que l'impôt frappait les seules ventes, les aides gardèrent jusqu'à la Révolution des traces notables : c'est ainsi que s'explique l'exemption de certains droits aux entrées des villes s'appliquant aux denrées destinées à des bourgeois et provenant de leur propriété ; il n'y avait pas vente dans ce cas ; dès lors l'impôt n'était pas dû.

Nous devons ajouter que notre sujet comporte seulement l'étude de l'impôt des aides et des entrées des villes (qui étaient des impôts royaux et qu'on ne doit pas confondre avec les octrois), c'est-à-dire en résumé, de tous les droits sur les boissons et autres denrées perçus par la ferme générale pour le compte du trésor royal.

Nous écarterons donc systématiquement la question des octrois des villes, ainsi que les droits de traite d'entrée ou de sortie levés sur les boissons même en pays d'aides.

CHAPITRE PREMIER

ORIGINES DE L'IMPÔT DES AIDES.

SECTION I. — Les impôts généraux sous Philippe le Bel (Transformation de l'aide d'ost en impôt général).

Vers le début du xiv^e siècle les guerres n'étaient ni plus nombreuses, ni plus longues que précédemment ; elles parurent cependant plus pénibles : la société était devenue plus riche ; le bien-être était répandu partout, de telle sorte qu'on a pu dire que la période qui va de l'an 1300 jusqu'au commencement de la guerre de Cent ans fut une ère de prospérité digne de remarque sous l'ancien régime.

Le roi Philippe le Bel, qui fut un novateur en matière financière, trouva dès lors plus commode et plus simple, pour faire la guerre des Flandres, de transformer l'aide d'ost en impôt direct.

Il promulgua en 1302, le samedi après l'Annonciation, une ordonnance établissant une taxe sur le revenu. Ce texte est important, car c'est le premier document où l'aide d'ost fut remplacée d'une manière générale par une imposition en argent.

Cette transformation fut accomplie avec l'assenti-

ment des barons, des prélats et autres conseillers du roi.

Les sujets du roi qui avaient cent livres tournois de revenu annuel et provenant de fonds de terre payaient vingt livres tournois de subvention. La proportion restait la même au delà de cent livres de revenu.

Ceux qui avaient la valeur de 500 livres tournois en meubles payaient 20 livres. L'impôt restait proportionnel quelle que fût la valeur des meubles. Il est à remarquer que cet impôt sur les biens mobiliers portait sur le capital et non sur le revenu.

Les personnes qui ne possédaient ni 100 livres de revenu en fonds de terre, ni 500 livres en meubles, jouissaient d'une exemption totale.

L'article 2 indiquait les garanties corrélatives de cette taxe. Aucun autre subside, aucun autre emprunt forcé ne devait être exigé de ceux qui avaient payé la taxe ; toutes les provisions nécessaires au Roi, les vivres, n'étaient pas prises de force, mais bien payées « à prix juste et raisonnable » au moment même. Enfin les contribuables n'étaient plus tenus ni de contribuer au paiement des soldats qu'ils étaient jusqu'alors obligés d'entretenir à l'armée pendant quatre mois, ni d'aller à la guerre l'été suivant, ni de rien payer au Roi pour le subside qu'il avait l'intention de lever sur ses sujets pour remettre les monnaies en leur ancien état.

Cette subvention fut levée dans tout le royaume.

L'ordonnance de 1302 fut suivie d'une instruction

qui modifiait le taux du texte précédent, qui indiquait le mode de procéder en même temps qu'elle expliquait quelques points douteux.

Ce document est tout particulièrement curieux ; il montre d'une manière très exacte la politique cauteleuse, rusée du monarque en lutte avec l'organisme féodal.

Les sénéchaux et baillis devaient appeler « les plus suffisants » de chaque ville, leur faire comprendre les avantages de la nouvelle imposition. Ceci fait, pour lever l'impôt, les baillis s'informaient auprès « de gens loyaux qui connaissaient le mieux la valeur des héritages ».

L'instruction soumettait à la taxe les clercs mariés bien que non commerçants, les clercs non mariés, mais commerçants, les clercs qui réunissaient ces deux qualités, ainsi que ceux qui avaient en terre des revenus de 100 livres par an.

Par contre, les femmes veuves qui avaient 100 livres de revenu en terre ou 100 livres de capital en meubles étaient exemptes.

Les nobles qui avaient 50 livres de terre ou plus par an et qui voulaient être exemptés du service d'ost payaient la moitié de leur revenu. Ceux qui avaient 500 livres de terre payaient le cinquième de leur revenu.

Les personnes nobles qui avaient 50 livres de terre ou plus, mais chargées de dettes ou d'enfants payaient

le quart de leur revenu si elles voulaient être exemptées du service d'ost.

Les non nobles qui voulaient jouir du même privilège et qui possédaient 20 livres de terre ou plus, jusqu'à 100 livres, payaient le dixième ; ceux qui possédaient de 50 livres jusqu'à 500 livres de meubles payaient le cinquantième du capital.

La fin de l'instruction est encore plus curieuse : Elle est à citer textuellement : [Vous êtes avisés de parler au peuple par douces paroles et démontrer les graves désobéissance, rébellion et dommages que nos sujets de Flandre ont fait à nous et à notre royaume.]

[Evitez l'esclandre et commotion du menu peuple : Prenez sergents débonnaires et traitables. Montrez-leur comment, en payant, ils sont hors du péril de leur corps, des grands coups des chevaux et pourront administrer leurs marchandises et leurs biens de leur terre.]

[Contre la volonté des barons ne faites finances en leur terre ; tenez cette ordonnance secrète, mêmeement l'état de la terre des barons, car il y aurait trop grand dommage pour nous s'ils le savaient. — Envoyez-nous rapidement les noms de ceux que vous trouverez rebelles afin que nous les ramenions par de belles paroles et si courtoisement que esclandre n'en puisse venir.]

Le 29 mai 1303 Philippe le Bel écrit une nouvelle ordonnance qui change quelque peu la précédente. Les garanties diminuent et le taux de l'impôt n'est plus fixé et paraît laissé à l'arbitraire royal.

Les roturiers qui, sans y comprendre les ustensiles d'hôtel, avaient en effets (c'est-à-dire en biens meubles) la valeur de 50 livres ou plus, jusqu'à la somme de 500 livres, comme aussi celui qui avait des revenus immobiliers depuis 20 livres jusqu'à 100 étaient tenus de venir servir personnellement en l'armée du Roi, « à moins qu'il ne s'en fasse dispenser en fournissant finance convenable ».

Étaient dispensés de servir les roturiers qui n'avaient pas en meubles la valeur de 50 livres, ou 20 livres de revenus immobiliers (art. 2). Par contre les nobles qui avaient 50 livres ou plus de revenus immobiliers étaient obligés de servir personnellement, à moins qu'ils n'aient payé « une finance convenable ».

Les bases de l'imposition sont encore complétées le 9 octobre 1303, le lundi devant la Saint-Denis.

Tous les archevêques, évêques et autres prélats, doyens et toutes personnes d'Eglise, les ducs, les comtes, les barons, les dames et autres nobles devaient faire aide au roi pendant les mois de juin, juillet, août et septembre pour chaque 500 livres de terre, d'un gentilhomme bien armé et monté à cheval.

De 500 livres jusqu'à 1000 livres, l'aide était de deux hommes d'armes ; au delà de 1000 livres et par 500 livres, elle était d'un homme d'armes.

Les non nobles devaient fournir par 100 feux six sergents de pied armés de pourpains, de haubergons (cotte de maille) et de gamboisons (plastrons d'étoupe),

de bassinets et de lances ; sur ces six sergents il fallait au moins deux arbalétriers. Les prélats et barons levaient cette aide loyalement chacun en leurs diocèses et dans leurs terres.

« En faisant cette aide les prélats, les barons, les non nobles étaient quittes de l'ost et de la chevauchée, et de toute autre aide et subvention qu'elle fût. »

Le Roi s'engageait à ne prendre les blés, vins, chars et bêtes pour ses garnisons si ce n'était en payant.

Bien que ces diverses taxes sur le revenu ou le capital fussent en réalité obligatoires, dans la mesure tout au moins où l'autorité royale pouvait s'exercer efficacement, cette ordonnance du 9 octobre 1303, *in fine*, affirme le respect du roi pour les principes féodaux : « Et cette aide nous recevons de pure grâce, sans qu'aucun droit en soit ôté, ou ancien amenuisé, ou nouvel acquis, ne accru à nous, ne à autrui ».

En 1303, Philippe le Bel envoie au prévôt de Paris, aux baillis de Rouen, de Caux, Coutances, Amiens, Vermandois, Senlis, Orléans, Sens, Bourges, Mâcon, Auvergne, Tours, Chaumont, Vitry, Troyes, Poitou, Saintonge, Périgord, Toulouse, Carcassonne, Rouergue et Beauvais un mandement pour lever 100 livres pour chaque 500 livres de terre sur tous ceux qui doivent fournir suivant l'ordonnance du 9 octobre 1303, un gentilhomme armé. Les hommes abonnés demeurant dans une autre seigneurie que celle du Roi devaient fournir quatre hommes de pied par cha-

que 100 livres de terre et les « hommes de corps taillables haut et bas » deux hommes de pied par chaque 100 feux.

Philippe le Bel leva encore des aides légitimes pour sa fille en 1308 et son fils en 1313.

L'aide de 1313 ne fut pas contestée ; seulement certaines villes opposèrent leurs privilèges. On leur répondit en exhibant des registres mentionnant leurs contributions dans des circonstances analogues. Paris fournit 10.000 livres sous formes de tailles ; sous le rapport fiscal, Paris se divisait alors en 33 paroisses (1). Les plus importantes d'entre elles étaient partagées en questes ou quartiers de perception. La première paroisse, celle de Saint-Germain comprenait six questes ; la deuxième Saint-Eustache, quatre ; la neuvième Saint-Nicolas, deux ; la onzième Saint-Jacques, cinq. Il y avait 5.927 cotes.

La taille y oscillait entre un minimum de trois deniers et un maximum de 150 livres ; cinq personnes payaient le minimum, un très grand nombre, 18 deniers. Un drapier en gros était imposé 150 livres ; un épiciier 90 livres, sept personnes payaient 45 livres, un assez grand nombre 30 livres. La plupart des impséos payaient de 6 à 40 sols.

Sous Philippe le Bel les revenus ordinaires du Roi provenant de la France, de la Normandie, et de l'ancien

(1) Bulhow, *Collection des chroniques nationales françaises*, t. IX.

domaine d'Alphonse, comte de Toulouse et de Poitiers, s'élèvent à 239.990 livres en 1314.

Parmi les recettes extraordinaires il faut comprendre les décimes levés sur les biens des ecclésiastiques pour cause d'aide de croisade soit 5.460.000 livres pour l'ensemble du royaume.

Comme exemples de subsides, d'aides légitimes, cinquantièmes, on peut citer comme chiffre exact le subside militaire de 1302, 630.000 livres ; de 1303, 600.000 livres ; de 1304, 565.000 livres ; celui de 1314 (même cause), 116.515 livres.

On voit que dès cette époque les revenus dits extraordinaires dépassaient de beaucoup les revenus du domaine royal ; encore ne donnons-nous que les chiffres d'aides plus ou moins régulières et non les impôts de six deniers pour livre.

En 1314 Philippe le Bel fait une nouvelle ordonnance (1) écrite pour une levée de gens de guerre contre le comte de Flandre, et l'envoie aux baillis de France, de Normandie, de Champagne.

« On lèvera par cent feux six sergents, pour chaque sergent 12 deniers parisis par jour, et pour les armures de chaque sergent 30 sols pour tout. »

Sur les villes et paroisses trop pauvres, on devait lever seulement 5 ou 3 sergents et une somme d'argent d'importance variable suivant les facultés des habitants.

(1) Ordon. du 6 août.

Toutes les personnes qui avaient 2.000 livres ou plus devaient aller « à l'ost ». Elles pouvaient se racheter moyennant finance convenable.

Les personnes possédant moins de 2.000 livres étaient exemptées de tout service militaire.

Dans les bourgs, cités, châteaux, bonnes villes, d'une grande prospérité commerciale, on devait essayer d'établir une taxe sur les marchands ou plutôt sur les marchandises partout où une semblable disposition devait vraisemblablement donner un produit plus élevé que « la finance des feux ».

Les ecclésiastiques n'étaient pas affranchis par la nouvelle ordonnance du service d'ost. Les prélats, chapitres, religieux étaient astreints au service militaire. La somme d'argent nécessaire au rachat de leurs obligations n'était pas fixe, et variait suivant leur état, la discrétion des commissaires, et l'état de la guerre.

SECTION II. — L'impôt indirect sous Philippe le Bel.

En même temps qu'il transformait le droit d'aide en véritable impôt direct, universel et suivant tant bien que mal les facultés des contribuables, Philippe le Bel essayait avec moins de succès, mais avec une rare persévérance, d'introduire dans le système financier d'alors un impôt indirect frappant toutes les marchandises.

En 1292, il établit une taxe sur les ventes de tous les marchands, quelle que fût leur nationalité, mais cette

taxe souleva de vives répugnances et il dut bientôt la transformer en impôt direct dont Paris se libéra moyennant 100.000 livres et Reims avec 10.000 livres.

En 1295 il reprit son idée primitive, tout en restreignant le champ d'application, et mit six deniers pour livre sur toutes les marchandises vendues par les Lombards ; il atteignait ainsi indirectement tout le commerce du royaume (1).

En 1314, il généralisa la mesure prise, et frappa d'une taxe les ventes faites par tous les marchands, quelle que fût leur nationalité. La taxe était de six deniers pour livre et exigible du vendeur et de l'acheteur ; elle fut consentie par quelques députés des villes, notamment par ceux de Paris.

SECTION III. — La réaction contre la politique financière de Philippe le Bel.

Tous ces subsides, ces aides, ces dons eurent pour résultat inévitable de soulever la bourgeoisie, même la noblesse et le clergé. La noblesse trouvant que le devoir d'aide devenait singulièrement lourd, les bourgeois trouvant que ces demandes réitérées de subsides excédaient de beaucoup le service militaire prévu par les chartes de communes se réunirent dans les provinces de Champagne, de Bourgogne, de Forez, Artois et Pi-

(1) Voir page 326, *Ord. Royales*, I (de Laurière).

cardie et rédigèrent une protestation contre ce qu'ils appelaient la violation de leurs libertés.

Ce qui est particulièrement curieux dans ce document, c'est de voir les nobles joindre leurs protestations à celles des bourgeois, car la base de leurs réclamations est moins bonne pour eux. Les chartes limitaient le service militaire des villes dans le temps et dans l'espace : rien de semblable pour les barons ; sans doute la coutume ne les astreignait qu'à un service de quarante jours consécutifs, mais ce chiffre n'était pas absolu et de fait il était très variable suivant les vassaux.

En réalité cette réaction de la noblesse avait d'autres causes plus profondes. L'inquiétude que leur causait le développement de la puissance monarchique était légitime ; l'extension du pouvoir royal se traduisait pour eux de la façon la plus sensible par une diminution de leurs revenus. Auparavant quand le régime féodal était en plein épanouissement, quand le suzerain demandait une aide à son vassal, celui-ci la récupérait sous forme de taille sur ses sujets, les principes féodaux étaient saufs, et de plus la taille levée était appliquée immédiatement à la dépense, c'est-à-dire à l'aide demandée. Philippe le Bel, le roi le plus remarquable au point de vue financier que l'époque féodale ait connu, passa d'une façon presque permanente par dessus les seigneurs pour imposer directement leurs sujets (avec l'assentiment du suzerain au début). En 1314 il lève six sergents par 100 feux et six deniers parisis par jour et par ser-

gent dans les villes et paroisses, ce qui diminuait d'autant les ressources que les seigneurs pouvaient trouver pour satisfaire à l'aide que le roi demandait, de sorte qu'il y avait alors pour la même cause sur les terres des seigneurs une taille levée directement sur leurs sujets et une aide qu'ils devaient payer ; au total, les roturiers payaient deux fois.

De leur côté les villes n'étaient pas satisfaites, car elles ne devaient le devoir d'ost que dans des cas spéciaux hors desquels le suzerain ne pouvait rien demander. Ce qui était en dehors de l'aide légitime eût dû être une aide gracieuse, c'est-à-dire librement consentie. Telle était la règle et c'est ce qui eut lieu en 1304. Une imposition d'office devait exciter les répugnances des communes.

Le clergé non plus ne devait guère être épargné dans l'avenir. Heureusement pour lui l'ordonnance de 1314 ne fut pas appliquée par suite de la mort du roi ; de plus elle était secrète. Mais il dut bientôt connaître le danger dont il avait été menacé : taxation d'autorité par les commissaires du roi d'après les facultés des prélats et religieux.

Quoi qu'il en soit, l'ordonnance de 1314 sur l'aide demandée pour la guerre de Flandre, bien qu'elle fût restée lettre morte, éveilla les susceptibilités de tous. L'ordonnance qui établissait six deniers pour livre ne fut appliquée que d'une façon très incomplète.

Toutes ces innovations fiscales, tentées ou réalisées

eurent pour résultat de faire de la politique financière du roi défunt un objet de haine intense. Enguerrand de Marigny paya de sa tête le 30 avril 1315 la nouvelle orientation financière qui prend sa forme définitive sous Charles VI et Charles VII.

Philippe le Bel, que l'histoire a méconnu, fut très réellement un novateur ; c'est à son époque qu'il faut remonter pour trouver des impôts consentis ou des taxes non consenties ayant un caractère de permanence et d'universalité suffisantes. S'il employa l'impôt direct, il sentit qu'il était forcément plus limité, moins élastique, moins productif qu'un impôt frappant des objets de large consommation. S'il eût été un roi absolu, non un roi féodal, il eût préféré sans doute cette seconde forme de fiscalité.

Quand les Etats généraux de 1355 et 1356 voteront les subsides nécessaires contre l'Anglais, ils ne feront que reprendre la vieille maltôte de six deniers pour livre de Philippe le Bel.

La politique financière de ce monarque eut une conséquence non moins importante ; à sa mort les nobles des provinces firent des doléances, réclamèrent et obtinrent des chartes confirmant leurs privilèges.

En mars, avril, mai 1315, les Normands, Picards, Bourguignons, Champenois firent reconnaître leurs prétentions en des chartes solennelles. Le Lyonnais, l'Auvergne, le Languedoc obtinrent aussi des concessions.

L'article 3 de la charte de Normandie concernant l'aide d'ost est caractéristique. « Les nobles et ceux qui sont tenus à certains services pour la guerre, une fois ces services acquittés, seront libres et quittes et ne pourront plus être envoyés ultérieurement à d'autres services ».

L'article 15 de la charte des Champenois est encore plus restrictive : « les nobles pour ost ou chevauchée seront semons dedans les termes ou les limites de la Champagne ; et quant à ce qu'ils disent que le roi ne peut les mener hors de la Champagne, il en sera informé ».

De même encore l'article 7 de l'ordonnance faite sur les remontrances des nobles de Bourgogne, des évêchés de Langres, d'Autun et du Comté de Forez.

« Le roi ne mande à armes les diz nobles, ceux qui ne sont nuement si hommes, et s'il étaient mandés que il ne soient tenu d'aller, car ainsi ne pourrait servir le roi les barons et li autre nobleses hommes, si l'on leur otait ceux qui doivent aller à leur mandement. »

Les nobles stipulent aussi pour autrui (Charte aux Champenois, mai 1315). « L'aide pour l'ost ne sera pas levée sur les hommes des nobles taillables haut et bas, abonnés ou non, ni sur ceux qui lui doivent ost et chevauchée, ni sur les églises qui sont en la garde des nobles, ni sur les hommes sujets de ces églises. »

Quelques jours après, une ordonnance du même mois abolit l'aide demandée pour la guerre de Flandre.

SECTION IV. — Les Etats provinciaux consentent des impôts directs. — Apparition des premiers impôts indirects consentis : Origine première de l'impôt des aides.

Le triomphe de la réaction qui donnait aux nobles, et indirectement au clergé, des chartes tout comme aux communes, eût pu créer en France une sorte de constitution, il n'en fut rien. Un nouveau subside de Flandre pour l'ost fut ordonné en 1315, 1318, 1319. Cette dernière année marque le triomphe du pouvoir royal sur la réaction féodale.

Louis le Hutin, 1^{er} juin 1319, met pour cause d'aide d'ost un impôt sur le revenu des nobles, impôt qui les dispensait de tout service militaire. La nouvelle ordonnance marquait cependant sur les précédentes un réel progrès : les nobles n'étaient plus taxés d'office ; l'article 4 les dispensait de tout serment et les astreignait seulement à une déclaration sur la valeur de leurs rentes. De plus (et on voit naître ici les garanties que les Etats généraux réclameront quelques années plus tard), l'impôt était levé par des députés nommés par les nobles.

En 1318 le roi lève une aide légitime pour le mariage de la duchesse de Bourgogne, fille de Philippe V et en 1333 une aide du même genre fut requise pour la chevalerie du fils aîné du roi.

En 1337 reparait l'aide pour l'ost de Flandre à laquelle on essaya de faire contribuer les officiers

royaux, chacun suivant son revenu (1), mais deux mois après, en février 1337, les officiers de la Cour des comptes et du Trésor en furent déclarés exempts.

Désormais Philippe de Valois, dont les relations politiques avec l'Angleterre étaient très tendues, allait dépendre presque entièrement, en matière financière, des Etats provinciaux et des Etats généraux ; la date de 1337, marque une nouvelle éclipse du pouvoir royal.

En juillet 1337, l'Assemblée des Etats généraux décida que les rois ne lèveraient aucun denier extraordinaire sans l'octroi et gré des Etats et qu'ils en prêteraient serment à leur sacre (2).

Le Languedoc, pour acquitter le subside de 1337, paya 20 sols par feu, c'était plus du double du cinquantième de 1297 qui ne fut que de 8 sols par feu.

La ville de Paris offrit l'aide, mais préféra employer la méthode de l'impôt indirect ; l'aide promise était de quatre cents hommes d'armes équipés à ses frais ; les quatre cents hommes étaient censés coûter en quatre mois 18.000 livres tournois ; la ville demanda au roi Philippe VI, qui l'accorda (décembre 1337), la permission de taxer les marchandises vendues et achetées dans ses murs et paya pour cette faveur 14.000 livres de plus, soit au total 32.000 livres.

(1) Art. 1. — Tous les sujets dont les offices valent au-dessus de 10 livres tournois par an paieront la quatrième partie (25 0/0) de leur revenu ; si les offices produisent 10 livres tournois, ils paieront 40 sols tous ; au-dessus de 10 livres ils paieront 20 sols tournois.

(2) Bailly, *Histoire financière de la France*, t. I, p. 98.

Cette ordonnance de décembre 1337 est le premier texte concernant l'aide octroyée. Elle est de plus un spécimen très intéressant et très complet d'impôt frappant non plus toutes les marchandises, mais seulement des denrées de grande consommation telle que les vins. Elle fut, à n'en pas douter, un type, un véritable modèle dont auraient dû s'inspirer plus tard les États généraux.

Le roi autorisa des taxes sur les matières suivantes :

- 1° Sur chaque muid de froment
et de pois 2 sols.
Sur chaque muid d'autres grains. 18 deniers.
- 2° Sur chaque tonneau de vin
français. 16 deniers.
Sur chaque tonneau de vin de
Bourgogne 2 sols
Sur chaque tonneau de vin de
Beaune 5 sols.
Sur chaque tonneau de vin de
Gascogne, Saint-Jean-d'Angély,
d'Espagne 4 sols.
- 3° Sur chaque pipe de vin de Saint-
Poursain, de Souvigny, de Nevers. 2 sols, 6 deniers.
Sur tous vins de Grenache, Crète,
La Rochelle et autres, droits *ad va-*
lorem selon l'estimation des autres
vins dessus dits.
- 4° Sur chaque tonneau de vin ai-
gre et de verjus. 16 deniers.

5° Sur chaque millier de harengs
surs 8 deniers.

Sur les autres poissons tels que seiches, morues, saumons frais et salés, on devait payer suivant la valeur à raison de quatre deniers par livre.

De même pour les draps, pelleteries, épiceries, etc.

Les bourgeois payaient pour toutes les denrées crues en leur héritage comme s'ils les vendaient.

Les nobles, les membres de l'Université de Paris, les chapitres, collèges et religieux mendiants, les gens de l'hôtel du Roi étaient exempts.

Cette nouvelle taxe jusqu'à concurrence des 32.000 livres était levée par les « gens les plus suffisants des métiers élus et députés par le prévôt des marchands ».

En 1342, on lève un subside pour l'ost d'Angleterre ; En 1343, les Etats de la langue d'Oïl votèrent à titre de subside une taxe de quatre deniers par livre de toute marchandise vendue.

Les Etats de la langue d'Oc se rachetèrent de cette taxe par une somme de 17.800 livres pour la sénéchaussée de Toulouse et une somme proportionnelle pour les autres sénéchaussées.

D'autres levées d'impôts eurent lieu en 1346, 1347, 1349, 1350. Le taux en paraît plus faible que dans les années précédentes, ainsi le Languedoc paie 10 sols en 1346 et 6 sols 8 deniers en 1349 au lieu de 20 sols en 1337 (1).

(1) Dom Vaissète, tit. XXXIV, chap. xv.

Comme l'aide d'ost était un devoir essentiellement féodal, la taxe pécuniaire qui en tenait lieu était plus lourde pour les nobles que pour les roturiers.

Dans les pays de langue d'Oïl la taxe des nobles était de 12 sols 6 deniers par 25 livres de revenu foncier. La taxe des non nobles de 25 livres par 100 livres (Lettres de Philippe, 18 juin 1347, d'Arras).

Le 22 août 1350, Jean le Bon succède à son père Philippe de Valois. La situation générale reste la même ; la guerre étrangère, la mauvaise gestion des finances et l'insuffisance des revenus du domaine royal firent que la royauté dut continuer à demander des subsides aux Etats.

Dès le début de son règne Jean le Bon convoque à Paris les Etats généraux (1350). Les Etats se séparèrent et ne voulurent rien voter sans en déférer à leurs mandants. L'aide demandée fut enfin accordée par les communes de Carcassonne, Narbonne, Béziers, Albi, Lodève, Limoux, Castres, Mirepoix, Pezenas, Clermont, La Grasse, Capestang, etc.

Le total des subventions des communes monta à 50.000 livres tournois. Les lettres royales portant acceptation de cette aide ne contiennent ni le mode de répartition, ni le mode de recouvrement de l'impôt. Secousse émet l'hypothèse fort probable que les communautés se taxèrent elles-mêmes.

Les Etats de Vermandois accordèrent une aide de 6 deniers pour livre de marchandise vendue (Ord. du

29 mars 1350). Les Etats de Normandie en firent autant (Ord. avril 1350). Le tarif était également de six deniers pour livre avec taux décroissant jusqu'à cinq sols. Au-dessous de cinq sols de marchandises aucune taxe n'était levée. « Les détailliers qui ne se font pas cinq sols en un jour ne paieront rien ». Le vendeur seul acquittait la taxe. L'imposition ne devait durer qu'un an à partir du 2 mai : elle cessait de plein droit si la paix survenait. — Elle était recouvrée, non par les communautés, mais par des fermiers à qui elle était baillée à ferme par criée et au plus offrant. Chaque preneur, en plus de la somme qu'il devait au Roi, payait deux deniers pour livre pour le receveur.

Les fermiers pouvaient se faire payer des denrées vendues pendant l'année et les trois mois suivants. Passé ce délai, leurs actions étaient éteintes à moins qu'une instance n'eut été introduite dans le délai d'un an et un jour devant le juge du roi. Dans ce cas l'action était perpétuelle.

L'impôt frappait tous les objets mobiliers susceptibles d'être vendus :

Un article spécial exemptait formellement les héritages vendus ou baillés à ferme.

« Toutes manières de taverniers paieront imposition au prix qu'ils vendront leurs breuvages. » Il en était de même pour tous les autres marchands détaillants.

Les vendeurs étaient crus sur leur serment à moins que les fermiers n'aient prouvé sans délai le contraire par témoins « bons et loyaux ».

On trouve dans cette ordonnance une clause importante au début du ^{xiv}^e siècle, mais qui allait tendre à devenir de style « Que parce que leurs coutumes écrites, leurs privilèges, chartes et libertés ne seront en aucune chose cassées, ni amoindries, mais demeureront en toute pleine vertu. »

Cette clause avait encore sa pleine signification.

L'individualisme provincial et des Etats était même poussé si loin que les trois ordres des Etats de Normandie ne donnèrent pas leur consentement à l'aide en même temps. Si les bonnes villes et le clergé offrirent leur consentement simultanément, les députés de la noblesse ne firent réponse que la semaine suivante.

On eût pu voir, et cela n'était pas contraire à l'esprit du temps, ni à l'organisation féodale, un des trois Etats refuser son concours et les deux autres l'accorder.

De son côté, la ville de Paris ne refusa pas ses services. Des lettres royales du 3 mai 1351, dans leur article 26 indiquent nettement le caractère de l'opération financière qui n'était autre, nous ne saurions trop le répéter, que le rachat d'obligation féodale contractuelle.

« Par suite de cette aide, dit l'article 26, les dits bourgeois et habitants de la ville de Paris, durant la dite année ne seront tenus de aller en l'ost ou envoyer par arrière-ban, si ce n'est en cas d'évidente nécessité. » Le bailliage d'Amiens en juin 1351, Abbeville en 1352, l'Auvergne, le Limousin, l'Anjou, le Maine en juin 1353 imitèrent les Etats de Vermandois et de Normandie.

L'impôt consenti ne fit donc pas son apparition aux Etats généraux de 1355 et 1356 ; loin qu'il y eut à cette époque innovation quasi-révolutionnaire devançant de plusieurs siècles la Révolution de 1789 comme quelques historiens l'ont prétendu, il n'y eut que la continuation des règles féodales ordinaires.

L'expression même d'impôt consenti qui est fort commode, parce qu'elle paraît claire est tout au moins incomplète. Le roi, au lieu d'exiger les services personnels énumérés dans les chartes et coutumes, les remplaçait par le paiement en numéraire. L'idée d'impôt consenti apparaît seulement quand il s'agit de services non prévus par les coutumes, ou abolis, ou limités par celles-ci. Dans ce cas, le roi qui n'est autre que le suzerain par excellence n'a féodalement aucun moyen de contrainte : il ne peut rien exiger au-delà de ce qui est prévu. Les bonnes villes, les nobles, le clergé en dehors des liens contractuels, sont entièrement libres de refuser ou d'accorder la moindre somme, d'où nécessité gênante pour la royauté de parlementer avec les corps constitués ; d'où tendance pour les mêmes corps à s'ingérer dans la perception et l'emploi des deniers. Cette ingérence ne venait pas d'idées nouvelles issues d'une défiance systématique contre la royauté : elle était le résultat normal de l'évolution naturelle du féodalisme et de l'émancipation communale. Ce qu'il faut encore remarquer, c'est que la forme de la perception de l'aide d'ost fut au début indifféremment, soit l'impôt direct,

soit l'impôt indirect. La forme première fut certainement l'impôt direct, nous en avons de nombreux exemples précédemment. Dans la période suivante et jusqu'au début du xvi^e siècle l'impôt indirect fait son apparition. Pendant la première moitié du xvi^e siècle, les deux espèces d'impôts se trouvent coexister : bientôt les taxes sur les consommations prennent une importance au moins égale à l'impôt sur le capital et sur le revenu. Il est erroné de croire que la monarchie employa la première les taxes à la consommation : avant elle les provinces elles-mêmes les préférèrent aux impôts sur le revenu précédemment appliqués.

Avant les Etats généraux de 1355, l'impôt indirect était assez fréquemment employé pour la levée de l'aide d'ost. Les Etats provinciaux montrèrent aux Etats généraux d'abord et à la royauté ensuite la marche qu'il fallait suivre.

La ville de Paris qui la première, en 1337, employa un système de taxes indirectes créa le 3 mai 1351, un ensemble assez complet et assez compliqué d'impôts sur les consommations pour faire face à l'aide par elle votée.

Chaque tonneau de vin français venu à Paris était taxé à raison de 27 deniers parisis. La taxe était à la charge du vendeur, et à la charge de l'acheteur, si celui-ci avait l'intention de le revendre.

Un tonneau de vin de Bourgogne

était taxé 3 sols parisis

Une queue de vin de Saint-Pour-	
cain et Souvigny	3 sols parisis
Un tonneau de vin de Beaune, de	
Saint-Jean d'Angely	9 sols
Un tonneau de vin d'Espagne . .	11 sols 3 deniers
Une queue de vin de grenache . .	4 sols
— de Grèce.	30 sols
Un septier de froment.	6 deniers
Un millier de harengs saurs . . .	18 deniers
Des morues, saumons frais et sé-	
chés.	6 den. par livre
Une balle de poivre	9 sols
Une balle de sucre	4 sols 6 deniers
Bœufs, vaches, moutons, pour-	
ceaux	6 den. par livre
Les draps, pelleteries, chevaux. .	6 den. par livre
Chaque marc d'argent blanc et vert	3 deniers
(taxe payée par les orfèvres)	
La vaisselle d'or émaillée, couron-	
nes, perles	6 den. par livre
Enfin chaque marc d'argent porté	
à la Monnaie payait.	3 oboles

L'imposition, comme toujours, devait cesser à la conclusion de la paix.

Les bourgeois de Paris étaient crus sur leur serment des denrées qu'ils avaient vendues. Le mode de perception n'est pas connu ; il est cependant vraisemblable de penser que l'impôt fut mis en ferme.

Tout ce tarif fut homologué par le pouvoir royal qui en autorisa la perception. Par contre ce fut la ville de Paris qui seule prit l'initiative et du genre d'impôt et de la quotité des tarifs.

On retrouve les mêmes complications et les mêmes variétés d'objets taxés dans le bailliage d'Amiens (lettres de juin 1351).

Chaque tonneau de vin vendu en détail payait 30 sols (sans distinction de provenance).

Chaque tonneau de vin vendu en gros 5 sols parisis

Chaque brassin de drap fait à Amiens 2 sols.

Une demy-drap 12 deniers.

et plus ou moins à l'avenant ; sur chaque drap fait hors la ville d'Amiens et vendu dans ses murs par les habitants. . . . 3 sols.

Les draps de Bretagne, ou de Nogent 12 den. parisis

Il était de plus perçu uniformément sur les autres denrées et marchandises vendues en la ville d'Amiens, 4 deniers la livre, moyennant quoi les gens de ce bailliage étaient dispensés d'aller en la guerre, si ce n'est en cas d'arrière-ban.

Abbeville, Senlis, l'Auvergne consentirent 6 deniers pour livre. Le Maine et l'Anjou votèrent deux sols six deniers par chaque feu payables de trois en trois mois. Le Limousin et le Languedoc consentirent également un fouage.

Ainsi, parmi les provinces de langue d'Oïl, le Maine, l'Anjou et le Limousin conservent encore l'aide sous

forme de fouage ; les provinces du Nord, plus riches, plus commerçantes et plus industrielles, Abbeville, Senlis, Amiens, Paris, la Normandie (et par exception une province du centre, l'Auvergne), admettent définitivement l'impôt indirect comme le plus propre à donner le maximum de ressources que la gravité des cas exigeait.

Dès 1351 (et même dès 1337 à Paris) l'impôt des aides existait donc avec une forme plus générale sans doute que celle qu'il eut plus tard, mais enfin avec tous les caractères essentiels que nous retrouvons toujours, à savoir : « taxation des denrées de grande consommation et principalement des vins qui dans les lettres royales se trouvent au premier rang des objets taxés. Les différentes espèces de vin sont énumérées avec plus de soin que les autres variétés de marchandises et la quotité de l'impôt varie avec le lieu d'origine ; sans être *ad valorem*, ces droits ne sont pas spécifiques et tiennent un certain compte de la valeur des vins. Le vin de Bourgogne paie 3 sols alors que les vins d'Espagne et de Grèce paient respectivement 11 sols 3 deniers et 30 sols, etc.

Dans le bailliage d'Amiens, aucune différenciation de ce genre n'est faite, par contre on y voit poindre la distinction de la vente en gros et en détail : Un tonneau de vin vendu en gros payait 5 sols seulement ; vendu en détail la taxe était de 30 sols. Cette différence de régime que rien ne justifie sera copiée par les Etats

généraux de 1355, confirmée par l'ordonnance de 1360 et ne disparaîtra qu'avec la monarchie elle-même.

Plus tard seulement certains objets de première nécessité comme les draps, le pain seront éliminés de l'impôt des aides. Dès lors les aides deviendront rapidement un impôt sur les boissons.

On s'explique aisément l'appellation d'aides appliquée sous l'ancien régime aux impôts sur les boissons et objets divers, puisque, bien avant que cet impôt indirect fût devenu un impôt royal généralisé dans plus de la moitié de la France, nous pouvons le trouver appliqué dans un grand nombre de provinces du Nord pour payer les subventions votées par les Etats en toute liberté. La commodité de la perception, l'absence complète d'inquisition fiscale relative aux fortunes acquises, l'intensité du rendement firent seuls pencher leur choix du côté des impôts indirects.

SECTION V. — Les Etats généraux de 1355-1356 votent un impôt général sur les marchandises. — Son échec.

Les Etats généraux de 1355 nous apparaissent comme moins novateurs qu'on le croit généralement. Loin de créer ils copièrent ce que quelques Etats avaient établi précédemment. Les impôts qu'ils votèrent sous forme d'aides n'étaient pas, nous l'avons vu, chose nouvelle. Ils voulurent, il est vrai, surveiller la rentrée de l'impôt et son emploi, mais si cette surveillance était

l'application d'un système plus libéral que précédemment quant à l'emploi des deniers votés, le statu quo était maintenu quant à la perception. Les Etats provinciaux, les bonnes villes ayant toujours opéré eux-mêmes la levée de l'aide accordée au roi.

Les Etats généraux de la langue d'Oïl furent assemblés à Paris à la Saint-André (30 novembre 1355). L'esprit de méfiance contre la royauté y est assez fortement marqué. La surveillance de l'emploi des deniers par les élus des Etats est particulièrement significative. Cet état d'esprit était légitime : L'aide n'était accordée que dans certains cas déterminés, particulièrement le cas de guerre et toutes les lettres royales, sans exception mentionnent d'une façon expresse que l'aide votée sera entièrement employée aux armées. Cette formule devenue sacramentelle n'était guère appliquée : il n'est pas étonnant que les Etats généraux aient voulu mettre fin à des excès allant contre des promesses nettement et fréquemment exprimées dans les ordonnances royales. Il y a loin de là à considérer les Etats généraux de 1355 comme des devanciers malheureux des assemblées révolutionnaires.

Voici quelles furent les résolutions bien connues d'ailleurs prises par ces Etats mémorables.

Pour équiper et payer l'armée nécessaire, les Etats établirent dans tout le pays une gabelle sur le sel, ainsi qu'une imposition de huit deniers pour livre qui était perçue sur tous les habitants et marchands, à l'occasion

de la vente de tous les objets mobiliers (les immeubles étaient formellement exceptés). La taxe était payée exclusivement par le vendeur, et par « tous cleres, gens d'Eglise, hospitaliers, nobles, non nobles, monnayeurs et autres sans que nul s'en puisse dire franc ou exempt ou de quelconque privilège qu'il use et pour la grand amour et affection que nous avons à nos sujets et pour donner bon exemple à tous autres, nous voulons que nous-même, notre très chère compagne la reine, notre très cher fils le duc de Normandie et tous nos autres enfants contribuent pareillement aux dites gabelles et impositions. »

Les Etats devaient nommer certaines personnes qui « par le pays ordonnaient les choses dessus dites » (1). En plus des commissaires et députés particuliers des pays, chaque Etat nommait trois personnes « bonnes et honnêtes qui étaient généraux et superintendants sur les autres ». On créa en plus deux receveurs généraux bien solvables. Les superintendants ne devant être chargés d'aucune recette ni d'aucun compte.

Toutes personnes, quelque condition qu'elles eussent, étaient tenues d'obéir entièrement aux députés généraux et particuliers ; faute de ce faire, elles étaient assignées devant les superintendants, dont les arrêts avaient force d'arrêt du Parlement.

(1) Ce fut l'origine de la juridiction des élus.

Les dépenses étaient acquittées par les députés des trois Etats.

L'article 5 *in fine* promet que les aides seront employées au fait de la guerre ; de plus les députés ne devront point obéir à aucun mandement du roi ordonnant un autre emploi des deniers publics.

Le système créé par les Etats était des plus médiocres. Cet impôt général sur les denrées avait tous les défauts inhérents à un impôt général de cette espèce : perception difficile, caractère vexatoire ; il devait tomber pour les mêmes raisons que l'ancienne maltôte de Philippe le Bel. Le contentieux hâtivement créé est des plus sommaires ; la base même de l'impôt n'est pas précisée : est-ce la déclaration ou la taxation d'office ? les textes sont muets sur cette question.

Tous ces défauts très graves eussent été compréhensibles si l'impôt indirect était sorti des discussions des Etats comme un remède entièrement nouveau aux grandes calamités du siècle ; mais en réalité le système d'aides adopté par les Etats généraux était bien inférieur à ceux qui avaient déjà fonctionné ; l'expérience acquise eût dû les engager à les employer de nouveau sur une plus vaste échelle ; il était nécessaire pour faire œuvre durable d'écarter tout impôt général sur les marchandises et de se limiter à une imposition sur quelques denrées de large consommation. Le défaut de méthode, l'oubli de l'expérience acquise eurent un résultat inévitable : la chute immédiate du système.

Suivant les termes mêmes de l'ordonnance de novembre 1355 les gens des trois Etats étaient convoqués en la ville de Paris pour le 1^{er} mars suivant « pour voir et oïr le compte de ce qui sera fait, baillé et distribué et à ce jour sera rapporté par les députés des trois Etats combien les dites aides de la gabelle et de l'imposition auront valu ».

A la date dite, les trois Etats furent assemblés. Les députés ne pouvaient que déclarer le profond mécontentement des populations. Déjà en 1351, il y avait eu en Normandie un soulèvement populaire. En 1355 en particulier à Arras, éclata une insurrection ayant pour but l'abolition de la gabelle du sel. Devant la pression populaire les Etats cédèrent et revinrent à l'impôt direct. « Et pour ce qu'il a apparu aux députés que la dite imposition et gabelle n'était pas agréable à tous et qu'elle ne suffisait pas, avoir décidé entre eux que pour le fait de nos guerres, une nouvelle aide soit faite en la manière que s'ensuit. »

C'était le retour pur et simple à l'impôt sur le revenu, tel qu'on le pratiquait sous Philippe le Bel.

De 1355 à 1359 l'impôt direct continua à jouir d'une faveur marquée. En 1356 les Etats de la langue d'oc et de la langue d'oïl accordèrent au roi une aide levée sous forme d'impôt frappant à la fois le capital et le revenu.

En dehors des Etats généraux trop turbulents, le

régent convoque en 1357 les Etats de Picardie à Senlis, à Provins les Etats de Champagne en 1358. Les Etats provinciaux manifestent une certaine lassitude. Déjà en février 1356 le comté d'Alençon, la Flandre et la Bourgogne s'étaient abstenus de venir assister aux Etats de la langue d'oïl. C'était une sorte de grève de l'aide qui, au point de vue féodal, était entièrement légitime.

Une assemblée des Etats généraux avait été fixée à Compiègne pour le 4 mai 1357. Les Parisiens ne s'y rendirent pas ou, pour être plus exact, les bourgeois et le clergé s'abstinrent. Le 14 mai le régent écrit au prévôt de Paris pour convoquer d'office les gens d'Eglise et les bourgeois. « S'ils refusent le prévôt devra les y contraindre et si les élus des deux Etats refusent d'établir l'aide on les y contraindra également ».

L'ordonnance du 14 mai 1358 et celle du 26 juillet 1358 (rendue en conséquence des Etats de langue d'oc réunis à Toulouse) consacrent le maintien de l'impôt sur le revenu.

Le 15 mai 1359 les Etats généraux se réunissent de nouveau à Paris.

Le 2 juin on statua sur l'aide. Les députés de quelques villes ne voulurent rien accorder sans en avoir référé à leurs mandants. Finalement quelques bonnes villes refusèrent le subsidie. Cette abstention d'une minorité n'empêcha pas les Etats d'accorder au régent

l'autorisation de lever une taxe sur les vins, et toutes les marchandises. C'était l'abandon de l'impôt direct. Un impôt sur le revenu et parfois sur le capital, des enquêtes sur la fortune privée des sujets du roi faites sans méthode par des collecteurs forcément incapables devaient donner lieu à des abus fréquents et contribuer à mettre ce genre d'impôt en défaveur. Cette réaction est l'événement le plus important de l'histoire de l'impôt des aides. L'ordonnance du 5 décembre 1360 qui le créa en fut la conséquence nécessaire.

Pour résumer ce que nous avons écrit, dans ce premier chapitre qui n'est en réalité qu'une introduction, nous pouvons dire que l'aide féodale, en particulier l'aide d'ost, fut la cause unique des impôts généraux du xiv^e siècle ; avant elle, l'aide *pro cruce* avait eu le même caractère, mais son influence fut à la fois très intermittente et de courte durée.

A l'origine l'aide d'ost se fait en services personnels et les nobles seuls la devaient. L'émancipation communale apparaît. Les communes, personnes féodales de nature peu belliqueuse, ne doivent l'aide d'ost que d'une manière très limitée, rendant leurs services presque illusoires. Au début du xiv^e siècle la noblesse elle-même se sent moins de goût pour les expéditions soit éloignées, soit de longue durée. Dès lors un compromis s'établit qui satisfait à la fois la monarchie et la noblesse et les bonnes villes, qui se rachetèrent dans la plus large mesure du service militaire dû au roi.

Pour le reste, c'est-à-dire pour le temps que l'aide d'ost ne leur prend pas, il ne peut être question de droit du roi, ou du devoir d'aide. Les pourparlers s'établirent dès lors en traitant d'égal à égal. Les contributions que les Etats provinciaux et généraux votèrent à la suite de cette évolution prirent la forme d'impôt direct sur le revenu ; l'impôt indirect apparaît ensuite dans quelques provinces. Rendu général en 1355, puis aboli pendant quatre ans, il est remis en vigueur en 1360 ; expurgé de la taxe de 12 deniers par livre, il deviendra l'impôt des aides qui sera désormais permanent de fait ou de droit de 1360 jusqu'à 1791. Sa période critique est passée, ses origines sont connues, son évolution commence.

CHAPITRE II

SECTION I. — Création définitive de l'impôt des aides.

Ordonnance du 5 décembre 1360.

L'ordonnance de 1360 est le monument le plus important de l'histoire des aides. Elle est le lien naturel, le chaînon logique de la législation fiscale qui va régler l'impôt sur les boissons et la taxe de tant de deniers par livre qui caractérise la première moitié du *xiv^e* siècle en ce qui concerne les impôts indirects.

Rendue conformément aux volontés des Etats généraux de mai 1359, elle établit un droit de douze deniers pour livre de toute marchandise vendue dans la langue d'oïl. Cette taxe était acquittée par le vendeur. Mais au lieu de se contenter de cette taxe unique, les Etats généraux se servant des précédents de la ville de Paris et des provinces du Nord établirent un droit du treizième sur le vin et autres breuvages et un droit du cinquième sur le sel.

L'impôt général sur les denrées se continua assez longtemps. Abrogé au *xiv^e* siècle il réapparut sous le nom de pancarte au début du *xvii^e* siècle. Il resta même partiellement permanent durant tout l'ancien régime sous le nom de droits du domaine et de barrage.

L'impôt des gabelles fut dès l'origine distinct de l'impôt des aides ; nous n'aurons pas à nous en occuper par la suite.

D'après les instructions du conseil du roi qui réglementa le mode de perception du nouvel impôt, l'imposition de douze deniers devait être baillée à ferme. La taxe du treizième sur les vins était levée de la manière suivante :

Quiconque amenait du vin d'une ville dans une autre pour le vendre en gros ou en détail payait à l'entrée le treizième du prix du vin.

L'estimation du prix du vin était faite eu égard au prix moyen des vins les meilleurs, moyens, et inférieurs de chaque pays.

On commençait par classer le vin dans une de ces trois classes ; on déterminait le prix moyen de la classe dont on prélevait le treizième du prix.

Les instructions donnaient même quelques exemples : à Paris la queue de vin français valait 13 livres tournois de forte monnaie : le treizième est de 20 sols « forts ». La queue de vin de Bourgogne valait 26 livres tournois : le treizième est de 40 sols.

Cette méthode était employée dans toutes les villes du royaume pour le vin et les autres breuvages.

La perception de l'impôt était confiée dans chaque cité à deux personnes notables qui donnaient l'aide à ferme et prenaient les cautions nécessaires.

A la fin de chaque mois les produits du fermage étaient versés par les fermiers dans la caisse d'un receveur également nommé par les deux notables.

Dans les villes moins importantes et partout où ils le jugeaient convenable, ces deux notables (élus) nommaient des receveurs particuliers.

Ces receveurs particuliers apportaient à la recette centrale de chaque diocèse le revenu de l'impôt que l'on renfermait dans « des bûches, écrins, coffres mis en lieu sûr et fermés à triple serrure dont chacun des deux élus et le receveur du diocèse possédaient une clef. »

Comme pièces comptables, preuves de leur versement, les receveurs particuliers recevaient des élus et du receveur du diocèse des quittances scellées par eux.

Tous les deux mois les élus et le receveur envoyaient le produit de l'impôt aux trésoriers généraux de Paris. La quittance de leur versement délivrée par les trésoriers généraux tenait lieu de numéraire dans leur portefeuille.

Telle était l'organisation primitive de l'impôt des aides. Dès l'origine il possédait une tare indélébile que nous voulons seulement indiquer et qui n'était autre que son mode de recouvrement : l'affermage.

Les ententes entre adjudicataires pour faire baisser le prix d'adjudication, la moralité financière douteuse des élus et des receveurs, tant particuliers que généraux, furent d'autres vices considérables du début de l'institution. La royauté arriva de bonne heure à les faire dis-

paraître par une législation plus complète et par la création d'un contrôle qu'elle avait complètement oublié en 1360.

L'ordonnance de 1360 possédait encore un grave défaut : elle maintenait malgré les exemples du passé une taxe de 12 deniers pour livre qu'elle eût dû abolir ou conserver seulement pour quelques denrées importantes.

A cet égard elle ne s'est pas montrée novatrice ; elle continue la politique financière précédemment en vigueur. A aucun degré elle ne peut être considérée comme marquant un réel progrès sur la législation antérieure. De plus elle avait la prétention de s'appliquer de façon générale aux pays de langue d'Oïl, mais dès le début, la législation des aides perdait son unité ; dès le début son application n'était pas uniforme : défaut non moins grave que les précédents et que la main énergique de Colbert lui-même ne put faire disparaître.

« Selon les localités les aides diffèrent quant à leur mode d'établissement, quant à leur forme, quant à leur mode de perception. »

Tout le mal vint de la résistance des Etats et bien plutôt encore de la tendance du gouvernement central à négocier sans cesse et non à imposer sa volonté. Certaines provinces, celles du Midi et du Nord en particulier, votèrent elles-mêmes les aides et en confièrent la perception à leurs propres élus ; les unes acceptèrent le système d'aides établi par la royauté, d'autres votèrent

des aides spéciales et différentes des aides adoptées par le roi. Enfin une troisième catégorie de provinces (dites provinces abonnées) préférait donner au roi une somme globale qu'elle répartissait comme elle l'entendait.

En 1365 les trois Etats du Comté de Saint-Pol, de l'Artois, du Boulonnais votèrent une aide payable chaque année en deux termes à la Chandeleur et à la Saint-Jean dans le but d'être exempts des droits sur le sel, et du treizième sur le vin (1). Ce qui leur fut accordé par ordonnances royales des 27 août 1365, 19 novembre 1366, 27 octobre 1367. En 1369, les villes du Ponthieu récemment annexé déclarent qu'on ne pourra leur imposer aucune aide sans leur consentement. Les pays de langue d'Oc soumis aux mêmes droits que les pays de langue d'Oïl étaient régis, non par l'ordonnance du 5 décembre, mais par les lettres royales du 2 octobre 1360 qui avaient essayé de leur donner une législation unique. Mais dans le Midi encore moins que dans le Nord cette unification ne put se maintenir. Beaucaire, Carcassonne, Toulouse s'affranchirent des nouveaux tarifs moyennant la somme de 170.000 francs d'or. En 1363 les Etats de ces trois sénéchaussées votèrent librement une aide sur le sel. En 1367, les Etats du Dauphiné accordèrent 30.000 francs d'or, à titre de don gracieux au roi Dauphin.

La plupart des provinces du Nord, la totalité des

(1) Voir également ord. juin 1381, mai 1383.

provinces du Centre, auxquelles on donnera le nom de provinces d'aides pour les distinguer soit des pays d'Etat, soit des pays d'élection, mais non soumis aux aides, seront seules le sujet d'étude de notre monographie.

Toutes ces provinces acceptèrent facilement l'établissement du nouveau régime fiscal. Cette docilité s'explique par la proximité plus grande du pouvoir central. Le 20 juillet 1367 il y eut à Chartres, puis à Sens, une assemblée d'Etats généraux de la langue d'Oil [ou plutôt de la Bourgogne, Champagne, Berry, Auvergne, Bourbonnais, Nivernais (Chépoÿ, Saint-Jargon, Saint-Pierre-le-Moutiers)]. Cette assemblée confirma la levée de douze deniers par livre sur toutes les marchandises avec toutefois une restriction : rien n'était levé « pour cause de l'imposition si la marchandise ne dépassait pas 5 sols (Ord. du 19 juillet 1369).

Il n'était rien dit de la taxe du treizième sur le vin, mais tout porte à croire qu'elle ne fut pas abolie.

Quelques points de détail sont précisés par cette dernière ordonnance qui sont relatifs à la saisie des contribuables et des fermiers.

Les contribuables ne pourront désormais être saisis que par un sergent royal choisi par les élus du diocèse (1). Les fermiers devront faire l'avance des frais

(1) L'article 9 de l'ordonnance du 20 juillet 1367 tentait de protéger le contribuable : Nous voulons et ordonnons que dorénavant pour les

jusqu'à ce que l'Etat ait décidé que l'exécution a été juste.

De leur côté les receveurs pouvaient saisir un fermier ou sous-fermier en cas de retard dans le versement de l'impôt.

Les frais de poursuite mis à la charge des personnes exécutées étaient de trois sols par jour. Enfin (réforme indispensable et même trop retardée), en 1367, le roi crée des contrôleurs « pour connaître et réformer la vérité sur les faits et gouvernements des élus, officiers, sergents et autres ». Les élus, quoique portant ce nom, n'étaient plus les députés des Etats ; ils étaient devenus gens du roi.

En 1369, à la suite des Etats tenus à Paris, l'impôt sur les vins fut aggravé : Pour la première fois, la vente du vin au détail était taxée à raison du quatrième denier ; le vendeur seul était redevable. Mais le droit sur la vente en gros restait le même qu'auparavant.

La ville de Paris avait un tarif spécial : douze sols parisis par queue de vin français, vingt-quatre sols par queue de vin de Bourgogne, et trente-deux sols pour le vin de Beaune.

Tous ces tarifs étaient provisoires (comme tous ceux établis par l'ordonnance de 1360 dont la perception n'était autorisée que pour 6 ans). Le caractère provi-

dettes royaux et autres, qu'aucun chevaux, bœufs ne soient saisis, ni aussi corps de personnes labourants tant qu'on trouvera d'autres biens meubles suffisants pour faire les exécutions.

soire attribué à ces impôts directs avait pour la monarchie un grand avantage. Les Etats les accordaient plus volontiers, et le peuple les acceptait plus facilement : Le roi lui-même était obligé pour complaire à la croyance du public, de rééditer de temps à autre les précédentes ordonnances ; c'était là une précaution indispensable pour éviter qu'elles ne devinssent caduques, car ces taxes étaient presque toujours établies pour un terme fixe, un an, deux ans, six ans. Quelquefois aucun terme n'était fixé ; l'imposition devait être suspendue à la conclusion de la paix. Toutes les ordonnances portaient en plus une clause devenue de style. « Les aides dessus dites ne pourront être tournées à conséquence contre les libertés et franchises des dessus dits. »

Quoi qu'il en soit (et malgré ces concessions apparentes faites à l'esprit féodal), Charles V, pour donner une vigueur nouvelle à ses ordonnances antérieures, promulgua en avril 1374, sans aucune autorisation des Etats, une ordonnance édictant la continuation de l'imposition de douze deniers pour livre, du treizième sur le vin vendu en gros, et du quart denier sur les vins vendus à taverne, c'est-à-dire en détail. Ce nouveau texte (à part les droits de détail) était la répétition textuelle de l'ordonnance de 1360, en ce qui concerne le taux de l'impôt. Mais l'ordonnance de 1360 était rudimentaire ; elle ne prescrivait aucun contrôle, ni aucune règle sur la manière dont les adjudications de-

vaient être conduites. Le contrôle des finances ne fut institué qu'en 1367. En combinant certaines règles de l'ordonnance de 1374 et de celle du 13 novembre 1372, on peut dégager les réformes suivantes :

L'ordonnance de 1372 pose en principe une règle qui a toujours été conservée en droit dans notre organisation financière.

Les employés et officiers des aides ne peuvent faire le commerce. Ce principe excellent n'a jamais été observé sous l'ancien régime. En pratique tous les employés des aides firent le commerce des vins et autres boissons. Nous verrons même plus loin qu'aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles ils étaient sujets à l'annuel comme n'importe quel autre débitant de boissons et n'encouraient aucune peine disciplinaire de ce fait. Cependant nous n'avons pas trouvé que l'article 1^{er} de l'ordonnance de 1372 ait jamais été aboli.

Les faits furent plus forts que les textes et cette réforme échoua complètement.

Il n'en fut pas de même sur les autres points : sans doute les aides continuent d'être données en fermage, mais des précautions sont prises pour restreindre les conséquences des mesures concertées par les fermiers dans le but de diminuer les effets de l'adjudication.

Si les fermiers s'étaient entendus avec d'autres pour empêcher la surenchère du doublement et du tiercement, qu'on le sût et qu'on pût le prouver, ils étaient passibles du paiement du doublement ou du tiercement.

Le droit des fermiers à un prix d'adjudication n'était définitivement acquis qu'après six mois. Passé ce délai, aucune autre surenchère n'était plus recevable.

Les deniers des aides des villes devaient être versés dans la caisse du receveur par les fermiers tous les mois, et tous les deux mois s'il s'agissait du plat pays.

De plus chaque fermier devait jurer qu'il remettait tous les deniers perçus aux mains du receveur.

Le roi avait également édicté certaines mesures contre les receveurs : il leur était enjoint d'envoyer aux généraux de Paris (après l'affermage et la prise des cautions) : le bail des fermes de leur diocèse, le nom des fermiers, la valeur de chaque ferme, le nom des cautions, qui ne pouvaient être prises ni parmi les gentilshommes, ni parmi les gens d'Eglise ou les gens du roi. En plus chaque semaine les élus vérifiaient sur pièces la gestion des receveurs.

Le mouvement des fonds restait constitué sur les mêmes bases qu'en 1356. La centralisation dernière était opérée entre les mains du receveur général de Paris. Le contrôle suprême était exercé par les généraux des finances qui vérifiaient tous les mois la recette et la dépense du receveur général, recevaient les rapports et les comptes des élus et envoyaient en province « des réformateurs » pour vérifier toute la filière administrative financière (1).

(1) Règlement sur les finances et la comptabilité du 13 novembre 1373. Les généraux faisaient au sujet de leur vérification un rapport men-

SECTION II. — L'impôt des aides au XIV^e siècle
(1360-1380). — Les vices du système.

Que valait une pareille organisation ? Nous mettons de côté la question économique du nouvel impôt ; ce sujet devant être traité à propos du mouvement d'opinion soulevé contre les aides à la fin du xvii^e siècle et durant tout le xviii^e ; nous voulons seulement apprécier ici le fonctionnement de l'impôt indépendamment de son incidence. Pour porter un jugement de quelque valeur, il serait intéressant de posséder des documents privés, des mémoires ; or ceux-ci sont rares et ne touchent pas à la question même légèrement.

Par bonheur il nous reste les documents émanant du pouvoir central lui-même qui sont suffisamment explicites et d'une franchise absolue.

L'opinion qu'il est impossible de ne pas avoir à la suite de leur lecture est que le système financier français tel qu'il fonctionnait à la fin du xiv^e siècle donnait des résultats très médiocres.

Ce n'est pas que l'impôt fût lourd, ce n'est pas non plus que l'administration des finances fût mal comprise ; nous avons vu au contraire qu'elle était assez complexe et

suel qu'ils adressaient au roi. S'ils vérifiaient la recette, ils n'avaient par contre aucune qualité pour être contrôleurs de la régularité de la dépense. Ils ne pouvaient payer que sur l'ordonnance de la Chambre des comptes qui paraît avoir eu à cette époque un certain contrôle sur la régularité des pièces justificatives. Les dons du roi eux-mêmes devaient être motivés et vérifiés par les gens des comptes.

susceptible de rendre de réels services ; mais, ce qui manquait et ce qui a toujours manqué jusqu'au xvi^e siècle, sauf à de rares intervalles, c'était l'existence d'hommes intègres. Sans cette condition essentielle, les textes ne font rien : on peut répéter des injonctions, resserrer le contrôle, infliger des pénalités excessives tant que l'esprit du peuple n'est pas mûr pour ce que l'on peut appeler la moralité financière, tous les systèmes d'impôts seront impuissants à satisfaire et le public et le pouvoir central.

Cette qualité est tellement répandue en Europe à l'heure actuelle que nous ne l'apprécions pas à sa juste mesure. C'est elle cependant qui fait que nos règlements d'administration financière paraissent réellement efficaces ; c'est le manque absolu de cette vertu qui fut pendant la plus grande partie de l'ancien régime une des principales causes de sa faiblesse financière.

A la fin du xiv^e siècle, il y avait en France pour l'époque une assez belle machine administrative, par malheur pas une pièce ne marchait régulièrement.

L'ordonnance de 1372 constate dans son préambule tous les abus existants :

« Pour ce qu'il est de commune renommée en plusieurs diocèses que les élus, receveurs, grenetiers, et contrôleurs et leurs commis et députés ont fait plusieurs griefs ou extorsions au peuple ».....

Ce peu de mots nous fait pénétrer toute l'étendue du mal. On comprend à la rigueur que les fermiers qui

doivent rentrer dans leur bail soient assez peu scrupuleux, mais que dire des élus et surtout des contrôleurs qui doivent vérifier tout à la fois les caisses et les services.

Le mal est bien signalé, mais ne disparaît pas ; nous le retrouvons aussi florissant que jamais une année plus tard.

Les sujets du roi se plaignirent de nouveau des fraudes des élus, contrôleurs, sergents et commissaires. L'ordonnance de 1373 signale des élus qui « baillent » en ferme des aides au-dessous de leur valeur ou même les donnent à vil prix alors que leur fonction consiste en partie à empêcher les fraudes en matière d'adjudication ! On signale des officiers du roi associés aux fermiers ! Des receveurs qui paient les mandats assignés sur leur caisse en chevaux et marchandises diverses !

Le roi Charles V envoya dans les diocèses suspects des réformateurs : Un certain nombre d'officiers des aides furent cassés et remplacés par d'autres qui ne valaient guère mieux.

Il nous est resté un rapport de deux commissaires du roi, daté du 7 avril après Pâques 1374 qui nous édifie pleinement sur les agissements habituels de tous les agents financiers. Le préambule se plaint en style redondant « de plusieurs grands et énormes crimes, excès, délits, fraudes, exactions, malices, roberies, pilleries des gens des finances » ; mais voici qui est plus

précis. Les fermages des aides étaient toujours, comme en 1372, donnés au-dessous de leur valeur réelle à des parents et amis, les élus comptaient comme frais de tournée des voyages d'intérêt privé, ils « rendaient mal la justice et soutenaient les coupables, etc. ».

De leur côté les receveurs au lieu de payer en argent les créanciers de l'Etat mettaient une singulière persévérance à leur vendre « des draps, fers, teintures, blés, vins, harnais, chevaux ».

La dissimulation de recette et la simulation de dépense était une opération courante, ils gardaient pour eux les amendes dues au roi, et faisaient payer « les bonnes gens deux fois quand ceux-ci avaient perdu leur quittance ».

Tels étaient les principaux errements que les deux commissaires purent constater dans les diocèses d'Amiens, Soissons, Noyon, Beauvais Thérrouanne et Tournai.

Il est à peine besoin d'ajouter que ces ordonnances répétées sur le même sujet, que ces commissions d'enquête ne donnaient que des résultats très momentanés. En 1379, la situation ne s'était pas améliorée; Charles V (ord. 21 novembre 1379) est encore réduit à retoucher l'organisation financière. La permanence des abus antérieurs y est constatée. L'ordonnance de 1379 n'a d'autre but que d'essayer de remédier aux extorsions » exercées sur le peuple parla « mauvaisté » de plusieurs officiers, élus, receveurs, contrôleurs ». Dans le but de couper

court à tous ces abus trop persistants tous ces officiers seront désormais inspectés et révoqués en cas de gestion défectueuse ; s'ils sont reconnus coupables de malversations, « ils seront contraints de rendre les sommes indûment prises et punis selon leurs démérites ».

Cette idée de réforme était excellente, mais comme nous avons vu que les contrôleurs étaient aussi corruptibles que les autres officiers royaux, il est permis de douter de l'efficacité de la volonté royale.

Quoi qu'il en soit, les élus et leurs greffiers devaient désormais être payés par le roi sans rien prendre sur le peuple pour leurs quittances. Ils étaient chargés de juger sommairement les procès ayant trait aux aides.

De leur côté les fermiers étaient astreints à payer leur ferme quatre jours après l'échéance du terme, faute de quoi ils y étaient contraints par voies de droit.

La prescription contre les contribuables était de 6 mois après l'expiration du bail (à cette époque le bail était annuel).

Enfin il était interdit de cumuler les fonctions de receveur et d'élu. Si le préambule de l'ordonnance nous parle seulement des excès de plusieurs officiers, la suite ne nous permet pas de douter de l'étendue du mal : tous les élus et tous les receveurs généraux furent révoqués sauf le receveur général de Paris. C'était une mesure qui montrait bien par son énergie même l'impuissance de la royauté. Une fois révoqués il ne semble pas que les officiers coupables aient été poursuivis au civil et au criminel : ils étaient trop nombreux.

CHAPITRE III

LES AIDES DE 1380 à 1461.

SECTION I. — Disparition momentanée des aides. — Leur rétablissement en 1383.

Charles V, en mourant, demanda qu'on ôtât du royaume de France ces aides « dont les pauvres gens sont tant travaillés et grevés; ce sont choses quoique je les aie soutenu qui moult me pèsent et me grèvent » (Froissard).

Si le roi qui avait mis au point l'impôt des aides désirait sa disparition, on peut juger du désir des populations elles-mêmes.

Aussi dès 1380 une hostilité des plus vives se manifesta-t-elle contre les aides; à Compiègne et dans la Picardie les fermiers des aides et de la gabelle furent chassés; à Paris le peuple se souleva, les registres des fermiers furent lacérés et le chancelier dut pour apaiser les mutins leur promettre que les aides ne seraient plus levées. Bien plus les États généraux de la langue d'Oïl qui sous Charles V s'étaient montrés si soumis (1),

(1) Cela n'est vrai que jusqu'en 1367, car à partir de cette époque jusqu'en 1380 il n'y eut aucune convocation, ni d'États généraux, ni d'États provinciaux (sauf en 1369).

réclamèrent le rétablissement de leurs franchises primitives et l'abolition de tous les impôts établis depuis Philippe le Bel. L'ordonnance de janvier 1380 sanctionna ces vœux ; en février 1381 on essaya bien de rétablir les impôts abolis mais on dut revenir en mars 1381 au nouveau régime établi le mois précédent.

Malgré ces promesses solennelles cette situation ne pouvait se maintenir. Les dépenses loin de diminuer croissaient sans cesse. Quelque temps les appétits de la cour trouvèrent leur satisfaction dans le trésor royal mis de côté par le défunt roi : cette curée terminée, les besoins des courtisans ne se sentirent pas calmés par les seuls produits des domaines royaux, et le duc d'Anjou et ses amis songèrent dès lors à remettre les aides en vigueur.

Juvénal des Ursins (chap. MCCCCLXXXII) indique un peu naïvement l'embarras de la cour en face d'un peuple qui faisait la grève de l'impôt. « Le duc et les autres seigneurs considérant que depuis que les aides avaient été mis jus, ils n'avaient pas tous les profits qu'ils voulaient avoir, désiraient fort à remettre sur les aides et firent plusieurs assemblées, mais jamais le peuple ne le voulut souffrir. »

Les bourgeois de Paris en armes, divisés en dizéniers, cinquanteniers, quarteniers, mirent des chaînes en la ville et furent bientôt en mesure de bien protéger leurs libertés. A Rouen la situation était la même.

La populace exigea l'abolition des subsides, les

Rouennais « procédèrent à tuer et meurtir les officiers du roi du fait des aides ».

Le triomphe de la capitale normande fut de courte durée : la ville dut plier devant l'armée royale.

A Paris, le duc d'Anjou songeait toujours à remettre les aides en vigueur. On fit bien la criée de la nouvelle imposition, mais on ne put la lever. Le fermier des aides fut tué, puis ce fut la révolte des Maillotins, un des incidents les plus tragiques de notre histoire ; sur le moment le roi dut céder ; il reprit bientôt une revanche terrible.

« Délibérant en toute manière d'abattre l'orgueil de ceux de Paris (J. des Ursins) » le roi entra à Paris, le matin 11 janvier, à la tête de trois corps d'armée, prit trois cents des meneurs, en décapita plus de cent aux Halles « et après ces choses ainsi faite on mit sur les aides, c'est à savoir gabelle, imposition et quatrième ».

Il y eut encore quelques exécutions les jours suivants : après quoi le peuple de Paris pacifié vint demander au roi pardon de ses fautes. Les échevins et autres notables restant n'eurent la vie sauve qu'en abandonnant la moitié de leurs biens.

Ce fut là l'épisode le plus sanglant de l'histoire des aides ; il ne faut pas oublier cependant qu'il s'agissait d'une insurrection permanente qui mettait en péril l'existence même de la royauté.

Quoi qu'il en soit, l'impôt des aides était rétabli. Dès 1382 commença la promulgation d'une série d'ordon-

nances réglementant soit les aides, soit l'organisation fiscale. L'époque qui suit 1382 est une période de mise au point. En 1360, le principe de l'impôt indirect avait été accepté par les Etats. Ni cette assemblée, ni la monarchie, ne s'étaient occupées de pénétrer plus avant dans la réglementation de ce nouvel organisme.

Les abus qui ont été signalés et qui paraissaient incorrigibles furent, plus encore que le côté arbitraire de cet impôt établi d'autorité depuis 1367, la cause principale de la suspension de la perception des aides et de la révolte sanglante qui en fut la suite.

La monarchie pour régénérer le mécanisme fiscal tout entier créa un organe indispensable destiné à protéger efficacement les contribuables : la Cour des aides. De plus le pouvoir royal se vit obligé de refondre complètement les textes concernant l'affermage des aides.

Elle obtenait ainsi un double résultat : le maximum de rendement de l'impôt par l'augmentation du prix des baux et un allègement de charges des contribuables par l'établissement d'une justice équitable, moins vénale que celle des élus.

L'ordonnance de 1383 qui rétablissait les aides conservait le taux de douze deniers pour livre pour toutes les marchandises y compris le vin vendu en gros ; le pain lui-même y était assujetti, sauf à Paris, Melun, Corbeil où le droit frappait la farine.

Les vins et les autres boissons vendues au détail

étaient taxées au huitième de leur prix et payables par le vendeur. Tous ces droits nous sont déjà connus.

Au contraire, l'affermage des aides est renouvelé en quelques parties. Les droits d'aides étaient donnés à ferme à la chandelle éteinte et adjugés au dernier et plus offrant enchérisseur.

Le nombre des associés des fermiers était strictement limité et proportionnel à l'importance de la ferme. Un seul associé était autorisé dans les fermes de 300 à 500 livres, deux associés pour une ferme de 500 à 1.000 livres, trois associés au delà de 1000 livres.

Sous Charles V il arrivait fréquemment que les cautions prévues par les ordonnances ne fussent pas nommées ; désormais cet abus sera évité : le fermier était astreint à nommer la caution le jour même de l'adjudication. Faute de ce faire, il était déchu de son droit au bail et payait de ses deniers la différence (s'il y avait lieu) entre son prix d'adjudication et le prix auquel la ferme était de nouveau adjugée.

Le prix de la ferme était payé tous les mois pour les bonnes villes et tous les deux mois pour les villes du plat pays.

L'adjudication terminée les élus envoyaient toutes les pièces nécessaires au receveur.

Même titulaire de son bail, le fermier n'était jamais sûr de pouvoir le conserver. Si le doublement, c'est-à-dire une offre égale au double du prix d'adjudication n'était possible que pendant les six mois de l'adjudica-

tion, le tiercement pouvait être fait pendant toute la durée du bail.

Le fermier en titre pouvait naturellement surenchérir et ainsi de suite. La mise en régie des aides était prévue dans le cas où aucun adjudicataire ne s'était présenté.

D'autres dispositions moins nombreuses visent le contentieux. En première instance les juges financiers étaient toujours les élus ; l'appel était porté devant « les généraux conseillers du fait des aides » à Paris.

L'appel tel qu'il était réglementé était fort scabreux. L'appel contre les jugements des élus devait être poursuivi dans le mois à peine de déchéance et de vingt livres d'amende. En cas de confirmation du jugement de première instance, l'appelant était passible d'une amende de 60 livres.

Cette nouvelle organisation possédait de graves défauts : tout d'abord le nouveau système de surenchère est essentiellement critiquable : sans doute il est naturel de l'admettre dans un délai assez court : huit, quinze jours ou même un mois au maximum, car il présente de sérieuses garanties, encore qu'il ne supprime qu'imparfaitement l'entente préalable des adjudicataires.

La crainte du doublement de la première enchère possible pendant six mois pouvait écarter les gens vraiment solvables ou sérieux. Le tiercement était possible pendant un an ; c'est-à-dire que pendant la durée du bail le nombre des fermiers pouvait être considérable ; la transmission des comptes d'un fermier à l'autre, le

restant dû non-prescrit, les frais d'adjudications touchés par les receveurs ou élus pouvaient être les causes de désordre, abris commodes et inexpugnables pour la fraude.

Le fermier en titre, pour ne pas être dépossédé du droit au bail, était obligé de surenchérir, soit au delà du doublement, soit au delà du tiercement. Il arrivait à payer pour sa ferme un prix tout à fait hors de proportion avec le rapport probable. Tout naturellement il était porté à une gestion très âpre, forcé qu'il était de se récupérer sur les contribuables de la façon la plus étrange et la plus arbitraire.

Comme protection les sujets du roi avaient la justice des élus qui s'entendaient avec les fermiers et dont la probité était douteuse. En réalité les élus étaient pratiquement des juges en dernier ressort, car quel contribuable eût osé appeler pour se voir peut-être comme partie « mal appelante » condamné aux dépens, et à une amende de 60 livres !

Au sommet, et au-dessus des élus se trouvaient les généraux des aides, organisme embryonnaire de la future Cour des aides.

Leur nombre fut fixé en 1383, à cinq conseillers, puis en 1388 à six, dont trois étaient chargés du recouvrement et les trois autres de la justice des aides. Leurs fonctions en ce qui concerne les aides se trouvaient ainsi définies : le roi leur donnait plein pouvoir sur élus, receveurs, greffiers, contrôleurs, commissaires, de les

destituer, les ôter et les remettre, si besoin est d'ordonner et commettre des visiteurs généraux et particuliers sur le dit fait, de faire bailler à ferme les dites aides et les faire lever en notre main (Ord. datée de Vernon, février 1388).

Les décisions des généraux sur le fait des aides pourvu qu'ils fussent deux au moins étaient exécutoires par elles-mêmes comme les arrêts du Parlement.

Les généraux possédaient aussi le pouvoir d'interpréter les ordonnances des aides et même de les compléter au besoin. Ils veillaient à ce que tous les gens non exempts payassent bien l'impôt, car il existait déjà des exemptions dont jouissaient en particulier les étudiants de l'Université de Paris, d'Orléans, d'Angers, les hôpitaux.

En 1383 (1), l'aide sur les boissons vendues au détail est augmentée, elle est portée du huitième au quatrième ; le taux de douze deniers sur toutes les marchandises est maintenu ; certaines dispositions de l'ordonnance de 1382 étaient rappelées : ce qui prouvait qu'elles n'avaient guère été exécutées. Le nombre des associés des fermiers était modifié (1 associé jusqu'à 300 (2) livres, 2 associés de 300 à 500 livres, 3 de 500 livres à 1.000 livres, au-dessus de 1.000 livres le fermier pou-

(1) Ord. de février 1383.

(2) Capital de la ferme. Il faut remarquer qu'il n'est plus fixé de capital minimum. Il existait des fermes de capital insignifiant. Cet état de choses dommageable à tous points de vue durera jusqu'en 1604.

vait s'adjoindre quatre associés. L'art. 17 de l'ord. de 1383 donne aux élus compétence générale sur les fermiers « ils auront la connaissance sur les dits fermiers et feront droit sommairement ». En cas d'appel la compétence était attribuée aux généraux de Paris. En 1388 l'imposition sur les marchandises s'élève de 12 deniers à 18 deniers par livre. Entre temps les ducs de Bourgogne et de Berri tombent en disgrâce. Un changement dans la gestion des finances se produit ; l'imposition de 18 deniers revient à douze.

Le 1^{er} mars 1388 une nouvelle instruction paraît sur le fait des aides destinées à protéger les officiers, sergents ou fermiers des aides contre les agressions dont ils étaient victimes.

Tous ceux qui étaient coupables de s'être livrés à des voies de fait ou d'avoir refusé l'impôt étaient poursuivis en tous lieux, sauf dans les lieux saints. En cas de nécessité les élus pouvaient demander des secours aux juges et même au peuple. Le manque de zèle de la part de ce dernier était prévu : le refus d'assistance était puni d'amende arbitraire.

Au surplus les élus pouvaient juger sur l'ensemble de ces faits ou en renvoyer la connaissance aux conseillers généraux. Ces derniers pouvaient évoquer les affaires dans tous les cas et probablement en tout état de cause.

Les délinquants étrangers ou inconnus ou n'ayant pas de biens dans le lieu où le délit avait été commis, étaient tenus de comparaître devant les juges compé-

tents dans les trois jours, à peine de bannissement du royaume.

Ces textes font sentir combien la fraude devait être grande, et combien la haine populaire devait être vivace contre les fermiers !

Le peuple n'était pas le seul fraudeur. Les avocats, procureurs, les officiers des cours laïques et ecclésiastiques essayaient sous des prétextes variés d'échapper à l'impôt. Désormais ils y furent contraints par la saisie du temporel de leurs biens et bénéfices, et au cas de récidive par la révocation de leurs offices.

En même temps l'exercice était introduit pour la première fois dans les textes législatifs (car la pratique en devait depuis longtemps être constante ; il était impossible de lever la taxe de douze deniers sans vérifier les comptes des commerçants et sans faire quelques inventaires.

Pour comprendre ce que cette mesure avait d'inquisitorial et de vexatoire, il faut se rappeler qu'il ne s'agissait pas d'une taxe frappant une denrée particulière, nuisible ou de luxe et fortement taxée, mais bien d'un impôt général frappant toutes les marchandises quelle que fût leur espèce. L'exercice introduit en 1388 était donc particulièrement gênant. Tous les gens « grossiers » c'est-à-dire tous les marchands en gros étaient exercés. Les inventaires avaient lieu et les comptes-matière étaient arrêtés tous les mois.

En cas de refus, d'opposition aux gens des fermiers,

les marchands, gens d'Eglise ou laïcs étaient punis de la saisie du revenu de leurs biens et frappés d'amende arbitraire.

**SECTION II. — Les exemptions en matière d'aides
à la fin du XIV^e siècle.**

En principe tous les sujets du roi dans les provinces soumises aux aides devaient l'impôt. Cependant quelques personnes ou catégories de personnes nommément désignées par les ordonnances et lettres royales étaient exemptes.

Les nobles jusqu'en 1393, les ecclésiastiques ne jouissaient d'aucun privilège. Dans le fait ils pouvaient être particulièrement ménagés par les agents percepteurs, mais de cela nous n'avons pas de preuves positives. Les textes ne nous parlent que d'exemptions spéciales.

Un des privilèges les plus anciens était celui des étudiants de Paris, d'Orléans et d'Angers. L'exemption s'appliquait aux maîtres et écoliers pour les denrées provenant de leurs héritages ou bénéfices et pour les denrées qu'ils achetaient pour leurs besoins personnels. L'exception était de droit strict ; s'il y avait acte commercial, achat pour revente, l'exemption ne s'appliquait plus (ord. du 21 janvier 1383, et 1389).

Les privilèges étaient subordonnés à des conditions tellement précises que le roi les refusa au Pape. Ce dernier avait envoyé une bulle exigeant que les collecteurs et sous - collecteurs des droits qu'il levait dans le

royaume de France fussent exemptés. Ses exigences furent expressément repoussées par l'article 11 de l'ord. de mars 1389.

L'article 13 de la même ordonnance déclare exempts : le connétable, le chancelier et les conseillers généraux des finances.

Les six généraux des finances par contre étaient soumis à l'impôt s'ils faisaient du commerce, s'ils vendaient ou faisaient vendre du vin à taverne « car c'est public et vil office et des fraudes pourraient y être commises ».

Telles sont en 1389, nous ne dirons pas les principales, mais les seules exemptions existant pour l'impôt des aides.

Le clergé lui-même était particulièrement touché par cet impôt. Les ordonnances font souvent mention de gens d'Eglise marchands, ce qui prouve que le cas n'était pas rare :

Les couvents qui dès l'époque mérovingienne cultivaient des vignes autour de leurs monastères étaient soumis, s'ils vendaient leurs vins, soit au droit de gros, soit au droit de détail.

Mais bientôt les sains principes de fiscalité qui veulent que tout impôt soit général reçurent de sérieuses atteintes ; chose très curieuse et qui prouve que le droit au privilège sous l'ancien régime n'a jamais été qu'un intérêt bien entendu servi par une influence prépondérante et non pas la conséquence de principes particuliers, les nobles (ord. du 4 janv. 1393) trouvèrent le

moyen de se faire exempter alors que le clergé ne l'était pas.

« Les nobles vivant noblement qui continuellement s'arment et poursuivent les guerres » étaient exempts de tous droits sur les vins, grains et autres biens crus en leurs héritages, s'ils les vendaient ou faisaient vendre en gros.

Ils étaient redevables des droits s'ils vendaient ces denrées, même provenant de leurs propriétés en dehors de la ville de Paris et de ses faux-bourgs, que ce fut en gros ou en détail « parce que ce n'est pas office de noble d'être tavernier ». Dans ce cas ils ne payaient toutefois que le quart du droit de détail.

L'ancienne monarchie a toujours aimé conserver dans ses textes législatifs les formules transmises par la coutume. L'expression de nobles vivant noblement, opposés aux gens « ignobles » faisant le commerce était quelque peu désuète et ne correspondait plus depuis longtemps à la réalité.

Beaucoup de nobles faisaient du commerce, un certain nombre d'entre-eux tenaient ou faisaient tenir des tavernes. Ils pouvaient aussi vendre en franchise du droit de gros et de détail, du vin pendant la durée du banvin : ce privilège ne devait pas servir à écouler en fraude du vin d'autres héritages sous peine d'amende arbitraire et de retrait du privilège.

Les bouchers et « poullailliers » qui vendaient à l'Hôtel du roi la viande et la « poullaille » jouissaient aussi d'une exception totale.

Les privilèges encourageaient la fraude ; les écoliers vendirent du vin et d'autres denrées en franchise pour le compte de tiers. La chose fut ébruitée et le régime de faveur auquel ils étaient soumis leur fut retiré.

SECTION III. — **Permanence des aides. — L'ordonnance capochienne (mai 1413).**

Non contents d'être privilégiés, les nobles dérogeaient de plus en plus. Ils essayèrent de se transformer en collecteurs d'impôts ; en même temps qu'ils s'efforçaient par l'exemption des droits d'avoir une prime vis-à-vis des commerçants roturiers, ils tâchaient de faire abroger les dispositions des précédentes ordonnances portant que les nobles et officiers du roi étaient exclus de la mise aux enchères des fermes.

Charles VI leur accorde satisfaction par un moyen détourné (Ord. du 11 octobre 1393). Les officiers et les nobles continueront à ne pas être admis aux enchères. Seulement (et là se montre l'ingéniosité des rédacteurs) cette incapacité disparaît dans le cas où il ne se présenterait pas d'enchérisseur pendant un certain temps après la mise à prix de la ferme. Aucun délai précis n'est fixé ; le début de la lettre royale porte « après un certain temps », le corps de la lettre dit « après un très long délai », expressions à la fois vagues et presque contradictoires, qui permettaient aux nobles d'être très aisément adjudicataires des fermes des aides à l'adjudication desquelles personne ne devait oser se présenter, sachant

que le seigneur ou un officier royal étaient ses concurrents. De toute façon. Il suffisait aux nobles d'écarter par la menace et la crainte les adjudicataires possibles pendant un certain temps pour arriver à leurs fins. La chose était facile.

En 1397, à l'occasion du mariage de la fille du roi d'Angleterre, une aide fut levée par manière de taille ; en même temps divers impôts indirects furent diminués, le quatrième du vin et autres breuvages vendus au détail fut ramené au huitième.

C'est à ce taux et au taux de douze deniers par livre que les aides continuèrent à être perçues dans le royaume ; à partir de cette époque les ordonnances sur le fait des aides deviennent plus rares ; mais il ne faudrait pas en conclure que les aides cessèrent d'être perçues à la fin du ^{xiv}^e et au début du ^{xv}^e siècle. Cette idée serait entièrement inexacte, les ordonnances précédentes ne contenant aucun délai pour la levée de l'impôt ; d'ailleurs le principe de l'annalité en matière d'impôt était inconnu de l'ancienne monarchie ; tant qu'une ordonnance fiscale n'était pas abrogée, elle restait en vigueur et la perception de l'impôt continuait, autorisée par une tacite reconduction.

Ce qui a pu donner lieu à cette erreur vient surtout de ce fait que de 1390 à 1400 la monarchie a usé très largement de l'aide sous forme de taille imposée à tous indistinctement, même au clergé ou de l'aide accordée par les Etats provinciaux. Mais, d'autre part, nous avons

vu des textes réglementant l'adjudication des aides en 1397. Ce qui est la meilleure preuve de leur permanence.

Des lettres royales du 26 mai 1404 exemptent du droit d'aides ou plutôt continuent d'exempter de l'impôt des aides les officiers et sujets du roi demeurant à Paris dans son palais. De 1397 à 1404 c'est-à-dire pendant sept ans nous n'avons trouvé aucun texte abrogeant les ordonnances antérieures. Nous avons donc toute raison de croire que les aides restèrent permanentes pendant cette période.

Quelques années plus tard, en 1407, l'ordonnance du 7 janvier modifie l'organisation de l'administration supérieure des finances. Il y avait six conseillers généraux ; désormais il n'y en aura plus que trois au traitement de 2.000 livres. Ils conservaient quatre clercs pour les écritures. Le receveur général des aides était maintenu avec un traitement de 2.000 livres, à ses côtés se trouvait un contrôleur. Les autres grands dignitaires, le changeur du trésor et les deux trésoriers du Louvre ne possédaient qu'un traitement de 1.000 livres.

En 1413 les réformes continuent. La bourgeoisie est toute puissante ; sous sa pression est rendue l'ordonnance cabochienne.

§ 1. — Ordonnance cabochienne (25 mai 1413-
3 septembre 1413).

Cette ordonnance (25 mai 1413) qui ne renferme pas moins de 258 articles n'est pas particulièrement intéressante pour notre étude. Sans doute elle touche bien aux aides, mais, eu égard seulement à l'organisation administrative du personnel, elle laisse dans l'ombre ce qui concerne leur assiette ou leur utilité.

Pas une seule ligne de sa partie financière ne renferme une protestation, une allusion indirecte contre la gêne que les aides faisaient subir au commerce ; dans aucun endroit n'est exprimé le désir de les voir supprimer. Il est encore plus surprenant de constater que dans les discours prononcés au grand conseil tenu le 14 février 1413, auquel assistaient les députés des Etats alors dissous, pas un orateur n'ait fait allusion à cet ordre d'idées. Il semble qu'on n'ait fait attention qu'aux bénéfices illicites réalisés par les conseillers généraux, le receveur général des aides et receveurs du roi, préoccupation dominante qui seule est traduite dans l'ordonnance du 23 mai.

Le nombre des conseillers généraux est encore réduit : désormais il n'y en aura plus que deux. On conserve deux trésoriers auprès desquels se trouve un seul contrôleur général, le receveur général est maintenu ; ses fonctions se sont étendues par suite de la suppression des receveurs du roi.

Cette exécution avait été rendue nécessaire à la suite des révélations d'Eustache de Pavilly représentant la ville de Paris, révélations qui ne surprirent sans doute personne et qui ne soulevèrent aucune protestation (1).

L'orateur commence par des attaques générales, il flagelle « les officiers des finances qui n'ont point égard au bien du roi, mais seulement à leur profit ».

Selon lui il y a trop de trésoriers ; ils sont sept qui coûtent par an au Trésor de 16 à 20.000 livres. Tous ceux qui sont en place sont coupables de malversations sauf un qui est trop nouveau « pour avoir encore méfait ».

Les conseillers généraux n'étaient pas moins critiqués : payés annuellement 2.000 livres, ils se faisaient en plus de 9 à 10.000 livres par l'abus des dons couverts, c'est-à-dire des dons royaux dont ils n'étaient justifiés que sommairement à la Cour des comptes. Il est notoire, ajoute de Pavilly, « qu'ils sont riches et pleins et quand ils entrèrent aux offices ils étaient pauvres, ils n'ont aucune pitié du bien commun ».

Prodigalité folle de la cour, violation perpétuelle des règlements financiers, enrichissement scandaleux de tous les officiers des finances, tel était le tableau auquel s'opposait le dénuement le plus absolu du trésor royal : fallait-il envoyer quelque part un ambassadeur ou même un simple chanoine ? Il était nécessaire d'emprunter à

(1) Chronique d'Enguerrand de Monstrelet, p. 313.

des taux usuraires. Les serviteurs de l'hôtel du roi eux-mêmes n'étaient pas payés et se trouvaient dans la « pauvreté et misère ».

S'il en était ainsi des hauts officiers, de ceux sur qui pivotait le système des aides en entier, on peut se demander avec effroi comment agissaient les officiers des provinces éloignées de toute surveillance effective. Sur eux l'ordonnance cabochienne et le discours de de Pavilly ne nous apprennent rien ; ils continuaient leurs errements qu'on s'habitua à considérer comme inévitables et inhérents au système même. Refondre entièrement tout, mettre les aides en régie eût été le seul remède d'une réelle efficacité. Personne alors n'y songeait, ou du moins ne le proposait. En attendant on taillait des coupes sombres dans le haut personnel, on reformait en bas la justice des aides, on créait de toutes pièces, une juridiction en dernier ressort.

Auparavant les conseillers généraux, de nombre variable d'ailleurs, jugeaient en dernier ressort toutes les contestations sur le fait des aides ; auprès d'eux quatre ou cinq clercs faisaient la procédure et les assistaient. Ils furent en réalité une Cour des aides embryonnaire. Désormais cette organisation créée en 1355 n'exista plus. C'est là une innovation d'une extrême importance.

A la place des conseillers généraux l'ordonnance cabochienne créa (art. 99) la première Cour des aides : Ses débuts étaient modestes. La nouvelle Cour se com-

posait d'un président et de deux conseillers aux gages respectifs de 500 et 300 livres. Un greffier tenait les écritures. Le chancelier leur adjoignait trois conseillers aux gages de 100 livres et pris dans la Cour des comptes. Cette Cour des aides, si même elle fonctionna, ne dura guère et dut disparaître le 3 septembre 1413 avec l'ordonnance cabochienne tout entière.

L'ordonnance du 25 mai 1413 édicta quelques réformes de peu d'importance concernant les juridictions de premier ressort. Le nombre des élus était modifié. A Paris on ne conservait que quatre élus dont un clerc ; dans les autres villes, sièges d'élection, deux élus laïcs et un clerc, dans les villes de moindre importance un élu clerc et un receveur. Il leur était recommandé de faire une justice brève et peu coûteuse pour le contribuable sous peine de se voir privés de leurs offices, car le peuple « était moult fatigué et grevé tant en dépens et salaires d'avocats, de commissaires et de sergents que par le délaissement de leurs labeurs et besognes ».

L'ordonnance introduisait le système de la ferme dans les charges d'élection : cette dernière réforme n'était pas heureuse. L'affermage donnait des résultats très médiocres. Les fermes des aides produisaient moins qu'auparavant, surtout depuis que les nobles pouvaient se porter adjudicataires ; le droit ne leur était, il est vrai, acquis qu'en l'absence d'enchérisseur. Ils tournaient facilement la difficulté ; tantôt ils faisaient prendre la ferme par des hommes de paille, tantôt ils

procédaient par voie de menaces, acquéraient les fermes à des prix dérisoires et les revendaient avec un fort bénéfice. Le trésor royal perdait la différence (art. 115, Ord. 25 mai 1413). Désormais « la convoitise mauvaise » des nobles ne pourra plus s'exercer. Il leur est fait défense à eux et à leurs gens d'enchérir ou même d'assister aux enchères.

SECTION IV. — Nouvelle disparition des aides (1420-1435). —

Leur perception continue dans les pays d'occupation anglaise.

Telles sont les dispositions contenues dans l'ordonnance cabochienne. Beaucoup de ces réformes étaient intéressantes, quoiqu'à des degrés divers. Aucune d'elles ne touchait au fond même de l'institution.

Mais ce que l'ordonnance de 1413 n'avait pu faire, ni même essayé, c'est-à-dire l'abolition des aides, le duc de Bourgogne, par l'intermédiaire de la reine Ysabeau, le réalise en 1417. « Passé le jour de la Saint-Remy, aucun quatrième, imposition, vingtième, maltôtes ni autres aides ne seront désormais cueillis (1). »

Le parti du duc de Bourgogne s'appuyait exclusivement sur le peuple ou plutôt sur la bourgeoisie et cette mesure était de bonne politique. Mais Jean sans Peur lui-même ne put réaliser ses vues. Le 4 octobre 1418, un tarif spécial fut créé qui s'appliqua aux vins entrant

(1) Lettres de la reine datées de Troyes (30 janvier) (Is.).

dans Paris. On peut même se demander si les aides cessèrent d'être perçues depuis la Saint-Remy 1417 jusqu'au 4 octobre 1418. Peut-être à Paris y eut-il une interruption dans la levée de cet impôt, mais dans les parties du royaume où dominait le parti armagnac il est probable que les aides restèrent en vigueur.

En 1418 le droit levé sur les vins à Paris et dans l'élection de Paris comprenait les tarifs suivants. Pour chaque queue de vin entrant il était payé 8 sols ; pour chaque poinçon de vin français 4 sols ; pour chaque poinçon de vin de Beaune ou de Bourgogne 16 sols.

Cette taxe était payée par le vendeur et par l'acheteur : elle s'élevait donc à 16, 8 et 32 sols.

Le droit de détail était de 16 sols pour chaque queue détaillée à 8 deniers la pinte.

Dans les villes, forteresses autres que Paris et dans le plat pays de l'élection de Paris chaque queue de vin et chaque poinçon payait 4 sols et 2 sols.

Les deniers provenant de cet impôt ne pouvaient être payés par le receveur général à aucune personne ou créancier que sur l'ordonnance du prévot de Paris et des échevins.

Seuls furent exemptés par les lettres du 27 octobre 1418 les docteurs, maîtres, régens, et étudiants de la Faculté de Paris.

En 1418, le Dauphin obligé de reculer devant l'invasion étrangère, quitta Paris. D'une façon générale on admet que de 1418 jusqu'à 1435, époque à laquelle le

roi de France put rentrer dans sa capitale, l'impôt des aides cessa d'être perçu.

A dire vrai rien n'indique que les événements ne se soient ainsi passés. Quelques documents prouvent que les Anglais profitèrent largement du système fiscal établi à Paris. Une ordonnance du 19 décembre 1420, c'est-à-dire deux ans après le départ du Dauphin régent, des lettres de Charles VI prorogent les droits sur les vins et les douze deniers par livre. En réalité une telle prorogation d'impôt allait mettre plus tard à la portée de Henri VI d'importantes ressources pour guerroyer contre le Dauphin.

En 1428, à Paris, le vin était cher ; par suite on se mit à brasser de la cervoise et avant la Toussaint il y eut bientôt trente brasseurs à Paris. La cervoise fut imposée au quatrième et rapporta 6.600 livres. Le vin continuait à être taxé, mais vu sa cherté et sa mauvaise qualité personne n'en achetait. Enfin le roi Henri VI (1) partit de Paris « sans faire aucun bien à quoi on s'attendait comme délivrer prisonniers, de faire choir maltôtes comme impositions, quatrième et telles autres mauvaises coutumes ». Ce bon bourgeois de Paris écrit même cette phrase qui en dit long sur l'état d'âme du peuple de Paris « et si ne fit oncques à Paris autant d'honneur

(1) Une lettre du 26 décembre 1431 de Henri VI confirme les privilèges de la Faculté de Paris en matière d'impôts et d'aides. — V. également les lettres du 31 octobre 1421 dans lesquelles le roi Henri VI donne à la ville de Reims 600 livres tournois à prendre sur les aides pour les appliquer aux fortifications ; *id.*, 3 juillet 1429.

à roy comme on lui fit à sa venue et à son sacre » (1).

Le peuple de Paris, suggestionné par la faction bourguignonne, avait accueilli les Anglais comme des libérateurs qui allaient rétablir leurs libertés fiscales. Il n'en fut rien et l'envahisseur perdit les sympathies de la population parisienne. Le retour du roi Charles VII en fut facilité.

Il est donc inexact de prétendre à une interruption des aides pendant cette période néfaste : nous sommes certains que leur perception ne fut interrompue à aucun moment ni à Paris, ni dans l'élection de Paris ; il est probable qu'il en fut de même dans tous les pays d'aides soumis à l'occupation anglaise.

« Les aides furent abattues » dans les villes conservées au pouvoir du roi de France sans qu'on puisse en donner une raison valable. Elles furent rétablies à la suite des Etats de Tours qui en autorisèrent la perception.

SECTION V. — Ordonnance du 28 février 1435.

Cette ordonnance rendue sur les volontés des Etats de Tours est avec celle de 1360 et 1680 une des plus importantes pour l'étude de l'impôt des aides. Ce qui la caractérise, ce ne sont pas tant ses dispositions littérales qui ne diffèrent en rien des articles des ordonnances antérieures que son importance morale. Elle rétablit

(1) *Mémoires d'un bourgeois de Paris sous Charles VII*, p. 251 et 267.

avec l'autorité des Etats un impôt qui depuis longtemps se percevait arbitrairement ; de plus elle marque une date historique : après elle il est impossible de trouver aucune interruption dans la perception des aides, elles deviennent permanentes.

Les tarifs restaient les mêmes qu'auparavant et dans l'ensemble l'ordonnance de 1435 n'est que le rappel, le rétablissement pur et simple de l'état de choses antérieur.

L'imposition de douze deniers pour livre sur toutes les denrées et marchandises est maintenue, exception faite pour les menues denrées appelées « quincaillerie » qui n'étaient pas taxées pour une valeur de 5 sols et au-dessous.

Les vins et autres breuvages vendus en gros étaient taxés au taux de 12 deniers pour livre. Les vins vendus au détail au huitième du prix de la vente.

Les aides continuaient à être affermées par adjudication « après la chandelle éteinte » au dernier et plus offrant enchérisseur.

Faute de preneur elles étaient levées par personnes bonnes et suffisantes. Les vieilles prescriptions éloignant de l'adjudication les officiers du roi, les nobles, les gens d'église, les officiers des hauts seigneurs furent remises en vigueur. Le nombre des associés « compagnons » des fermiers fut soigneusement limité. Ils ne pouvaient avoir qu'un associé pour une ferme de 300 livres, deux

associés de 300 livres à 600 livres, trois de 600 à 1.000 livres, enfin quatre associés au delà de 1.000 livres.

Les cautions solvables devaient être prises par l'adjudicataire le jour même de l'adjudication, faute de quoi la ferme était remise aux enchères et réadjudagée aux risques et périls du premier preneur.

La ferme était payable chaque mois pour les villes fortifiées et tous les deux mois pour les villes et bourgs du plat pays. La durée totale de l'affermage était d'un an. Pendant les quatre mois suivant l'adjudication, le tiercement était autorisé. Le doublement restait possible pendant six mois. Le fermier titulaire pouvait surenchérir à son tour et ainsi de suite pendant les huit jours du tiercement ou du doublement.

Le contentieux était confié aux élus en première instance avec appel devant les conseillers généraux des aides. La Cour des aides créée et disparue en 1413 n'était point rétablie.

Les receveurs particuliers et les receveurs des diocèses furent astreints à verser entre les mains des élus un cautionnement de 1.000 livres : c'était là une innovation. Par contre la fâcheuse habitude de condamner à l'amende les contribuables qui ne faisaient pas appel dans le délai légal d'un mois, ou ayant mal appelé est conservée.

L'exemption du droit d'aides était maintenue en faveur des nobles vendant en gros le produit de leurs

héritages. Ils payaient le droit du huitième sur les vins qu'ils vendaient à taverne (au détail).

Les membres laïcs de l'Université ne jouissaient d'aucun privilège (art. 33). Comme aucun article de l'ordonnance de 1435 n'a abrogé les lettres royales accordant l'exemption aux clercs de l'Université, on doit inférer que celle-ci continua à jouir de ses privilèges séculaires.

Les choses restèrent en l'état jusqu'à l'avènement de Louis XI ; notons cependant l'Edit de juin 1445 qui donne définitivement aux conseillers généraux des aides le nom de Cour des aides, et qui exempte de l'impôt les écoliers des Universités, les nobles « suivant la guerre, les archers, les arbalétriers, les canonniers des bonnes villes, les pauvres dont l'indigence est notoire ». Le nouvel édit abroge l'article 83 de l'ordonnance de 1435.

CHAPITRE IV

L'IMPÔT DES AIDES DE 1461 A 1604.

SECTION I. — L'impôt des aides de 1461 à 1484.

Les abus en matière d'impôts et principalement en matière d'aides continuèrent sous Charles VII tout comme sous ses prédécesseurs : il délivrait des dons sur les aides à toutes les créatures qu'il honorait de ses faveurs. Les officiers des finances géraient d'une manière irrégulière les deniers publics, et on peut croire que du haut en bas de l'échelle administrative les choses allaient fort mal, car un an après son avènement, en 1462, Louis XI, qui ne détestait pas les solutions énergiques, supprima le 4 mai la Cour des aides, et révoqua le 6 août tous les élus des aides. La suppression de la Cour des aides s'expliquait peu, du moins n'a-t-on aucune raison plausible de ce fait. Deux ans après la Cour des aides était rétablie. La révocation de tous les élus se justifiait mieux ; malheureusement ce geste énergique n'était qu'un châtement ; ce n'était pas une réforme. Le génie de Louis XI ne sut rien inventer, du moins sut-il faire rentrer les impôts avec une implacable sévérité, en même temps qu'il accordait aux villes des concessions dont la raison secrète était politique plus encore que fiscale.

Après la bataille de Monthéry où la féodalité expirante, soutenue par tous les instincts particularistes, avait lutté désespérément contre le pouvoir centralisateur de la royauté, Louis XI fit quelques avantages aux bonnes villes : à Paris notamment un grand nombre de marchandises fut exempt du douzième denier : l'énumération assez longue comprenait les cervoises, verjus, draps vendus en détail, orfèvrerie, épicerie, fromages, œufs, fruits, huiles, chapeaux, chaudrons, ouvrages d'étain, etc.

Restent seules en vigueur les aides portant sur le huitième du vin vendu en détail, sur le vin, le drap vendu en gros, le poisson de mer, le bétail à pied fourché.

Cette amélioration fiscale fut étendue à toutes les villes principales du royaume. Louis XI exemptait de toute taille et deniers la ville de Clermont (lettres du 27 janvier 1481) à charge de payer les arriérés et d'accepter le huitième sur le vin. Cette combinaison fut acceptée par toutes les autres villes. D'après ces lettres de 1481 la réforme aurait été poussée très loin : le douzième sur toutes les marchandises, le droit de gros sur le vin, le droit de détail étaient abolis dans tout le royaume, sauf dans les villes où ces droits restaient en vigueur en remplacement de la taille. L'abonnement de la ville de Clermont était de 500 livres pendant trois ans.

Il y avait là une réforme de grande importance : le

douzième était aboli en partie et l'impôt des aides se transformait en droit d'entrée, en droit urbain, caractère dominant qu'il conservera jusqu'à la Révolution. Il deviendra presque exclusivement un impôt sur le vin, le bétail, le poisson ; par là il deviendra plus acceptable.

Cette réforme possède aussi un autre caractère qu'il importe de mettre en pleine lumière, caractère qui est inhérent à la nature de l'impôt direct et de l'impôt indirect. L'impôt direct frappe plus la classe moyenne et la classe riche, l'impôt indirect atteint plus le pauvre... Il résulta de cette croyance une conséquence très naturelle et très curieuse à la fois. Les villes, personnes féodales dirigées par la bourgeoisie riche et commerçante avaient toujours vu d'un mauvais œil le maintien de l'impôt de douze deniers qui gênait considérablement son commerce, mais quand cette taxe générale eut disparu, et se fut cantonnée sur quelques denrées de consommation courante, les villes désirèrent toutes (et elles y parvinrent) se libérer de l'impôt direct, la taille, moyennant le maintien de certains droits de consommation qui atteignaient moins la classe bourgeoise et étaient surtout supportés par la classe pauvre. Dans de telles conditions la taille fut peu à peu concentrée sur l'ancien peuple taillable dans le sens ancien du droit féodal, c'est-à-dire sur le peuple du plat pays ou des campagnes non organisé, sur qui l'oppression fiscale la plus lourde va peser pendant près de trois siècles.

Les villes, étant en général abonnées, discutaient

jusqu'à un certain point la somme à payer, elles restaient relativement libres ; et si le fait d'être ville abonnée ne fut pas toujours une faveur gratuite, ni même avantageuse (car il n'est pas évident que les villes payassent moins en droits d'aides qu'elles ne l'eussent fait sous forme de taille), tout au moins les corps de ville se sentaient moins gênés, moins atteints par les aides que par l'impôt direct.

Tout au contraire, le peuple des campagnes (et ce que nous en disons s'applique au règne de Louis XI, au ^{xvi}^e et au ^{xvii}^e siècle) sans organisation n'était pas fait pour se défendre ; non seulement le poids de la taille s'appesantit presque entièrement sur lui, mais malgré tout il conservera l'impôt des aides, et cela sans chance d'exemption.

Dans les villes l'institution de l'exemption en matière d'aides commençait à se développer d'une manière absolument inconnue sous Charles V et Charles VI. On trouve des exemptions accordées à l'évêque de Mende, à la maison des Célestins à Paris, en 1465 ; à l'ordre des Chartreux (même année) ; à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, à l'abbaye de Haute-Combe (ordre de Cîteaux), à l'île de Boign, île d'Yeu, île de Noirmoutiers en 1466. Les corps de ville n'étaient pas oubliés, en 1466 les maires, les échevins et conseillers de la ville de Niort sont exemptés de taille et d'aides. De même les dix sergents du parloir aux bourgeois à Paris, sauf en cas d'aides levées pour le rachat du roi

fait prisonnier, ou la réparation des remparts de la ville. Sont également exempts le Prévôt des marchands, les échevins de Paris, le procureur du roi, le greffier et le receveur de l'hôtel de ville de Paris, mais seulement pendant la durée de leurs fonctions ; à Paris, les gens d'Eglise, nobles, officiers, archers, arbalétriers étaient exempts du huitième sur le vin qu'ils vendaient. Des villes entières se trouvaient sous le régime de faveur. Parmi celles-ci on peut citer Dieppe, Meaux, Cambrai, Cherbourg (1464), Montfaucon, Caen, Rouen, Falaise. L'exemption était justifiée pour certaines de ces dernières, comme Caen, Rouen ; elle tenait lieu d'indemnité pour les maux soufferts pendant l'invasion étrangère. Toutes les lettres royales accordant ces privilèges sont comprises entre 1460 et 1467 ; sans doute un certain nombre d'entre elles ne sont que la confirmation de lettres royales antérieures de Louis IX, de Charles VI, etc., mais d'une part Louis XI les a confirmées, il est vraisemblable qu'avant cette confirmation, la plupart d'entre elles étaient devenues caduques : les ordonnances sur les aides ne les mentionnaient pas. Ce qui appuierait cette hypothèse c'est qu'on voit les ordres religieux obligés de réclamer confirmation de leurs privilèges et d'apporter à l'appui de leur demande les titres leur conférant ce droit. D'autre part des catégories de personnes nouvelles s'élevèrent au rang des privilégiés.

La politique financière de Louis XI était en réalité

défectueuse ; elle fut plus politique que fiscale ; elle tendit à faire peser toutes les charges sur la classe la moins fortunée : la classe agricole. La deuxième partie de son programme paraît même n'avoir pas été réalisée ; nous voulons parler de la suppression des aides dans les campagnes qui était en quelque sorte le rachat de la taille qu'elles supportaient seules désormais ; si l'on ne consulte que les textes, les aides ne furent plus levées que dans les villes ; en fut-il de même dans la réalité ; il semble bien que non : on retrouve à la fin du xvi^e siècle que les droits de détail frappent les débitants de boissons. Or aucun texte ne les a rétablis, il faut donc admettre qu'ils ne cessèrent point d'être perçus.

En 1462, Louis XI avait conclu avec la Normandie un abonnement. Moyennant un versement annuel de 400.000 livres, elle était quitte de tous impôts y compris les aides. Les gens des Etats après avoir réduit exagérément les tailles et les aides, ce qui causait un déficit considérable, furent obligés d'appliquer de nouveau l'ancien tarif ; ce rétablissement parut d'autant plus pénible à la province que les contribuables pendant quelques années avaient profité d'un important dégrèvement ; à ce moment éclata la dernière révolte de grands vassaux. Charles de France, par suite du triomphe momentané de la ligue du bien public, se trouva en possession de la Normandie qui, espérant être dégrevée de tailles et d'aides, l'accueillit avec enthousiasme. Le dernier mot devait être à Louis XI qui reprit la Nor-

mandie en janvier 1466, et qui non seulement rétablit les impôts existant avant l'abonnement, mais encore se fit payer tout l'arriéré dû. La diminution du nombre de marchandises taxées, l'abaissement des tarifs sur les vins ne furent pas appliqués à la Normandie où le droit de détail du quatrième continuera d'être en vigueur jusqu'à la Révolution, bizarre anomalie qui n'a pu se conserver que par suite de l'esprit exagérément conservateur de l'ancienne monarchie.

Alors que la Normandie était surtaxée, d'autres provinces étaient détaxées ou gardaient leurs privilèges, comme la Guyenne et le Languedoc. D'autres provinces réunies au domaine royal stipulèrent soigneusement le maintien de leurs privilèges ; il en fut ainsi pour la Bourgogne, Roussillon, Picardie, Provence (de 1476 à 1481). En janvier 1476, le Comté d'Auxerre est réuni au domaine royal. La ville d'Auxerre et ses environs sont déclarés exempts des droits d'aides (existant avant 1476). Des lettres royales de mars 1476 maintiennent en Bourgogne le Parlement et les Etats et stipulent « que toutes charges mises par le roi sur les vins et autres marchandises allant du pays de Bourgogne en France et de France en Bourgogne sont et demeurent abolies et « rebattues » (art. 20). Tel était le régime des aides à la mort de Louis XI. Ce régime était presque définitif, et subsistera reconnaissable dans ses grandes lignes jusqu'à la fin de l'ancien régime. En particulier la configuration des pays d'aides changera peu ; les droits

d'aides qui augmentèrent sans cesse en nombre et en quotité altéreront cependant cette physionomie primitive : des provinces exemptes passeront, pour certains droits, au nombre des provinces sujettes ; il en fut ainsi pour la Picardie et le Comté d'Auxerre. Mais à part certaines complications que le développement d'un système d'impôts rend nécessaires, nous retrouverons au *xvii*^e siècle les aides telles que nous les avons laissées en 1484.

SECTION II. — Les Etats de 1484. — Les aides sous Charles VIII, Louis XII, François I^{er}.

En 1484, quand furent assemblés les Etats généraux, on put voir combien la politique fiscale du roi défunt avait été odieuse à ses sujets. Deux impôts, la gabelle et la taille, furent particulièrement critiqués ; l'impôt des aides assez léger et assez restreint, puisqu'il pesait surtout sur les villes, ne se trouva pas en butte à l'animosité des Etats.

Les gens des Etats exprimèrent le vœu que dorénavant aucune taille, ni aide ne fussent levées sans être votées par les Etats avec justification de la nécessité de la dépense. Jean Masselin, official de Rouen, déclara que les trois Etats voulaient connaître à quoi se montait la dépense pour la maison du roi et qu'ils demandaient qu'on leur remît le rôle exact du produit des domaines du roi, des gabelles et des aides ; si les revenus ne suffisaient pas ils ne feraient aucune diffi-

culté pour que la recette fut plus grande que la dépense. Le chancelier promit de faire droit à cette demande : les rôles furent bien transmis aux Etats, mais ils étaient inexacts, diminués en recette, forcés en dépense ; après de vives discussions les gens du conseil prirent les (nations » à part ; elles cédèrent rapidement, sauf la « nation » la plus malmenée de toute la France : la Normandie. Les députés de cette province déclarèrent « que dans un temps où le royaume était en danger, les Etats avaient consenti un droit sur les boissons et les sels, mais que par un abus impardonnable, ils avaient été annexés au domaine de la couronne ».

Tous ces discours, toutes ces discussions n'engendrèrent aucun résultat pratique. Les Etats qui devaient être convoqués tous les deux ans ne le furent qu'en 1506.

Au reste le règne de Charles VIII ne se signala par rien de saillant au point de vue fiscal. Les privilèges des nobles et autres privilèges furent réduits ; désormais ils devaient payer les droits même sur le vin de leur cru, à moins qu'il ne fût vendu simplement en détail à la porte de leur hôtel (ord. Paris, 6 août 1498, confirmée par ord. 22 sept. 1506).

En 1500, la royauté affirma à nouveau le pouvoir juridictionnel de la Cour des aides (1). Seuls étaient compétents pour juger les procès ou questions relatives aux aides les élus en première instance, les conseillers gé-

(1) Ord. Lyon, 24 juin 1500.

néraux en appel et dernier ressort. La compétence était générale en ce sens qu'elle s'appliquait au civil et au criminel.

Malgré les textes très précis régissant cette matière, les baillis, les prévôts et sénéchaux avaient toujours essayé de connaître des aides. L'appel en était alors porté devant la Cour du Parlement qui au lieu de se déclarer incompétent, gardait l'affaire par devers lui et jugeait au fond. C'était là un manquement grave aux principes que la royauté essayait depuis longtemps de faire prévaloir, c'est-à-dire faire trancher tous les procès touchant le contentieux des impôts par une juridiction administrative.

L'ordonnance de 1500 confirme le système de la juridiction administrative étendue. « Nos dits généraux ont le dernier ressort et souveraineté jusqu'à la condamnation, exécution corporelle et même de mort. »

La résistance des Parlements se comprenait jusqu'à un certain point. Le juge financier était investi des pouvoirs les plus larges, allant depuis l'amende jusqu'à la peine de mort ; or, dans beaucoup de cas, les textes étaient muets, les pénalités non prévues. Le juge pouvait toujours appliquer une peine arbitraire ; de plus la théorie de l'accessoire, chère à la jurisprudence administrative moderne, était toujours appliquée en matière fiscale. Il suffisait que l'idée de fiscalité apparût dans un délit ou un crime pour que le juge financier en connût. Les peines de droit commun étaient alors appli-

cables. Les Cours des comptes de leur côté avaient juridiction sur les comptables de leur ressort et pouvaient également les punir d'amende arbitraire et même de mort. On comprendra mieux l'intérêt qu'avaient les Parlements à lutter contre les tribunaux d'exceptions si l'on songe que, pour le fait des gabelles, les députés d'Anjou et de Touraine s'étaient, en 1484, plaints que plus de 600 personnes de leurs provinces avaient été punies de la peine de mort.

En 1512, une Cour des aides fut créée dans le Languedoc, à Montpellier. Le parlement de Toulouse qui voulait connaître des affaires fiscales dut s'abstenir sous peine d'amende et de privation d'office. La compétence des généraux des finances en matière civile et criminelle fut nettement affirmée dans le Languedoc, Rouergue, Quercy, duché de Guyenne (1).

Après quelques tentatives de résistance, devant la menace de suspension des gages du procureur général et du premier président, le parlement de Toulouse céda devant la volonté royale (2).

SECTION III. — Epanouissement et diversité des droits d'aides au XVI^e siècle.

Pendant une grande partie du xvi^e siècle, jusqu'en

(1) Edit confirmé le 15 octobre 1513.

(2) Nous citons cet épisode de cette lutte des Parlements contre les juridictions financières parce qu'il est significatif, bien que le Languedoc, la Guyenne, le Quercy fussent des provinces où les aides n'avaient pas cours.

1530 environ, l'impôt des aides ne change ni dans son assiette, ni dans sa quotité alors que la taille s'accroît dans de notables proportions. Disons en passant que la taille sous François I^{er} ne pesait plus exclusivement sur le peuple des campagnes. Une partie en fut reportée sur les villes franches, le clergé et quelquefois la noblesse (1).

Aux environs de 1530 les droits d'aides et en particulier les droits d'entrée à Paris s'enflèrent et se multiplièrent d'une façon fâcheuse.

Par un édit d'août 1527, François I^{er} devant la variété des mesures de jauge et afin de faire cesser les fraudes qui se commettaient dans la mesure des futailles ordonna que les tonneaux qui viendraient par l'Oise, la Seine et l'Yonne seraient jaugés de la mesure française. Ce fut le premier essai d'unification des mesures sous l'ancien régime. Cet édit d'août 1527 était aussi l'origine première de droits d'aides assez lourds : en effet, par un édit d'octobre 1550, Henri II créa dans chaque ville située sur l'Oise, l'Yonne, la Seine des offices de jaugeurs de vins. Les droits que les jaugeurs levaient à l'occasion du service rendu équivalaient en réalité à l'établissement de nouveaux droits d'aides.

En 1534, il fut créé à Paris des droits d'entrée pour subvenir à la dépense de sept légions de 6.000 hommes ; en 1551, Henri II ordonna un fonds de 1.200.000 livres

(1) Ordonnance de juin 1517, avril 1540.

nécessaire à l'équipement de 50.000 hommes et qui devait être fournie par les villes closes et faux bourgs du royaume. La répartition faite, la prévôté de Paris devait supporter 180.000 livres ; sur les prières du prévôt des marchands et des échevins, le roi par lettres patentes du 25 juin 1552, leur accorda de lever à la place deux sols six deniers sur chaque muid de vin entrant à Paris. Pour combler la perte provenant du grand nombre des exemptés, il fut établi en 1556 une augmentation de 10 deniers (1).

En 1560 les Etats généraux de Pontoise et d'Orléans furent assemblés. La misère du peuple était grande ; les trois Etats furent unanimes à signaler l'excès de tailles, subsides extraordinaires et autres tels que le vingtième, le quatrième, le huitième sur les vins, les gabelles, péages, traites foraines. En même temps le clergé et la noblesse demandèrent le rétablissement de leurs privilèges et l'exemption des droits de détail sur le vin.

Le tiers demandait que les « grands subsides mis ès-villes sur toutes espèces de marchandises soient ôtés ou modérés et qu'au paiement des impositions qui seront continuées, toutes personnes, même privilégiées, soient contraintes attendu que les impositions ont été mises sus pour subvenir au roi durant les guerres et pour la défense de ses pays, en quoi les privilégiés se res-

(1) Lettres patentes du 8 octobre 1556. Ces droits sur le vin, ainsi que quelques autres furent ce qu'on appela plus tard au xvii^e siècle les anciens 5 sols.

sentent autant de profit que les autres particuliers : ce qui sera cause que lesdits subsides seront plutôt éteints ».

Aux Etats de Pontoise il fut demandé que les tailles et les aides une fois réduites ne puissent plus être augmentées sans le consentement des Etats. Les finances royales étaient fort basses. Pour combler le déficit on fit de fort beaux projets : saisie au profit du pouvoir royal 1° des revenus de tous bénéfices, offices et dignités qui ne sont pas desservis en personne par leurs titulaires, et 2° des revenus des bénéfices vacants ; on proposa même de lever des décimes d'après un taux progressif sur le revenu des bénéfices, bien plus encore la vente des biens du clergé. Rien de tout cela ne fut accepté et les Etats se séparèrent après avoir voté une taxe de 5 sols par muid de vin.

L'ordonnance du 22 septembre 1561 émit l'intention de réduire les dettes et les impôts à ce qu'ils étaient sous Louis XII, suivant le désir des Etats : ce n'était là qu'une simple formule qui se traduisit de la façon la plus étrange du monde par une augmentation d'impôts des aides .

« Voulons qu'en outre des aides de quatrième, huitième et vingtième et autres impôts, entrées de villes, péages qui se lèvent encore sur le vin, on lève et cueille en même temps pour chaque muid de vin telle petite somme qui sera trouvée raisonnable. »

Ce nouvel impôt présentait le caractère de généralité

absolue : personne ne devait en être exempt quelque privilège qu'il eût. Le vin, même adressé au roi, à la reine-mère, à ses frères et sœurs, était soumis à la règle commune. La nouvelle taxe durait six ans, elle était de cinq sols par muid de vin, ce sont « les nouveaux cinq sols ». Ces « nouveaux cinq sols » étaient de 7 sols 6 deniers pour chaque pipe et queue de vin, de 3 sols 9 deniers pour chaque poinçon, demi-queue, barrique.

Les raisins frais étaient taxés à raison de leur rendement présumé en vin.

Les contribuables étaient astreints au paiement par la saisie du vin. Toute pièce de vin trouvée dans l'enceinte d'une ville sans qu'il fut justifié du paiement des droits était confisquée.

Le droit était perçu à l'entrée des portes par terre et des ports sur tout vin qui était vendu ou débité, ou qui séjournait dans la ville. Les vins passant en transit étaient exempts. Par contre, le vin passant en transit dans une ville frontière et destiné à la consommation étrangère payait l'impôt, quand bien même le droit aurait déjà été acquitté dans une autre ville. Les deniers provenant de la taxe des cinq sols avaient une affectation spéciale et devaient servir à racheter les domaines, aides et gabelles aliénées aux villes. Le produit était versé par le receveur des aides chez le receveur général à la fin de chaque trimestre.

Il est à peine besoin de dire qu'il ne fut pas même

fait la plus légère tentative dans le sens du rachat des aliénations.

En accordant ces cinq sols les Etats avaient commis une faute grave : la porte était désormais ouverte à d'autres taxes du même genre. Ce nouveau droit autorisé pour six ans fut prorogé en 1568, en 1573 et devint perpétuel.

Quelques provinces réussirent à s'en affranchir moyennant un abonnement. Ainsi fit le Languedoc en 1561 qui préféra payer 600.000 livres, la Bretagne paya 500.000 livres et pour éviter les cinq sols en fut réduite à s'imposer elle-même un droit de dix sols par pipe de vin !

En 1569 le muid de vin entrant à Paris fut frappé d'une augmentation de taxe de dix deniers, que Charles IX permit au prévôt des marchands de lever en remplacement d'une contribution de 100.000 livres destinées à la solde 4.000 Suisses.

Une déclaration datée de Lyon, 28 août 1574, enjoignit à toute personne d'ouvrir leurs caves une fois l'an aux fermiers de l'impôt des cinq sols : c'est la première manifestation d'un exercice universel ; auparavant, quand les douze deniers pour livre étaient encore en vigueur, l'exercice existait bien, mais il était réduit aux seuls marchands en gros. L'exercice créé en 1574 s'applique à toute personne commerçante ou non ; il est la fois spécial, car il n'existait que pour cette taxe particulière (1).

(1) Déjà les marchands en gros et en détail de vin étaient exercés depuis l'Edit du 3 juillet 1534.

L'année suivante, la royauté essaya d'augmenter la taxe des cinq sols et de la porter à 15 sols, ce qui fut à Bordeaux l'occasion d'une révolte. « En ce temps le roi eut l'avis d'une émotion populaire survenue à Bordeaux à cause d'une taxe de 15 sols par tonneau de vin qu'on voulait exiger dont fut fait grand bruit et rumeur à Paris, par ceux qui étaient bien aises de remuer le peuple sous prétexte de bien public duquel ils se souciaient aussi peu que leurs vieilles bottes (1). » A la suite de ces événements la surtaxe fut retirée.

Aux Etats de Blois la question de l'abolition des tailles, aides et gabelles fut agitée. Un projet présenté en ce sens le 24 janvier 1576 proposait de mettre en leur lieu et place un impôt unique par feu allant de un sol jusqu'à 50 livres sans exemption. Aucune protestation sérieuse ne s'éleva contre les aides, tout au plus voit-on le tiers réclamer contre l'adjudication des fermes des aides au-dessous de leur valeur, contre l'admission des étrangers comme adjudicataires. En dehors de ces deux cas on ne rencontre pas de protestations, pas de critiques vives contre le principe des aides ou de leur quotité, bien qu'elles eussent à cette époque une importance relativement plus grande par rapport au budget total des recettes que deux siècles plus tard. Elles rapportaient en 1576 (en y comprenant les redevances des provinces abonnées) près de 2.000.000 de livres sur un total de recettes d'environ 16 millions.

(1) *Mémoires de l'Estoile.*

Les besoins d'argent de la royauté devenaient chaque jour plus grands, la taille augmentait ; il était plus difficile d'élever le taux des aides : la monarchie avait conservé un souvenir très net des émeutes passées, elle hésitait d'autant plus qu'il lui eût fallu parlementer avec les villes. Comme à cette époque elle était loin d'être la plus forte, Henri III préféra emprunter en usant d'un moyen qu'emploient encore de nos jours les pays possédant des finances dont la santé est délicate : ces puissances donnent en garantie leurs douanes. La royauté au xvi^e siècle donnait en gage soit les aides, soit les gabelles. Après avoir consommé l'emprunt gagé sur les aides, Henri III eut une idée sinon de génie, du moins ingénieuse : il prétexta le rachat de l'emprunt. Comme on peut bien le supposer, ce rachat ne fut jamais fait, ni même tenté. En 1581, Henri III décida qu'on lèverait 20 sols sur chaque muid de vin entrant à Paris dans le but de racheter les aides aliénées. La taxe des 5 sols était comprise dans le nouvel impôt de 1581. La surtaxe de 15 sols fut réduite à 5 sols en 1582. « Ce furent les nouveaux 5 sols. »

Les généralités de Paris, Châlons, Amiens, Rouen, Caen, Tours y étaient seules soumises, la généralité d'Orléans payait les anciens 5 sols mais fut exemptée à nouveau en 1587.

L'augmentation des aides était sensible. En 1575, on estimait les anciens 5 sols à 400.000 livres, de même en 1581 ; en 1581 les 15 nouveaux sols sont esti-

més à 1.200.000 livres ; en 1583 l'impôt fléchit. Les 10 sols figurent dans les comptes non pour 800.000 livres, mais pour 750.000 ; enfin en 1588 les anciens 5 sols rapportent seulement 175.000 livres et les nouveaux 162.000, soit au total 337.000 livres. Les droits du quatrième, huitième et vingtième sur les vins produisaient 1.466.375 livres.

En 1582 on avait créé une taxe d'un vingtième frappant les draps et ouvrages en laine ; elle produisait en 1588, 198.000 livres.

L'accroissement des droits d'aides était appréciable. Les abus de l'administration financière continuaient. Aussi une assemblée des notables fut-elle réunie à Saint-Germain en 1583 pour donner son avis sur quelques questions importantes. Le gouvernement posa aux notables une série de questions dont la quatrième était la suivante :

« Quelle augmentation peut se faire par bon ménage sur le fait des aides, huitième, quatrième et vingtième et pareillement pour le regard des cinq sols tournois anciens et autres cinq sols nouvellement imposés sur le vin ? »

Les notables répondirent : « Trois moyens possibles et pas d'autres : croître l'imposition de l'aide, la faire par plus de personnes que de coutume, en ménager le revenu mieux que par le passé, et sachant que l'intention de Sa Majesté n'est pas de se servir du premier ils n'ont voulu délibérer que sur les deux autres. »

Ils considérèrent que l'aide de sa première nature était indifféremment payable par chacun, et que les privilèges en cette matière étaient peu nombreux ; mais que depuis les officiers privilégiés avaient augmenté dans la proportion de 12 à 1 et qu'il était certain « que cela emportait la quatrième partie du revenu ». Ils pensèrent que d'ailleurs il n'était pas question de retirer leurs privilèges aux archers du corps de la ville de Paris, à l'université, aux officiers des monnaies, car beaucoup ne tiraient de leurs fonctions d'autres émoluments que la jouissance de ces privilèges : « il serait dur de les en priver entièrement », mais que cependant il était possible de restreindre le privilège à 12 muids par an, de leur défendre de tenir taverne ou cabaret et dans ce cas de leur faire payer le droit de détail (1).

Les notables émettaient le vœu que les baux des fermes se fissent suivant les ordonnances, que les abus et les monopoles en fussent exclus. Ils critiquaient l'habitude de donner les fermes en exigeant l'avance d'une somme d'argent, ce qui, selon eux, éloignait beaucoup d'enchérisseurs. Ils étaient également d'avis que les fermes devraient être réadjudgées dans tous les cas où le prix d'adjudication était notoirement inférieur à la valeur de la ferme et lésait trop le trésor royal. C'est ainsi que « le subsidie des nouveaux et des anciens cinq

(1) Mayer, t. 14, p. 213.

sols n'est affermé pour la généralité de Paris que pour 100.000 livres ; or il entre à Paris de 300.000 à 400.000 muids de vin qui ferait le double prix de la ferme sans compter le reste de la généralité ».

C'étaient là des observations saines inspirées par le désir seul du bien public et d'une meilleure administration. Il ne semble pas qu'elles aient été suivies d'aucun effet.

En 1588 les Etats généraux furent assemblés à Blois. Ils ne s'occupèrent que très incidemment de la question des aides : « le tiers-état demande que les deniers accordés et levés pour employer aux fortifications des villes frontières soient levés et dépensés par le corps des habitants et demande en outre qu'aucune aliénation, engagement soient faits sur le domaine, aides et gabelles sans le consentement des Etats généraux ».

Certains cahiers, comme le cahier de la province de Champagne, sont plus explicites. Ils s'élèvent avec véhémence contre la taxe des 10 sols par muid de vin. « Et spécialement qu'il plaise à Votre Majesté d'abolir à jamais le subsidie des 5 sols et augmentation d'icelui, pour chaque muid de vin entrant en ville comme étant une charge qui grève le pauvre peuple autant et plus que nulles autres impositions qui se lèvent en ce royaume.

« En plusieurs endroits les fermiers, ne se contentant pas d'arrêter le vin sujet audit subsidie, ont même dé-

pouillé les pauvres sujets du roi, les mettant à nud et chemises exposés en place publique » (1).

La province de Champagne demandait aussi la cessation des commissions d'emprunts et en second lieu qu'il ne fût possible de lever de nouveaux subsides sans le consentement des Etats.

Ces réclamations ne furent pas fondues dans le cahier général et le tiers demanda seulement que les impôts mis sur les marchandises fussent supprimés. Cependant ceux-ci n'étaient guère lourds. En 1595 les aides ne rapportaient que 1.284.000 livres au lieu de 1.800.000 en 1588 ; l'impôt direct rapportait 21.000.000 de livres, alors que le budget total des recettes était de 28.000.000 de livres (2).

Sous Henri IV les aides ne s'élevaient qu'au vingt-deuxième et l'ensemble des impôts indirects s'élevait à vingt-cinq pour cent du budget des recettes. Les aides produisaient un peu plus du tiers de l'impôt des gabelles (3).

Ces chiffres sont à retenir et prouvent que les impôts indirects (la gabelle mise à part) étaient assez légers ; que les aides en particulier depuis Louis XI ne soulevèrent presque aucune protestation sérieuse. L'assemblée

(1) Cahiers de Champagne et de Brie, art. 12 et suivants. Pièces justificatives, n° 105, Mayer, t. 15.

(2) La dépense annuelle était de 15 millions, les charges s'élevaient à 19 millions et les non-valeurs à 3 ou 4 millions de livres.

(3) Grande gabelle 2.400.000. Petite gabelle et divers : 1.000.000 (en 1593).

des notables de 1583, les Etats généraux de 1588 s'attaquèrent bien plutôt à la gabelle et à la taille ; les aides au contraire ne soulevèrent aucune critique de principe et si les Etats de 1588 demandèrent l'abolition des impôts sur les marchandises, cette motion fut beaucoup plus causée par le droit de marque sur les draps et lainages que par les droits d'aides eux-mêmes. L'impôt sur le vin était en réalité assez léger : un droit qui ne dépasse pas le vingtième de la valeur ou le huitième (droit de détail) est parfaitement supportable et légitime. Il existait sans doute des sols additionnels, assez nombreux déjà, qui rendaient l'impôt royal plus lourd, mais ces droits supplémentaires avaient été autorisés par le roi à la requête des villes elles-mêmes qui, loin de s'en plaindre, demandaient la transformation de l'impôt direct mis à leur charge en impôt indirect sur les vins.

Ces considérations n'ont rien de paradoxal et correspondent pleinement à la réalité des faits ; et cela est si vrai que la monarchie allait dès la fin du xvi^e siècle orienter désormais d'une façon nouvelle sa politique fiscale. Elle sentit assez vite que l'impôt des aides pouvait rendre davantage et cela sans gêner ni troubler en aucune manière la situation économique de la France.

Le vin était certainement regardé à cette époque comme une denrée qui, tout en n'étant pas de luxe, n'était pas de première nécessité et que par conséquent il était possible et même désirable, sans injustice au-

cune, d'augmenter le tarif des aides plutôt que celui des tailles ou des gabelles. Cette orientation nouvelle était d'autant plus équitable que les villes contenant la partie la plus riche de la population contribuaient moins largement aux dépenses publiques que les populations rurales.

Au début, c'est-à-dire vers 1595, cette politique ne se dégage pas encore très nettement : le pouvoir central cherche un peu au hasard le moyen d'augmenter ses ressources sans soulever trop de protestations de la part des contribuables.

Tout d'abord, en 1596, Henri IV réduit les tailles ; malheureusement il ne sut, comme impôt de remplacement, que remettre en vigueur un système d'impôts en vigueur depuis longtemps condamné, c'est-à-dire le vieux sol pour livre, l'antique vingtième abandonné depuis le règne de Louis XI. Par l'édit de mars 1597 il créa l'imposition d'un sol pour livre sur un grand nombre de marchandises, connue généralement sous le nom de pancarte, impôt prévu et autorisé par l'assemblée des notables de Rouen qui en attendaient un produit de 4.500.000 livres « Il nous a été représenté, dit le préambule de l'édit, n'y avoir aucun moyen plus tolérable et plus égal pour le soulagement de notre peuple que de faire lever sur toutes denrées et marchandises un droit modéré, ainsi qu'aucuns rois nos prédécesseurs avaient fait lorsqu'ils étaient travaillés en guerre. »

Cet impôt était perçu : 1° à l'entrée de toutes les

villes et faux bourgs, gros bourgs, bourgades où il y avait foire et marché ordinaire et sur lesquelles la solde de 50.000 hommes ou une subvention « équipolente était habituellement levée ».

2° Dans toutes les foires et marchés qui se tenaient en pleine campagne ou dans les autres bourgs et villages.

La taxe était recouvrée sur le vendeur et seulement à l'occasion des ventes en gros ; elle ne frappait pas toutes les marchandises, en quoi elle se différenciait de l'ancienne taxe de 12 deniers, mais seulement les vins, cidres, le bétail gros et petit, le lard, le suif, les harengs, morues, saumons, les toiles, merceries, laines, le plomb, l'étain, le charbon de terre.

Les populations accueillirent cette nouvelle taxe avec une défaveur des plus marquées. Des révoltes eurent lieu en Poitou, Saintonge, Limousin. La pancarte dura peu : elle disparut le 10 novembre 1602.

Pour compenser la perte qui en résultait, les aides furent augmentées de 400.000 livres et Paris, qui en 1597 s'était affranchi des deux cinq sols moyennant 600.000 livres, se trouva payer 30 sols par muid.

L'augmentation des aides avait une seconde cause : le premier moyen d'obtenir des aides un rendement supérieur avant même de songer à une augmentation du taux de l'impôt n'était autre que l'adjudication des fermes à un prix plus élevé : réforme importante car le prix était d'ordinaire beaucoup inférieur à la valeur

réelle de la ferme, réforme facile, car il suffisait de faire l'adjudication en s'entourant de toutes les garanties désirables sous l'œil du pouvoir central à des fermiers d'une solvabilité notoire : une réforme générale de l'affermage s'imposait ; les fermes étaient multiples, en nombre presque infini : à cet égard rien n'avait été changé depuis 1360. Il existait des fermes de 300,400 livres seulement. Aux prix aussi bas et même plus bas encore, puisqu'il était possible d'avoir un associé pour une ferme de la dernière classe, elles étaient la proie du hobereau voisin ou du premier commerçant venu possédant quelques modestes économies. Il y avait autant de baux que de fermes, c'est-à-dire autant d'adjudications peu productives pour deux raisons : la première, c'est que le champ d'exploitation de la ferme étant restreint, les risques étaient grands et ne pouvaient pas se compenser dans l'espace ; les risques ne pouvaient pas non plus se compenser dans le temps. Un bail de ferme des aides jusqu'en 1604 ne durait qu'une année, laps de temps bien court qui ne permettait pas aux fermiers d'avoir la moindre vue d'ensemble ni une politique fiscale un peu plus souple. Les inconvénients existaient aussi bien pour les fermiers que pour les contribuables ; ces derniers avaient de sérieuses garanties, certains cahiers d'Etats prétendent même que le plus clair des bénéfices des fermiers était mangé en procès, ce qui entraînait comme conséquence nécessaire la baisse du prix des baux. Enfin la liquida-

tion de la créance de chaque fermier était singulièrement compliquée du fait que les fermiers changeaient chaque année.

Frappé de tous ces inconvénients, Henri IV eut l'idée de fondre ensemble toutes les fermes et de les bailler à un seul fermier à Paris même : de la sorte le contrôle était facilité, les manœuvres frauduleuses pour acquérir la ferme à bas prix étaient plus difficiles, en tout cas mieux connues (1).

(1) Le premier bail général des cinq grosses fermes fut attribué à maître Charles de Hen, bourgeois de Paris, pour 5 ans, le 23 septembre 1604. Voir : *Baux des cinq grosses fermes* (Lf. 83, *Bibl. Nat.*).

CHAPITRE V

L'IMPÔT DES AIDES DE 1604 A 1680.

SECTION I.— L'Impôt des aides et les États généraux de 1614. — Augmentation des droits d'entrée de Paris.

Le nouveau mode d'affermage avait eu pour résultat immédiat d'augmenter le rendement des aides qui en 1607 rapportaient 2.210.000 livres, soit 72 0/0 de plus qu'en 1596 (produit brut) et celui des droits divers sur les boissons 1.086.950 francs sur un budget total de recette brute de 31.437.000 livres. Les aides proprement dites ne formaient donc que le 15^e à peine du total des recettes.

Les années suivantes le produit reste à peu près le même avec une tendance à baisser dans quelques traites locales. Aux États généraux de 1614 le cahier général du tiers état portait l'indice du mécontentement public et commença une campagne contre les aides qui fut sans succès : « le peuple se sent grandement travaillé pour les droits du quatrième, huitième, douzième, vingtième des vins vendus par les particuliers ». Le tiers état reproche à la taxe d'être trop lourde et d'être levée d'une manière trop vexatoire, il réclame la réduction au huitième de quatrième des vins partout où ce dernier droit est établi, et demande que les marchands de vin

ne soient pas obligés d'aller faire leurs déclarations d'entrée et de vente par devant les élus et qu'il soit permis de les faire devant le notaire ou même devant le curé ; qu'il y ait dans chaque paroisse un bureau des aides.

Ses autres réclamations n'étaient pas toutes également admissibles. Il demandait que le tarif des droits fût imprimé et enregistré au bureau de chaque élection, ce qui était très légitime. Par ailleurs il émettait le vœu que la consommation fût seule grevée et qu'on laissât entièrement libre de toute entrave la production et la circulation. Autant eût valu abolir immédiatement l'impôt des aides. Enfin il offrait de rembourser les fermiers des aides de leurs avances. Les communautés des villes auraient levé l'impôt des aides elles-mêmes et pour le compte du roi.

Désormais pendant deux siècles le tiers n'élèvera plus sa voix. Quand nous retrouverons en 1789 l'expression de ses volontés, nous verrons que les cahiers de 1789 ne feront que dire tout haut et plus nettement ce que les gens du Tiers de 1614 disaient tout bas, avec crainte, bien plus, avec le sentiment attristé que leurs propositions seraient sans influence sur la marche des événements. Aucune des réclamations du tiers, même la plus justifiée, ne fut prise en considération. Les receveurs buralistes ne seront pas créés avant la fin du xvii^e siècle.

La pancarte continuait à être perçue d'une façon ir-

régulière. L'édit de 1624 y soumettait les vins, les cidres, les draperies, mais exemptait les livres et les tableaux (1).

Pendant les années suivantes, le taux des aides resta stationnaire quoique la taille augmentât dans de notables proportions.

En 1632 les aides rapportaient 680.000 livres, seulement. Ce chiffre était de moitié inférieur à celui de 1595. Ce fléchissement considérable paraissait dû, du moins est-ce la seule hypothèse vraisemblable que l'on puisse donner, au développement de la fraude.

En 1640, les droits d'entrée de Paris furent augmentés et portés de 50 sols par muid à 110 sols. Le produit des entrées de Paris était de 1.430.000 livres, celui des 9 livres 18 sols de Picardie de 173.850 livres ; au total le trésor royal tirait des aides et des autres droits sur les boissons qui y furent plus tard réunis par Colbert 5.553.000 livres.

Les édits de novembre 1640 et janvier 1641 rétablissaient la pancarte qui avait cessé d'être perçue en fait, mais non en droit à une date difficile à déterminer. Ce vieil impôt était perçu sur des bases plus larges qu'auparavant. Son taux était du vingtième sur toutes les marchandises vendues, sauf le blé vendu en public et consommé en France. Les populations le supportèrent partout fort mal, et se soulevaient à son nom seul.

(1) Édit du 24 mars 1624.

Il fut définitivement aboli par les déclarations des 11 et 25 février 1643 (1).

Cette même déclaration ajoutait 10 sols par muid aux entrées du vin à Paris, augmentait d'une façon générale les droits d'aides de deux sols par livre et conservait pour la vente en gros du vin le vingtième qu'elle supprimait pour les autres marchandises.

Enfin en 1647 un édit établissait un nouveau droit de 20 sols par muid de vin. Quelques provinces réussirent à se racheter de ce second vingtième

SECTION II. — Création de nouveaux droits d'aides.

En même temps que la monarchie développait l'importance fiscale des aides, elle complétait son œuvre soit par la création de droits entièrement nouveaux qui en paraissaient le complément indispensable, soit par une réglementation plus précise des conditions dans lesquelles les aides proprement dites devaient être adjudgées ou levées.

On remettait en vigueur l'annuel, ancien droit créé par Henri III par un édit de mars 1577 ; ce droit qui est l'ancêtre de notre droit de licence moderne n'était que la redevance payée au roi pour jouir du droit de débiter des boissons. Henri III avait défendu de tenir hotellerie, taverne ou cabaret sans lettres et permission

(1) Forbonnais, t. I, p. 247.

royales. La délivrance de ces lettres entraînait la perception de la taxe. La déclaration du 30 décembre 1582 avait assujéti les marchands en gros à l'édit de 1577. Ces permissions étaient à l'origine strictement personnelles ; plus tard, en 1627, un édit autorisa leur transmission héréditaire. Un autre édit de 1632 rétablit l'ancien ordre de choses de 1582 et ordonna qu'il serait levé sur chaque marchand en gros ou en détail un droit fixe de six livres dans les villes, de cinq livres dans les bourgs et villages situés sur les routes, de quatre livres dans les autres villages et hameaux.

Il y avait là une sorte d'inégalité et d'iniquité choquantes ; il était irrationnel qu'une même taxe fixe frappât le détail et le gros dans un même lieu, ce qui n'est admissible qu'autant qu'une taxe proportionnelle basée sur l'importance du commerce rectifie l'inégalité précédente. .

De plus la création de trois taxes fixes seulement était une mesure insuffisante. On eût dû tenir compte du facteur population et établir un plus grand nombre de tarifs. Ce n'était pas encore là, à notre avis, le plus grand défaut de l'annuel. La quotité même des taxes était défectueuse. Un vigneron cultivant un arpent payait ses quatres livres, alors que le marchand en gros de la ville de Paris, par exemple, n'en payait que deux de plus ; l'impôt trop élevé dans le premier cas devenait manifestement insuffisant dans le second.

Aussi, l'annuel qui ne fut jamais réformé, fut-il tou-

jours vu avec une profonde antipathie par les petits vigneron, dans le Berry principalement.

Parmi les réformes de détail, on peut citer les déductions accordées pour pertes ou coulages aux hôteliers, cabaretiers et autres débitants de boissons en détail dans les généralités de Paris, Lyon, Orléans et Tours (1).

Cette même année, un édit de décembre 1625 introduit pour la première fois dans notre législation fiscale générale un impôt sur la bière. Cette nouvelle taxe présente le caractère curieux de n'être pas une taxe à la consommation. Dès le début, l'impôt sur la bière fut une taxe à la production d'une espèce assez spéciale. Les bières étaient souvent faites avec des marchandises avariées. Désormais les brasseries furent exercées et surveillées par des contrôleurs et visiteurs de bière. Les frais de surveillance leur étaient remboursés au moyen d'une taxe de 6 sols par muid de bière, mesure de Paris et à « l'équipollent pour les autres vaisseaux » (art. 10). Il va sans dire que la bière était soumise au droit de détail comme toutes les autres boissons.

Un édit de janvier 1632 supprimait les offices de jaugeurs et de courtiers créés par François I^{er}, rétablis par un édit de juillet 1636, puis supprimés en 1658 (2) ; leurs

(1) Déclaration du 19 juillet 1625.

(2) Rien ne montre mieux l'incohérence financière de l'ancienne monarchie que l'histoire de ces offices de jaugeurs qui furent rétablis en 1674 sous le nom de jaugeurs de futailles et courtiers en vin ; ces offices furent de nouveau supprimés en 1679, puis ensuite rétablis par la déclaration du 10 octobre 1689.

droits continuèrent d'être perçus au profit du roi sous le nom de droits de jauge et de courtage ; ils se levaient avec le droit de gros, là où le gros avait cours, sinon ils étaient payés avec le droit de détail.

Tels étaient les nouveaux droits, frappant les boissons, créés dans la première moitié du xvii^e siècle.

SECTION III. — Réformes administratives de l'impôt des aides
(Code Michaud, 1629 ; Règlement de la Cour des aides,
9 avril 1650).

Le Code Michaud précisait certains points relatifs à l'adjudication des fermes, aux cautions et à la reddition de comptes des fermiers des aides.

Il réglementait le régime établi en 1604. Les baux des fermes continuaient d'être faits devant le conseil du roi ; désormais les contrôleurs (1) et trésoriers généraux des fermes assistaient à la réception des cautions et des certificateurs de cautions devant les juges compétents. Ces déclarations d'affectation des biens des fermiers et des cautions devaient être rapportées 15 jours après les formalités au conseil du roi qui les vérifiait.

Les impositions, les baux, les états de recette et de dépense qui devaient être faits par les receveurs généraux et particuliers étaient arrêtés par le conseil du roi

(1) Sur l'autorité des contrôleurs des aides, Voir édit de 1522, mai 1543, octobre 1574, avril 1577, octobre et décembre 1581. Ils assistaient les élus et avaient voix délibérative en toute matière touchant les impôts. Ils avaient au xvi^e siècle surtout les mêmes attributions que les élus et étaient en réalité créés pour surveiller ces derniers.

et envoyés au trésorier de chaque généralité qui avait la haute surveillance de la stricte exécution des règlements administratifs. A la fin du mois d'octobre le trésorier à son tour envoyait au conseil du roi des états relatant la valeur des finances royales.

Enfin les fermiers étaient tenus de déposer au conseil les états de recettes et de dépenses appuyés de toutes les pièces justificatives dans les trois mois de l'expiration de leur bail, et ce, à peine de 3.000 livres d'amende.

Le règlement général de la Cour des aides du 9 avril 1650 déterminait nettement les droits des fermiers, de leurs agents ainsi que le mode de recouvrement des droits. Ce règlement est un des textes les plus importants de l'histoire des aides, c'est de plus un texte définitif.

Aux termes de l'article 3 de ce règlement, les hôteliers, cabaretiers, taverniers, ecclésiastiques et nobles qui vendaient du vin devaient à la première sommation faite par les commis ouvrir leurs caves pour que leurs vins fussent inventoriés et marqués ; ils devaient de plus déclarer (art. 4) aux commis le lieu où ils avaient acheté le vin, le nom du vendeur, le prix de vente.

Dans le cas où l'assujetti refusait d'ouvrir sa cave, le commis était autorisé à la faire ouvrir en présence de deux voisins ou eux dûment appelés.

Le recel de vin pour le compte d'autrui était interdit.

Aucun mouvement de vin par baril, bouteilles, pots et cruches n'était permis de jour et de nuit sans l'auto-

risation des commis et sans être accompagné d'un titre de mouvement.

Il était interdit aux assujettis de faire dans le mur de leurs caves aucune ouverture permettant la communication avec des caves voisines. De plus le commerce de boissons en détail devait être indiqué par des signes extérieurs tels que feuilles et bouchons.

Le marchand de vin en gros était tenu à des obligations aussi strictes, il devait déclarer au bureau de la ferme et avant tout enlèvement la vente du vin, le prix de vente, le nom de l'acheteur ; il acquittait immédiatement le droit de gros à peine de 300 livres d'amende. Il lui était délivré quittance (acquit) et un titre de mouvement accompagnant le chargement qui était toujours un congé (1).

Ce congé qui suivait la barrique était conservé par le destinataire qui devait l'exhiber à chaque visite des commis. Les agents des sous-fermiers étaient ainsi à

(1) L'acquit-à-caution qui de nos jours est très fréquemment employé paraît avoir été peu usité aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Son emploi en matière d'aides semble avoir été réservé à certains cas particuliers, par exemple aux vins provenant du cru d'héritage du consommateur ; le droit de gros n'était généralement pas dû dans ce cas ; néanmoins pour le garantir et afin de s'assurer que la destination dernière était bien celle indiquée, un acquit-à-caution était délivré au lieu de congé.

L'eau-de-vie destinée à l'exportation était toujours accompagnée d'un acquit-à-caution sur lequel on constatait le passage effectif à l'étranger. Renvoyé ensuite au bureau d'origine, il était considéré comme apuré et libérait les cautions. Mais en général et sauf ces cas très spéciaux, l'acquit-à-caution était surtout utilisé en matière de droits de traite. En matière d'aides il était presque toujours remplacé par un congé.

même de connaître exactement les mouvements des boissons taxées.

Les marchands forains étaient tenus, aussitôt leur arrivée dans la ville, de faire leur déclaration au bureau des aides, et de montrer leur lettre de voiture dont il était pris copie, le tout à peine de confiscation des marchandises, des charrettes, bêtes de trait et de 500 livres d'amende.

Pour combattre plus efficacement la fraude, il existait de nombreuses restrictions quant aux lieux de déchargement des boissons. Toute quantité de boissons déchargée dans les lieux autres que ceux indiqués était considérée comme entrée en fraude.

On voit que ce règlement donnait d'assez complètes garanties à la ferme des aides.

Les derniers articles du règlement (18 à 21) traitent du contentieux d'une façon assez sommaire.

La constatation des manquants donnait lieu à des procès-verbaux qui faisaient foi en justice.

L'affaire était portée devant les élus qui jugeaient en première instance et siégeaient deux jours par semaine. Les élus ne pouvaient sous aucun prétexte accorder aux débiteurs aucun délai de paiement; de plus, et afin d'éviter les non-valeurs, le fermier pouvait toujours immédiatement, avant l'instance, faire procéder par voie de saisie-gagerie.

Aussi, en même temps que de nouveaux droits d'aides se créaient, que les anciens tarifs augmentaient, l'or-

ganisation administrative de l'impôt encore un peu raide, un peu simple au xvi^e siècle, va s'épanouir, se développer cependant que la pratique, les rapports constants de l'administration locale avec le pouvoir central, des sous-fermiers avec les intendants vont lui donner la souplesse nécessaire ; peu à peu, sous la poussée des efforts de la ferme des aides, puis de la ferme générale combinés à ceux des ministres du roi, l'organisme fiscal des aides deviendra un instrument presque parfait, en tous cas très ingénieux, dont encore à l'heure actuelle nous nous servons en partie.

SECTION IV. — Deux apologistes de l'impôt des aides au XVII^e siècle.

A cette époque, c'est-à-dire vers le milieu du xvii^e siècle, l'impôt des aides était loin d'être écrasant ; il paraissait devoir donner un rendement facilement extensible. De fait il était très léger en comparaison de la taille, si l'on songe qu'en 1641 il produisait 3.549.000 livres sur un total de 91.915.000 livres de revenus ordinaires ; en 1649 les aides ne produisaient plus que trois millions. Aussi a-t-il paru sage à de bons esprits d'essayer d'orienter la politique financière vers une diminution des tailles et vers une augmentation des aides.

Du Crôt, avocat du roi et au Parlement, fut le premier à développer cette idée, d'une façon d'ailleurs un peu vague et imprécise (1).

(1) *Traité des aides, tailles et gabelles*, par Du Crôt, 1636.

D'après lui « c'est l'amour des sujets qui leur fait contribuer et mettre volontairement tous leurs biens en dépense pour le service de leur prince ». « Le moyen le plus propre à l'entretien de cette mutuelle amitié consiste à bien diriger les finances ; sans les finances il est impossible que l'Etat subsiste » ; or, selon Du Crôt, cette direction des finances a été faite sans vues d'ensemble et, ce qui est plus grave, avec la plus complète méconnaissance des principes. C'est ainsi que les tailles et gabelles et autres impositions nouvelles n'ont été introduites que par faute de méconnaître cet ancien droit d'ayde, établi par la loi de Dieu et des hommes ; à l'effet de quoi il ne faut considérer que trois choses.

1° Que l'aide bien entendue et entretenue peut rapporter au roi plus que tous les autres impôts, tailles et gabelles.

2° Que non seulement l'aide est douce et agréable au peuple comme étant établie de son consentement, mais aussi que étant réglée comme il le faut, le roi y trouvera son compte et le peuple son soulagement.

3° Que négliger les aides et se porter aux impôts et les favoriser c'est aigrir le peuple.

Ce sont les trois propositions de notre auteur ; en réalité elles se réduisent à deux, car la troisième n'est qu'une variante de la seconde.

Ces deux propositions sont tout un programme qui vraisemblablement ne lui était pas personnel. Henri IV avait esquissé cette politique ; l'ancienne monarchie

allait la mettre à exécution avec peut-être même trop de persévérance et d'opiniâtreté vers la fin du xvii^e et au xviii^e siècle.

Ces idées, à l'époque où Du Crôt les émettait, vers 1636, n'avaient rien de paradoxal ; on peut même affirmer sans trop s'avancer que la monarchie avait jusqu'à cette date exagérément développé l'impôt direct. Par ailleurs l'impôt indirect paraissait devoir fournir une source considérable de revenus, source à laquelle on avait assez peu touché. Bien plus, cette augmentation de rendement pouvait par la suite se faire sans changement de tarif, pour ainsi dire automatiquement par le jeu seul du développement de la richesse publique ; en généralisant l'impôt indirect l'Etat se trouverait à la tête de ressources sans cesse croissantes. Les aides avaient passé de 510.000 livres en 1604 à 3.985.629 livres en 1636, sans augmentation bien appréciable de tarif. Ce résultat devait frapper l'esprit d'un financier, mais conclure de là à la suppression des gabelles et de la taille était tout aussi irrationnel que de prétendre comme les physiocrates que l'impôt direct est le seul impôt conforme à la raison.

La deuxième idée de Du Crôt manque également de netteté et de précision, car l'impôt des aides n'avait au xvii^e siècle qu'un rapport lointain avec l'aide féodale ; en tout cas, les aides depuis longtemps n'étaient plus consenties ; et si les populations les supportaient assez facilement, le seul motif en était, non un souvenir his-

torique connu des érudits, mais bien leur légèreté relative. Nous devons cependant ajouter, pour expliquer en partie l'imprécision de Du Crôt, que les érudits français dès le xvr^e siècle, pensaient que la France jouissait d'une constitution non écrite et que dès lors les aides recevaient tout au moins le consentement tacite du peuple.

Du Crôt voyait dans les aides un impôt plus équitable que les tailles, un impôt destiné à atteindre les riches et à épargner les pauvres ; il rappelait le mot du roi Louis XII disant que l'aide ne se payait que par les plus riches et aisés de ses sujets qui ont toujours de l'argent à la main en achetant et en vendant et que les tailles se payaient au contraire par les plus pauvres ; et de fait « nous voyons que la moitié de ceux qui sont mis à la taille la paient de leur labeur, et nul ne paie l'aide en France que comme une demi-dîme de l'argent qu'il reçoit en vendant et en donnant ». La preuve que les aides ne sont pas antipathiques au peuple est, dit-il, « que jamais le peuple depuis leur établissement, en 1435, ne s'est soulevé pour les aides et qu'au contraire pour en avoir été bien réglé le peuple en a aimé davantage les rois ».

François Desmaisons, avocat au Parlement, dans son *Traité des aides, tailles et gabelles*, expose les mêmes idées, vraisemblablement inspiré par le précédent ouvrage (1).

(1) *Traité des tailles, aides et gabelles*, par François Desmaisons (1666).

Il répète avec insistance que sans les finances un Etat ne saurait être florissant. « La connaissance des sains principes qui les régissent sont indispensables à ceux que la vertu, la fortune ou le mérite appellent au ministère. »

Sa seule prétention est, en publiant son petit ouvrage, d'indiquer « ce qui est permis de lever par les ordres du roi et par ainsi : diminuer ce qui fait murmurer le peuple en secret, les tailles et les gabelles et impositions nouvelles établies par la malice, l'avidité ou l'ignorance de ceux qui sont peu savants dans l'ancien droit d'aide établi par la loi de Dieu et des hommes ». Un peu plus loin il écrit : « la négligence des aides pour favoriser les subsides et impôts est d'une conséquence très importante et même dangereuse, parce que les peuples se mutinent contre les ordres du roi ». Le roi Louis XII aurait, d'après lui, acquis son surnom de père du peuple pour avoir sagement et prudemment établi les aides qui étaient lors anéanties et en remettant à son peuple un tiers des tailles.

Si deux spécialistes, à trente ans de distance, se sont prononcés dans le même sens et ont donné les mêmes conclusions, c'est que les idées qu'ils préconisaient étaient généralement admises et partagées par le pouvoir central lui-même. Il était nécessaire de bien dégager cette politique qui déviara bientôt de son but. Il faut bien remarquer que si la monarchie augmente, vers la fin du xvii^e siècle, les droits d'aides, son but était non

seulement de pouvoir faire face à des dépenses sans cesse croissantes, mais aussi de dégrever la taille ou tout au moins de ne la pas augmenter. En suivant cette conduite, le gouvernement monarchique n'eut pas seulement un esprit fiscal : l'esprit d'équité ne lui manquait pas. Ce serait mal comprendre l'ancien régime que de supposer qu'il n'avait pas de politique financière ; celle-ci, si elle n'apparaît pas toujours bien nette, existe cependant.

Au xvi^e siècle et dans les deux premiers tiers du xvii^e siècle, les campagnes étaient surchargées d'impôts et les villes insuffisamment taxées. Le but de la monarchie fut précisément de faire contribuer davantage les villes aux dépenses publiques. Cette politique était traditionnelle : Louis XI l'avait inaugurée. De plus, en taxant le vin, les rois pensaient atteindre sinon un objet de luxe, tout au moins une denrée de demi-luxe, qu'ils considéraient non certes comme nuisible, mais comme beaucoup moins utile que le blé. La monarchie ne pouvait sans crainte voir la culture de la vigne faire reculer celle du blé, elle croyait sentir la disette proche et ce fut là un deuxième motif de l'augmentation des aides.

SECTION V. — Les rentes sur les aides au XVII^e siècle (1600-1648).

L'ancien régime n'ignorait pas les dépenses extraordinaires, ni les recettes de la même espèce, mais son

crédit était trop insuffisamment établi pour que l'ensemble des ressources du Trésor royal pût être considéré comme un gage suffisant par les créanciers de l'Etat ; aussi la royauté fut-elle obligée d'affecter le rendement de certains impôts en tout ou en partie aux dettes qu'elle avait contractées. Cette méthode n'avait d'ailleurs rien que de parfaitement légitime, elle est de nos jours fréquemment employée par les Etats dont les finances sont embarrassées ou dont le crédit est incertain. Ils affectent le plus souvent le produit des douanes comme garantie ; l'ancienne monarchie affectait le produit de ses impôts, tailles, aides, gabelles ; les rentes gagées dites rentes sur l'hôtel de ville étaient constituées sur les gabelles à l'origine. Quand l'impôt des aides augmenta comme taux et comme rendement, elles furent en partie constituées sur les aides ; c'est ce qui eut lieu en 1552. Nous avons vu plus haut qu'Henri III, en 1581, créa une taxe de vingt sols sur chaque muid de vin rentrant à Paris dans le but louable de racheter les aides précédemment aliénées. Il n'y eut rien de changé à cet égard, il n'y avait qu'un impôt de plus. Les rentes gagées sur le produit des aides étaient en réalité gagées sur les entrées de Paris qui, par la puissance de sa population agglomérée, produisait presque autant que toutes les autres généralités des pays d'aides. Jusqu'en 1621 les créations de rentes sur les aides furent rares, elles deviennent assez fréquentes à partir de cette date.

En 1621 on créa 400.000 livres de rentes payables à l'hôtel de ville de Paris et assignées sur la recette des aides. Les nouvelles rentes formaient avec les anciennes rentes créées, soit sur les gabelles, soit sur les aides, un total de 2.438.957 livres dont 1.080.000 pour les aides (sur un budget total de recette brute de 42.500.000 livres). « En 1632 les nouveaux surintendants ne trouvèrent rien de plus commode pour trouver les fonds qui leur manquaient que de créer 300.000 livres de rentes sur les aides »... (1). En 1636, nouvelle création de 300.000 livres de rente sur les aides.

De plus, certains offices furent créés, tels que ceux de conservateurs et de lieutenants des fermes (Edits de décembre 1623, novembre 1639). On leur attribuait sur le produit des fermes aliénées et non aliénées une certaine part de recette, s'élevant à 5 sols pour livre, c'est ce qu'on appela le Parisis. Le paris is n'était levé qu'aux entrées de Paris. Une déclaration et arrêt du conseil de 1643 supprime ces offices qui furent rétablis en 1657, avec l'attribution de 12 deniers pour livre à prendre non seulement sur les fermes, mais encore sur le paris is, car il va sans dire que la suppression des offices n'avait pas entraîné la sienne.

Les offices ne trouvèrent pas preneur et la perception fut ordonnée au profit du roi ; cette nouvelle taxe fut appelée droit d'augmentation.

(1) Forbonnais.

En 1644, une déclaration royale porte constitution de rente pour 1.500.000 livres sur la ferme des entrées du vin à Paris. « Attendu, dit l'exposé des motifs, que les villes sont plus riches que les campagnes et plus à l'abri du fléau de la guerre. »

En 1648, les revenus du roi se montaient à 78.910.185.15 sols, 11 deniers. Sur ce total les tailles s'élevaient à 42.734.966 sols, 18 deniers. Les aides proprement dites ne produisaient que 3.900.823 livres, mais il faut leur ajouter la ferme de la rivière de Seine 672.000, les 9 livres, 18 sols de Picardie, 174.800. Les anciens 10 sols et nouveaux 10 sols de Paris 268.708 livres, les 30 sols de Paris 750.000 livres, soit ensemble un total de 5.766.331 livres. Les rentes assignées sur les gabelles, tailles et aides s'élevaient à 19.919.800 livres dont 3.313.416 pour les aides, 7.312.113 pour les tailles et 9.294.271 pour les gabelles.

La fronde parlementaire porta un trouble profond dans les finances royales. La domination du Parlement qui se faisait sentir même avant le départ de la reine régente, avait fait naître l'anarchie financière. Dès le 30 juin 1648, les cours souveraines tenues en la Chambre Saint-Louis ordonnent et obligent les adjudicataires, fermiers des gabelles, aides et 5 grosses fermes, de porter à l'épargne, toutes charges préalablement acquittées, les deniers du prix de leurs fermes du dernier trimestre. Malgré cet arrêt des cours souveraines, durant cette année de troubles, le paiement des rentes avait

été suspendu. Peut-être même, et cette hypothèse est vraisemblable, les fermiers profitèrent-ils de la guerre pour éviter de faire le prélèvement prescrit et se l'approprier. Un arrêt du Parlement du 29 décembre 1649 obligea désormais les fermiers des tailles, aides et gabelles et autres revenus à déposer chaque semaine à la caisse de l'hôtel de ville, une certaine somme destinée à être répartie entre les rentiers sous la surveillance du prévôt des marchands.

SECTION VI. — L'impôt des aides de 1661 à 1680. — Colbert et l'impôt des aides. — Son œuvre. — Ses idées. — Ses réformes.

§ 1.

La période qui s'étend de 1650 à 1661 ne fut marquée en matière d'aides par aucune innovation ou amélioration fiscale. Les tarifs ne furent ni révisés, ni augmentés, mais le produit net de l'impôt s'abaissa dans des proportions inquiétantes. Les charges mises sur les aides, les aliénations des droits d'entrée et droits similaires furent si élevées et si nombreuses qu'à dire vrai elles étaient bien encore en 1661 une des sources des revenus du Trésor royal, seulement ces sources qui s'annonçaient devoir être chaque année plus abondantes étaient presque complètement taries. Cette ruine complète était l'œuvre d'un seul homme, Fouquet. Ce fut un des premiers soins de Colbert que de réparer l'édifice fiscal de la France, de remettre les choses sur

le même pied que Fouquet les avait trouvées. Cette œuvre de réparation que nous étudierons tout d'abord nous fera toucher du même coup et la profondeur du mal, et les difficultés presque inextricables que Colbert rencontra dès son entrée au pouvoir et le mérite qu'il eut d'en avoir triomphé en peu de temps. Colbert a raconté lui-même son œuvre avec clarté et modestie dans son mémoire sur les finances de 1663. Ce document est un réquisitoire terrible, quoique des plus modérés en sa forme, contre Fouquet et tous les financiers qui l'entouraient. Fouquet possédait deux moyens entre beaucoup d'autres pour satisfaire ses besoins d'argent : les dépenses au comptant et les aliénations d'aides. Les dépenses au comptant ou par comptant étaient une vieille habitude vicieuse, mais commode, dans laquelle la monarchie se complut toujours. « C'étaient, d'après Colbert, les dépenses qui, pour des raisons secrètes, sont cachées aux officiers de la Chambre des comptes et passées dans les comptes de l'Epargne sous les articles du roi, scellées du grand sceau sous lesquelles, sous couleur de raisons d'Etat, se cachent tous les abus et mauvaises actions qui se commettent dans les finances ». Ces dépenses se montaient en moyenne, jusqu'en 1630, à une dizaine de millions ; sous l'impulsion de Fouquet elles s'élevèrent en 1656 à 51.196.698 livres, en 1657 à 66.922.349 livres, en 1658 à 105.527.613 livres, en 1659 96.741.518 livres. La succession de Fouquet était fort embarrassée ; elle l'était même à un point qu'on n'ose

imaginer. Non content des revenus ordinaires du Trésor, le superintendant les aliénait et engageait l'avenir même de l'Etat ; de telle sorte que Colbert était le seul homme capable de remédier à de si grands maux.

Il est bien nécessaire de faire mention du détail de ces affirmations pour bien connaître le véritable état où les finances étaient réduites.

En 1653 et 1656, Fouquet a aliéné une partie des aides, soit	600.000
--	---------

Autres droits d'aides aliénés en diverses parties	136.000
---	---------

Reste du parisis aliéné en 1655.	140.000
--	---------

Les 25 sols par muid de vin, 12 sols par muid de cidre et bière, 6 sols 3 d. par muid de poiré avec les 12 deniers aliénés en 1658.	140.000
---	---------

Ferme du droit domanial de la marque de fer parisis 12 sols et 6 deniers	50.000
--	--------

Ferme du poisson	280.000
----------------------------	---------

Ferme du contrôle du papier et bière	150.000
--	---------

Ferme des 9 livres 18 sols de Picardie, sol pour pot et droit de sortie dans les provinces de Champagne et de Soissons	150.000
--	---------

Doublement du marc d'or	150.000
-----------------------------------	---------

Moitié des octrois des villes	600.000
---	---------

Ce qui restait à aliéner du parisis de 1654 et 1655.	50.000
--	--------

Toutes les forêts de Normandie et autres du royaume dont le revenu annuel s'éle-

vait à	300.000
Droit sur le sceau, greffe du conseil. . .	100.000
Gages d'officiers de la Cour des aides de Cahors	35.000
En affranchissement et annoblissement des terres rurales en Dauphiné et généra- lité de Montauban	110.000
Aliénations diverses.	4.656.000
Total.	<u>7.647.000</u>

Colbert ne nous ayant pas laissé le détail du dernier article, il est difficile de savoir à combien se montent les aliénations d'aides dans les 4.656.000 livres aliénées.

Il faut remarquer que les aliénations faites par Fouquet portent bien plus sur les droits joints aux aides en 1650 que sur les aides proprement dites. Ainsi, en 1648, les aides produisaient 3.900.823 livres ; les charges diverses qu'elles garantissaient étaient de 3.313.416 livres. En 1661, la dernière année du ministère de Fouquet, les aides rapportaient 4.520.000 livres, les charges étaient de 3.419.500 livres. Ces chiffres paraissent inexacts, car ils ne concordent pas avec le chiffre d'aliénations des aides donné par Colbert, soit 736.000 livres, Comme il n'a été fait aucune réduction de dette depuis 1648, les charges devaient être de 4.049.416 livres. Cette contradiction apparente s'explique aisément ; le chiffre des charges de 1648 donné comme atténuation

de la recette des aides portait aussi sur les entrées de Paris. En ajoutant aux aides les entrées de Paris, on obtient un total de plus de 6 millions (1), or le chiffre des charges totales des aides et droits similaires ne ressortait qu'à 5.759.000 livres environ (2).

La presque totalité du revenu des aides, une grande partie des droits similaires était consommée par avance. C'était là une situation encore sans exemple dans notre histoire financière.

Mazarin n'ignorait rien de la conduite de Fouquet, mais son caractère rusé et cauteleux le poussait à protéger les agissements du surintendant. Il dut à cette prudence la possibilité de se retirer, fortune faite, sans être impliqué dans un procès où sa culpabilité eût été trop évidente et trop compromettante pour beaucoup de comparses, courtisans et partisans.

Si la conduite de Mazarin n'était un secret pour personne, on lui fit dans les documents officiels une réputation d'homme habile, mais intègre et trop bon. Colbert qui avait possédé en quelque sorte son dossier en main en était réduit à écrire pour expliquer l'étrange conduite du premier ministre : « Mazarin, dont l'esprit plein de bonté et d'humanité ne pouvait se résoudre à employer

(1) En 1649 les aides proprement dites produisaient	3.549.712 livres
Les entrées à Paris	2.520.000 »
Total	6.069.712 »

(2) Chiffre obtenu en y comprenant l'aliénation de la moitié des octrois des villes.

des moyens violents qu'à la dernière extrémité, fit plusieurs fois des observations à Fouquet qui, de son côté, lui avait avoué une partie de la vérité, lui avait promis de changer de conduite mais pour n'en rien faire. »

A la suite du scandale Fouquet et la création du Conseil royal des finances (15 sept. 1661) qui en fut la conséquence, la nécessité d'une nouvelle politique financière se fit sentir. La grandeur de la tâche de Colbert en matière fiscale ne fut pas tant une série d'innovations (car il n'en fit guère) que la mise au point d'un système d'impôts presque anéanti par le précédent ministre. Colbert pouvait compter dans sa réforme sur la bonne volonté du jeune roi. Le plan qui s'imposait était de racheter les aides et les domaines aliénés et d'avoir dans la suite assez de prudence pour que les emprunts et aliénations ne fussent plus nécessaires. Telle était bien l'intention de Louis XIV. « Sa Majesté, écrit Colbert, établit pour maxime certaine de son administration de ne jamais faire d'aliénations, et même de travailler incessamment à retirer celles qui étaient faites. Aussitôt Sa Majesté résolut de faire de nouveaux baux de sa ferme, à quoi s'étant elle-même appliquée et ayant été présente à toutes les publications, elle les augmenta de 7 à 8 millions de livres par chacun an. Tous ses revenus ordinaires étaient réduits à 31 millions, sur lesquels il fallait déduire 8 millions d'intérêts et de remise, en sorte qu'il n'en restait pour la dépense de l'Etat que 23 millions. »

Sur ces revenus modestes tout était consommé pour le reste de l'année 1661-1662, et pour partie de 1663 ; en plus, une fois la liquidation des dettes faite, il s'en trouva pour 60 millions de livres.

La plus grande difficulté était de surmonter toutes ces aliénations qui se trouvaient monter à plus de 15 millions de livres de revenus (1).

La Chambre de justice créée par Louis XIV prit une décision radicale. Elle supprima purement et simplement, au profit du roi, les aliénations des octrois des villes, des droits sur le papier, la bière, des 9 livres 18 sols de Picardie, des droits sur le poisson frais, sec et salé, enfin de toutes les aides faites en 1637, 1640, 1653, 1656, 1657. Furent confisqués aussi le fonds des charges locales des aides, le droit d'annuel, le parisien des autres droits d'aides aliénés en 1644, 1655, les vingt-cinq sols par muid de vin, les douze sols par muid de bière et cidre, les 6 sols 3 deniers pour livre et autres droits aliénés en 1658.

« Il est facile, dit Forbonnais, de juger combien cette grande quantité d'aliénations avait diminué le revenu de la ferme générale des aides ; elles avaient produit très peu de chose et le peuple, indépendamment des droits était énormément fatigué par la multiplicité des régisseurs. »

Désormais tous ces droits divers seront non unifiés,

(1) Chiffre donné par Colbert dans son mémoire au Roi.

mais réunis dans un même bail aux aides proprement dites. Tous les droits sur les boissons, comme le pont de Joigny, les 9 livres 18 sols de Picardie, etc., non encore compris dans les droits d'aides, y furent annexés, ou joints. L'expression employée dans les baux de la ferme des aides et de la ferme générale était : droits d'aides et autres droits y joints. Ces droits y joints n'étaient autres que les droits réunis à la ferme des aides, elle-même comprise dans le bail de la ferme générale pour la première fois le 25 septembre 1663 (bail Rouvelin).

Au bout de très peu de temps le capital de l'aliénation put être remboursé au taux du denier 18 ; dans la suite les droits sur la marque des fers et quelques droits divers furent également compris dans la ferme des aides.

Ces considérations doivent être bien présentes à l'esprit si l'on veut sainement juger la politique de Colbert en matière d'aides. Si nous comparons le revenu des aides de 1661 avec celui de l'année 1682, nous trouvons qu'il a passé de 4.520.000 à 21 millions environ. Conclure de ces chiffres à une augmentation d'impôt proportionnelle à l'accroissement du produit serait absolument inexact. En premier lieu l'impôt augmentait à cause de la plus grande consommation du vin. Ainsi, en 1662, la première année où Colbert ait dirigé les finances, les aides s'élèvent à 5.271.000 livres, soit une plus-value par rapport à 1661 de 691.000 livres sans aucun changement de tarif.

En second lieu, Colbert annexe tous les droits sur les boissons et droits divers (droits y joints), d'où accroissement corrélatif du revenu des aides. En particulier il réunit aux aides les entrées de Paris qui jusqu'alors étaient portées séparément dans les comptes. Or, en 1661, les entrées de Paris donnaient un produit brut de 3.620.000, la subvention de Rouen et autres fermes y jointes 120.000, etc. De ce fait seul les aides s'élevèrent à plus de 8 millions de livres. De plus une adjudication plus surveillée permit d'augmenter le bail général de 8 millions. La ferme des aides profitait, elle aussi, de cette amélioration à laquelle le Trésor royal gagnait sans que le contribuable fût surchargé en aucune façon.

La réforme de Colbert avait été rapidement menée : dès l'année suivante les charges des aides commençaient à diminuer. En 1661 elles étaient de 3.419.559 livres et en 1662 de 3.409.976 livres. En même temps l'annexion des divers droits sur les boissons aux aides proprement dites produisait de splendides résultats. Dès 1664 les aides rapportaient 14.428.522 livres fournissant à l'épargne 6.712.207 livres de plus qu'en 1661.

Le revenu des aides à la veille de l'ordonnance de 1680 était de 14.773.875 livres en 1678 et 14.905.000 livres en 1679, c'est-à-dire à très peu de chose près le chiffre même des aides trois ans après la chute de Fouquet.

§ 2

Colbert, en matière d'aides, n'innova rien ; les événements ne le lui permirent pas, mais il avait sur ces matières des idées bien arrêtées que la tradition lui avait transmises. En effet, Sully et Henri IV avaient essayé d'opérer un changement dans l'importance relative des impôts directs et des impôts indirects, pensée latente qui, si elle n'influença que faiblement la politique financière des deux premiers tiers du ^{xvii}^e siècle, n'en resta pas moins durant toute cette période l'idéal qu'il fallait atteindre. La marche rapidement croissante de la taille, la faible augmentation des aides ne permettraient pas d'affirmer que les idées de Sully ne lui eussent survécu si nous n'avions trouvé deux traités d'impôts de 1636 et 1666, exprimant le désir de voir opérer une diminution des tailles, compensée par une augmentation corrélative des aides et des impôts indirects en général. Colbert n'a donc pas le mérite premier de cette théorie, mais il est le premier qui l'ait mise en pratique dans une mesure qui, si elle n'était pas celle qu'il avait espérée au début de sa carrière, n'en a pas moins une importance véritable.

Pour conserver le produit de la taille, tout en allégeant le contribuable, il eût fallu établir la péréquation des tailles à tous les degrés, méthode logique sans doute, mais hérissée de difficultés presque insurmontables à cette époque ; il eut fallu poursuivre avec suite l'abolition

des privilèges particuliers et des franchises locales ; sans cette deuxième réforme la péréquation n'avait qu'un médiocre intérêt et n'était pas intégrale.

Quoi qu'il en soit, Colbert, malgré les dépenses considérables que nécessitaient les guerres, put diminuer le brevet de la taille dans des proportions non négligeables (1), il dut chercher dans les impôts indirects une compensation naturelle au dégrèvement des taillables. Parmi les impôts indirects, les aides frappèrent son attention, il jugeait qu'elles étaient susceptibles de produire davantage et ses idées économiques le poussaient à établir une surtaxe sur les vins.

Colbert, on le sait, était mercantiliste et protectionniste (comme d'ailleurs tous les esprits éclairés du xvii^e siècle) ; il ne taxait pas les matières premières à l'importation, il désirait que l'ouvrier pût vivre à bon marché parce qu'alors il serait payé moins cher, l'industriel verrait ses frais diminuer, et la balance du commerce deviendrait favorable. Il voulait par suite le blé à bon marché. Selon lui une grande surface de terres ensemencées en blé ne pouvait que produire le bon marché du blé ; l'abondance des produits déprimant

(1) Voici quels ont été les maxima et les minima de la taille sous le ministère de Colbert.

En 1661	42.028.000
En 1662	40.969.000
En 1680	32.904.000
En 1682	33.915.000
En 1683	37.907.000

les cours ; si, au contraire, la surface ensemencée en blé à l'intérieur des cinq grosses fermes diminuait, le prix du blé augmentait, entraînant la cherté du coût moyen de la vie, la hausse des salaires, l'augmentation du coût de production et du prix des objets manufacturés. C'était là une cause de faiblesse pour l'industrie française sur le marché international. Or l'ennemi du blé est la culture qui à égalité de superficie produit plus de bénéfice net que celle du blé, c'est-à-dire la vigne. Vers la deuxième moitié du xvii^e siècle, les paysans s'étaient adonnés avec exagération à la culture de la vigne, et avaient beaucoup diminué la surface des terres ensemencées en blé sans se soucier des graves inconvénients qu'une telle méthode agraire pouvait entraîner : la disette, la cherté du blé, la hausse des salaires.

L'extension de la culture de la vigne avait d'autres dangers. La surproduction vinicole entraînait la mévente des vins, la gêne des contribuables et la rentrée de l'impôt direct s'en ressentait.

Le 23 novembre 1679 Colbert écrivait à M. de Bezons, intendant de Limoges : « Monsieur, j'apprends par votre lettre du 18 de ce mois la continuation de l'imposition des tailles et des raisons qui en empêchent le rétablissement de l'élection d'Angoulême. L'abondance des vins et le peu de débit peuvent en être en partie la cause. Mais je suis bien aise de vous dire sur ce point qu'il y a trop de vignes dans le royaume, parce que les peuples ont été persuadés et ont vu en effet que les

terres plantées en vignes produisaient davantage. Mais parce que cela a une proportion qui est à présent outrée, il faut que les peuples se détrompent avec le temps et qu'ils diminuent leurs plants de vignes et convertissent leurs vignes en blé comme ils ont converti leur blé en vignes. »

Dans une autre lettre Colbert va même jusqu'à écrire que c'est là un des désordres du royaume ; autant il trouve naturel de cultiver la vigne dans des terrains secs et calcaires, autant il juge inutile et dangereux de mettre des plants dans des terres lourdes où la récolte est abondante, mais de qualité médiocre.

Ainsi, le 17 juillet 1682 il écrivait à l'intendant de Grenoble : « Sa Majesté estime que l'un des désordres du royaume est la trop grande multiplication des vignes dans des terrains qui n'y sont pas propres ; aussi estime-t-elle avantageux à ses peuples de laisser libre le débit des vins meilleurs pour obliger les sujets non seulement à ne pas augmenter les plants, mais à en détruire. » On comprend dès lors facilement pourquoi Colbert s'occupa d'une façon toute particulière des impôts des aides ; il frappa l'eau-de-vie, augmenta les droits sur les boissons ; aussi de 1679 à 1682 les aides firent-elles un bond prodigieux, elles passèrent de 14 millions de livres environ à 22 112.000 livres.

Les besoins d'argent de la royauté avaient mené Colbert plus loin que ses idées personnelles seules ne l'eussent fait ; en même temps qu'il surélevait les droits sur

les vins, il pensait que cette situation n'était que provisoire ; il espérait pouvoir un jour alléger les droits sur les boissons, unifier les droits d'aides ; il disait qu'il regardait « ce travail comme le dernier qui restât à faire pour la perfection de l'économie et de la juste administration des finances du royaume ». Il mourut sans avoir pu accomplir ce projet.

La lettre suivante contient de précieuses indications sur ces espérances qu'il ne lui fut pas permis de réaliser.

Paris, 6 novembre 1681. — « Pour réponse à votre lettre que je viens de recevoir, concernant les droits d'aides, vous jugerez bien que je n'ai pas cru que ce que j'entreprends (de régler les droits d'aides) fût d'une exécution bien facile, mais il y a tant de choses en matière de finances qui étaient jugées impossibles et qui ont réussi que je ne désespère pas de faire réussir encore celle-ci. Vous devez considérer que les droits sur le sel qui étaient composés de 14 ou 15 articles ont été réunis en un seul, et même diminués assez considérablement parce que c'est une denrée nécessaire à la vie, mais il n'en est pas de même du vin puisqu'il n'est pas nécessaire à la vie d'en boire.

« Aussi je ne veux pas diminuer les fermes du roi autant qu'il sera possible, mais lorsque je serai parvenu à fixer une fois les droits sur le vin et à les rendre en quelque sorte égaux partout, peut-être que l'on trouvera dans la suite des expédients pour diminuer ces droits. »

CHAPITRE VI

CODIFICATION DE LA LÉGISLATION DES AIDES.

L'ORDONNANCE DE JUIN 1680.

SECTION I

§ 1

L'ordonnance de 1680 est le véritable code de l'impôt des aides ; il n'y faudrait pas chercher l'indice de nouvelles tendances, car elle n'est à proprement parler qu'une compilation d'arrêts du Conseil, édits, déclarations antérieures et dont nous avons cité les plus importantes dans le cours de notre étude. Elle constitue cependant un réel progrès d'abord par la réunion de textes épars mis dans un certain ordre, ensuite par la fusion de droits assez nombreux en un seul quand cela fut possible. Elle consacrait d'une façon définitive l'annexion de droits d'espèce très différente aux aides proprement dites et fixait par un texte législatif un état de choses qui n'avait encore depuis 1663 qu'une existence précaire.

Bien que cette ordonnance ait été complétée postérieurement en quelques points d'assez peu d'importance, soit par l'augmentation des tarifs, soit par une plus grande précision apportée dans quelques-unes de ses parties, elle n'en reste pas moins jusqu'à la fin de

l'ancien régime le monument essentiel à consulter pour l'étude que nous avons entreprise.

Il existe deux ordonnances de juin 1680 ; la première est applicable dans le ressort de la Cour des aides de Paris, la seconde dans le ressort de la Cour des aides de Rouen. Cette deuxième ordonnance est la moins importante, elle se caractérise spécialement par quelques droits particuliers et par la quotité plus élevée du droit de détail sur le vin qui est du quatrième et non du huitième.

Nous n'étudierons que la plus importante de ces deux ordonnances, c'est-à-dire celle qui est applicable à la Cour des aides de Paris ; nous donnons seulement à leur place l'énumération des droits d'aides perçus dans le ressort de la Cour de Rouen.

Le titre premier de l'ordonnance de juin 1680 comprend les droits d'entrée à Paris ; il fait plus que toute autre citation sentir la diversité des taxes s'appliquant à un muid de vin et la lourdeur de ces taxes une fois totalisées.

§ 2. — Titre des droits d'entrée.

Les droits d'entrée de Paris, y compris les 2 sols, les 8 sols de l'ancien et du nouveau barrage, les 45 sols des rivières, les 5 sols au bureau des pauvres, les 20 sols de l'hôpital général et augmentation, furent désormais levés sous le seul nom de droit d'entrée à raison de 18 livres par muid de vin entrant par eau,

15 livres pour chaque muid (1) de vin entrant par terre, 24 livres pour chaque muid de vin muscat, Coudrieux, d'Arbois, d'Espagne et autres vins de liqueurs arrivant à Paris tant par eau que par terre (2).

Le droit d'entrée à Paris était perçu d'une façon très stricte ; les futailles entamées payaient les droits à proportion de ce qui en restait, aucune déduction n'était permise sur le vin et autres boissons pour la provision du voiturier. Cependant une déduction d'un muid par 21 muids au moins était accordée pour lies et coulage, à condition que les 21 muids appartenissent à un même propriétaire (3).

Les vendanges se présentant aux barrières de Paris et recueillies dans l'étendue des paroisses et faux bourgs de Paris étaient taxées à raison de deux muids de vin par trois muids de vendanges, à moins que le fermier ne préférât lever l'impôt après l'entonnement, sur le pied des inventaires. Les mêmes droits étaient perçus sur le vin recueilli à l'intérieur des barrières dans le faux bourg, même dans les clos et jardins si ces vendanges entraient en ville. Il va sans dire que le vin consommé dans la maison d'habitation et venant d'un cru compris dans les barrières, était exempt du droit d'entrée (4).

(1) Le muid de Paris se divisait en 288 pintes et représentait une contenance de 268 litres 2144.

(2) Titre I, art. 1, Ord. 1680.

(3) Titre I, art. 2 et 3.

(4) Titre II, art. 1 et suiv

La perception des droits était assurée par la surveillance au lieu de production, sous forme d'inventaire dans les caves de tous les propriétaires.

Les commis des aides pouvaient faire des visites sans permission de justice ; en cas de refus d'ouverture de la cave, il était procédé d'office en présence de deux voisins ou eux dûment appelés.

Dans le but également d'éviter la contrebande et de faciliter la surveillance, il était défendu de tenir « magasin et étape de vin à moins de trois lieues de la ville à compter de l'extrémité des faux bourgs à peine de confiscation et de cent livres d'amende.

Le transport des boissons tant par eau que par terre, autrement qu'en muid, demi-muid, quart et huitième de muid était défendu à peine de 500 livres d'amende.

Des servitudes spéciales étaient imposées aux propriétaires de maisons et de jardins des faux bourgs. Ils étaient astreints dans les 15 jours de la promulgation de l'ordonnance à la clôture de leurs jardins. Défense leur était faite de faciliter le passage des contrebandiers à peine de 500 livres d'amende (1).

Les voituriers de terre et d'eau devaient charger leur vin de façon ostensible à peine de confiscation et être porteurs d'une lettre de voiture mentionnant le point de départ, le point d'arrivée, le nom du chargeur ainsi que celui du destinataire à peine de 100 livres d'amende.

(1) Titre IV, ord. 1680.

L'introduction des boissons à Paris ne pouvait se faire que par les portes suivantes : Portes de la Conférence, Saint-Bernard, Saint-Honoré, Montmartre, du Temple, Saint-Victor, Saint-Marcel, Saint-Jacques, Saint-Martin, Saint-Michel, des Carmes et du Roule, et à des heures comprises entre 5 heures du matin et 8 heures du soir en été, et entre 7 heures du matin et 3 heures du soir en hiver.

La base de l'impôt était la déclaration aux barrières ; le voiturier était tenu de déclarer le nom du propriétaire, le lieu du cru, le lieu du chargement, le lieu de la mise en cave, ainsi que la quantité de vin transporté (1).

Toute fausse déclaration entraînait la saisie de la quantité excédant celle portée dans la déclaration (2).

Le droit d'entrée s'appliquait à tous les vins, soit que ceux-ci fussent destinés à la consommation dans l'intérieur de Paris, soit qu'ils fussent déclarés pour le transit.

Étaient cependant exempts les vins destinés à l'exportation hors du royaume et accompagnés d'un acquit-à-caution (3).

Tous les sujets du roi habitant l'intérieur de Paris étaient sujets au droit d'entrée. Sauf les exceptions limitativement énumérées par l'article 11 du titre VI de l'ordonnance.

(1) Titre VII, art. I.

(2) Titre VII, art. II.

(3) Titre VII, art. V

Etaient exemptés du droit d'entrée :

Les officiers du Parlement, du grand Conseil, de la Chambre des comptes, de la Cour des aides, les secrétaires du roi (pour les premiers 5 sols seulement), les couvents, communautés, hôpitaux (1).

Le droit était payé au comptant ou à terme. Dans le premier cas on délivrait un congé au vu duquel le déchargement ou le chargement était autorisé. Dans le second cas on donnait aux parties un acquit-à-caution. Si l'acquit-à-caution n'était pas apuré dans le délai fixé, le fermier délivrait une contrainte exécutoire par elle-même.

Telles étaient les règles générales régissant le droit d'entrée à Paris ; nous devons ajouter, car c'est un principe en matière d'impôt sur les boissons, que toute quantité de boissons ou autres denrées circulant et soumises à un droit d'aides ou à un droit y joint était obligatoirement accompagnée d'un titre de mouvement dit « congé de remuage ». C'est là une règle d'une extrême importance qui ne souffrait aucune exception : ce congé accompagnait les marchandises en tout état de cause, même adressées à des privilégiés.

§ 3. — Titre des anciens et nouveaux cinq sols.

Les anciens et nouveaux cinq sols furent augmentés de quatre sols, les anciens cinq sols furent en plus augmentés de sept sols, soit au total 21 sols.

(1) Titre VII, art. XII.

Ces droits étaient perçus comme le précédent à l'entrée, tant sur le vin que sur les vendanges, à raison pour ces dernières de deux muids de vin par trois hectolitres de vendange ; à moins que le fermier ne préférât les lever sur le pied de l'inventaire un mois après les vendanges.

Les vendanges provenant de vignes situées sur une paroisse sujette au droit ne pouvaient être conduites dans une paroisse non sujette qu'après avoir acquitté le droit.

Il faut remarquer que ces droits étant des droits d'entrée étaient perçus autant de fois que les vins étaient conduits dans une paroisse pour y être vendus ou consommés. Cependant des vendanges pouvaient pénétrer dans un lieu sujet à la taxe et hors du domicile du propriétaire pour être travaillées sans payer de droits. Une déclaration mentionnant ces circonstances particulières était faite à la sortie et à l'entrée. Les parties souscrivaient une soumission cautionnée avec promesse de rapporter dans les quinze jours une quittance attestant le paiement des droits au domicile du propriétaire.

§ 4. — Titre du droit de gros.

Le droit de gros représentait avec le droit de détail les droits d'aides primitifs. Il était originairement du vingtième du prix de la vente. Colbert y avait joint un droit dit d'augmentation de 16 sols. En 1680, le droit de gros était devenu un droit spécifique.

Comme son nom l'indique il n'était perçu qu'autant que la boisson était l'objet d'un acte de commerce et que cet acte de commerce portait sur des quantités égales ou supérieures à la barrique. Toute vente ou échange de barrique, pipe, demi-queue et queue, demi-muid et muid était donc soumis au droit de gros.

La perception de ce droit était assurée non seulement par la surveillance à la circulation, mais aussi par la surveillance à la production.

A cet effet, il était procédé aux inventaires un mois après les vendanges dans les généralités de Paris, Soissons, Amiens, Châlons (1).

Les tonneaux étaient marqués et l'inventaire fait par deux commis au moins, en présence du propriétaire, du syndic ou d'un des marguilliers de la paroisse. La copie de l'inventaire était laissée au propriétaire et l'original paraphé sans frais dans le mois à peine de nullité (2).

Cette formalité de l'inventaire était d'ordre général comme celle du congé de remuage, elle s'appliquait à tous les propriétaires indistinctement privilégiés ou non, et qu'il fût question de vin destiné à la vente ou destiné à la consommation familiale.

La vente en gros étant faite nécessairement pour la première fois par le propriétaire récoltant, le droit de gros était toujours payé dès l'origine au lieu du cru, sauf exception.

(1) Titre III, art. I.

(2) Titre III, art. IV et suivants.

Pour assurer le paiement de l'impôt, obligation était faite au propriétaire de déclarer au fermier ou à son commis, ou, quand ces agents furent créés, au receveur buraliste, le jour, l'heure, la destination, et la valeur du vin vendu. Cette valeur comprenait le prix des fûtailles, les droits divers parmi lesquels les droits de gros précédemment payés, les frais de voiture.

En cas de soupçon de fausse déclaration, le fermier pouvait toujours acheter le vin pour la valeur déclarée.

Le droit de gros était perçu à chaque vente successive ; il devenait chaque fois plus pesant puisqu'il portait, s'il y avait lieu, sur tous les droits de gros antérieurs.

Le paiement des droits était fait au comptant avant l'enlèvement du vin, sauf une exception : les vins à destination de Paris, ou d'un lieu où le droit de détail avait cours voyageaient sous acquits-à-caution.

En 1680, le muid de vin arrivant à Paris par terre supportait à l'entrée un droit de gros de 40 sols ; s'il était du cru de l'héritage de ceux à qui il était destiné et qu'il arrivât par eau, il était exempt du droit de gros et augmentation sauf cependant dans le cas où le propriétaire était tavernier ou cabaretier.

§ 5. — Droit de détail.

Le droit de détail était originairement un droit *ad valorem*, il s'était transformé comme le droit de gros en droit spécifique.

Le droit de détail était plus ou moins élevé suivant que le vin était vendu à pot ou à assiette, ou pour parler plus clairement, suivant que le vin était débité seul ou débité avec d'autres aliments.

La différence de taxe était sensible ; chaque muid de vin vendu à pot payait 5 livres 8 sols ; vendu à assiette il payait 6 livres 15 sols. Ce tarif n'était pas général ; dans certaines généralités le droit était de beaucoup inférieur. Il était de 5 sols dans les élections d'Angoulême, Bourgueuf, Saintes, Cognac ; de 33 sols à Orléans, Reims, Laon, Saint-Dizier ; de 4 livres 3 sols à Coucy ; de 100 sols pour le vin vendu à pot, et de 7 livres pour le vin vendu à assiette, à Châlons ; de 33 sols à Bourges ; de 30 sols à Mézières ; de 33 sols à Réthel, etc.

Le droit de détail s'élevait à 15 livres par muid de vin muscat, de Frontignan et d'Espagne ; c'était donc un droit qui sans cesser d'être spécifique tenait jusqu'à un certain point compte de la valeur.

Tout vendeur de vin en détail était astreint, avant d'exercer son commerce, à faire au plus proche bureau une déclaration de commencer énonçant le vin qu'il avait l'intention de vendre, celui qu'il avait en sa possession, de plus si ce vin était du cru de son héritage ou d'achat et s'il entendait en faire la vente à pot ou à assiette.

Il était de plus tenu de mettre un bouchon ou enseigne à la porte de l'immeuble où devait se faire son débit.

Le vin était inventorié et marqué dans sa cave pour

la vente au détail. Pour faciliter le contrôle il était défendu au détaillant de posséder du vin en cave autrement qu'en muid ou demi-muid ; il ne pouvait, même pour sa consommation familiale, acheter du vin par cruche ou par pintes.

Par suite de la différence de taux entre les deux taxes de détail et de la difficulté qu'il y avait à prouver la vente du vin à assiette, tout vin tant du cru que d'achat, vendu d'une manière ou d'une autre, était présumé vendu à assiette pour le tout chez les débitants faisant ces deux sortes de ventes. Si le débitant ne vendait ordinairement qu'à pot, le fermier pouvait toujours essayer de prouver par preuve testimoniale (au besoin avec le témoignage des consommateurs) que le débitant vendait aussi à assiette.

Les commis pouvaient exercer les détaillants aussi fréquemment que bon leur semblait ; ils inventoriaient le vin, le marquaient, s'informaient du lieu d'achat, du prix et se faisaient représenter les congés.

Ils avaient droit de pénétrer dans les caves et magasins, même les dimanches et jours de fête ; par contre pour pénétrer dans le domicile privé, une autorisation de justice était nécessaire.

Dans la plupart des localités où se levait le droit de détail, le taux de ce droit était du huitième et même quelquefois bien inférieur au huitième. Dans d'autres localités le droit de détail s'élevait au quatrième avec des sols additionnels, dits parisis, sol et six deniers. Il

en était ainsi dans la généralité d'Amiens, dans l'élection de Bar-sur-Seine et de Pontoise. Cependant dans la généralité d'Amiens il existait quelques exceptions. On levait le huitième dans les villes d'Amiens et de Pontoise. A Abbeville, Montreuil, Doullens, St-Quentin, Péronne, on levait 27 sols 3 deniers par muid pour le vin vendu à pot et 33 sols 3 deniers s'il était vendu à assiette. Les obligations imposées aux débitants étaient les mêmes que dans les localités où le huitième avait cours.

§ 6. — **Droit annuel.**

Tout débitant de vin et autres boissons, ainsi que les marchands en gros de ces denrées étaient par le seul exercice de leur profession, soumis à un droit fixe payable chaque année (1). Son taux était de 8 livres pour les commerçants habitant les villes et de 5 livres 10 sols pour les commerçants exerçant dans les autres lieux.

§ 7. — **Droit dit de subvention.**

En plus du droit de gros, de détail et d'annuel, on levait encore sur les boissons dans le ressort de la Cour pes aides de Paris, un droit dit de subvention ; sa quotité était de 27 sols par muid de vin, 13 sols 6 deniers par muid de cidre et de 6 sols 9 deniers par muid de poiré.

(1) Etaient cependant exempts de l'annuel les débitants qui ne vendaient que du vin provenant de leurs propriétés et récolté par eux personnellement.

Perçu à l'entrée des villes, ce droit était en principe universel ; étaient cependant exempts les vins destinés à être vendus en détail à Lyon, Saint-Etienne, Mâcon, Bar-sur-Seine, Auxerre, Tonnerre, Joigny, Vézelay. Les bourgeois de Bourges ne payaient que 22 sols et ceux de Langres 18 sols seulement.

Aucun sujet du roi n'était exempt de ce droit, si ce n'est les secrétaires de la maison royale et de la couronne. Les nobles et ecclésiastiques jouissaient du même privilège, mais seulement pour les vins de leur cru et destiné à leur consommation.

Ce droit était perçu autant de fois que la boisson était transportée d'une paroisse sujette au droit dans une autre également sujette.

Les boissons destinées à une foire entraient en franchise : la subvention n'était alors perçue qu'en cas de vente. Était considérée comme vendue, toute boisson qui n'était pas remportée dans les trois jours.

Nous devons encore citer un droit de subvention par doublement qui était un droit d'exportation, ou d'importation de 54 sols par muid de vin, de 27 sols pour le cidre ; un autre droit de 5 livres 10 sols se levait sur l'eau-de-vie sortant d'un pays d'aides ou y entrant.

§ 8. — Droits sur l'eau-de-vie.

La législation de l'ancien régime concernant le régime des eaux-de-vie était très simple. Les règles générales en matière d'aides s'appliquaient aux pro-

priétaires distillateurs, aux marchands en gros et en détail d'eau-de-vie. Il existait en plus des règles spéciales : l'ordonnance édictait l'incompatibilité du métier de bouilleur, et de celui du marchand de vin en détail. Tout appareil servant à la distillation du vin trouvé chez un détaillant était confisqué. Par contre les métiers de marchand de vin en gros ou de propriétaire n'étaient pas incompatibles avec la profession de bouilleur.

Les droits d'aides étant toujours perçus à l'occasion d'une vente, les droits sur l'eau-de-vie n'auraient dû être levés qu'autant que le bouilleur faisait acte de commerce ; néanmoins, vu l'élévation des droits et la prime à la contrebande qui en était la conséquence, le législateur dut à la fois édicter certaines prescriptions spéciales à l'eau-de-vie en même temps qu'il admettait une présomption de vente dans certains cas, et que, successivement, il arrivait à taxer la consommation, indépendamment de toute vente, pourvu que cette consommation dépassât un certain forfait.

Toute personne même noble ou ecclésiastique qui voulait distiller et faire commerce d'eau-de-vie en gros ou en détail était tenue, outre la déclaration de commerce, de faire avant chaque fabrication une déclaration au bureau du fermier indiquant la quantité de vin qu'elle avait en sa possession, la quantité probable ainsi que la qualité des eaux-de-vie (simple, rectifiée ou double) qu'elle entendait produire. Cette déclaration était nécessaire même si la fabrication se faisait avec

des vins du cru du propriétaire. Les bouilleurs de plus devaient représenter aux commis les acquits et congés des vins qu'ils faisaient arriver chez eux (Déclaration de décembre 1687, janvier 1692, 1704, etc.), ouvrir leurs caves, celliers, maisons à toute réquisition des commis pour leur permettre de marquer et d'inventorier les vins et eaux-de-vie.

Une fois cette prise en charge accomplie, les commis étaient au courant de la vente de l'eau-de-vie par les déclarations des assujettis qu'ils contrôlaient par des visites et des recensements.

Les déclarations du 24 août 1728, les arrêts du conseil de 1740 et 1743 défendaient d'enlever de l'eau-de-vie par baril de 60 pintes et au-dessous, sans avoir déclaré la qualité du vendeur et de l'acheteur, la quantité d'eau-de-vie vendue, le lieu de destination, si elle était destinée à la vente au détail ou à la consommation de l'acheteur.

Toute personne qui voulait fabriquer de l'eau-de-vie, mais sans vouloir en faire commerce était astreinte aux mêmes obligations. Les bouilleurs de profession et les bouilleurs de cru étaient donc régis par les mêmes règles, sauf en ce qui concernait le droit d'annuel.

On sait que le droit d'annuel n'était pas dû par les débitants vendant exclusivement le vin de leur propriété. Il n'en était pas de même pour le bouilleur de cru. La jurisprudence avait admis que nombre d'abus qu'on ne saurait éviter pouvaient être la suite d'une to-

lérance fâcheuse, que d'ailleurs il était dangereux de donner un trop libre cours dans l'intérieur du royaume au commerce de l'eau-de-vie, qu'enfin de tout temps cette liqueur avait été considérée comme une des choses non nécessaires à la vie, dont même un usage immodéré deviendrait pernicieux et sur lequel par suite on ne pouvait trop rejeter le poids des impositions (Arrêts du Conseil, janv. 1708 ; Cour des aides, 26 août 1712 ; arrêt du Conseil, mai 1736, etc.). Par suite de cette considération, la jurisprudence avait astreint à l'annuel les bouilleurs de cru dont la production dépassait un demi-muid d'eau-de-vie. L'exemption de l'annuel pour les bouilleurs de cru, fabriquant moins d'un demi-muid ne peut être considéré comme un privilège, attendu que les textes étaient muets sur la question.

La ferme des aides était donc facilement à même de connaître et de suivre tous les mouvements de la matière imposable, puisque tous les bouilleurs étaient soumis aux exercices, même ceux qui ne fabriquaient pas pour la vente. Il est facile de comprendre que si la ferme s'en était tenue là, l'impôt eût été peu productif. Rien ne prouvait qu'un bouilleur de cru eût vendu les manquants que faisaient ressortir les recensements. Un arrêt du conseil du 24 février 1728 combla cette lacune en déclarant que les personnes qui fabriquaient ou faisaient passer chez elles des quantités de boissons dépassant leur consommation, eu égard à leur état, étaient assujetties au droit de détail et à toutes les formalités

prescrites. Cette assimilation des détenteurs de boissons aux commerçants était générale ; elle s'appliquait aussi pour les eaux-de-vie. De ce fait tout manquant constaté depuis la prise en charge et dépassant chez les bouilleurs de cru la consommation familiale était considéré comme vendu en détail et frappé du droit correspondant. Il va sans dire que chez les bouilleurs de profession, les commerçants en gros ou en détail, il n'était accordé aucune franchise ; simplement il était accordé aux marchands en gros (c'est-à-dire vendant de l'eau-de-vie par barils de 60 pintes et au-dessus) et ne vendant qu'en gros une déduction pour coulage d'un muid par 21 muids (Lettres patentes, août 1723 ; arrêt du Conseil, 8 juillet 1732).

Les bouilleurs ne pouvaient fabriquer de l'eau-de-vie qu'avec du vin. La déclaration du 24 janvier 1713, défendait à peine de trois mille livres d'amende et de confiscation de fabriquer de l'eau-de-vie avec de la mélasse, de la bière ou des grains. Une exception était faite en faveur de la Normandie et de la Bretagne, dans lesquelles l'eau-de-vie de cidre était autorisée, mais il était interdit de l'exporter hors de ces provinces. En Champagne on autorisait la fabrication de l'eau-de-vie avec le marc de raisin.

Cette obligation de ne fabriquer de l'eau-de-vie qu'avec du vin dura presque jusqu'à la fin de l'ancien régime. Un arrêt du Conseil du 21 juillet 1784 accorda la liberté de fabrication de l'eau-de-vie dans le but d'en favoriser l'exportation.

En résumé, les bouilleurs de toute catégorie, les marchands d'eau-de-vie en gros et en détail ne pouvaient fabriquer ou détenir que de l'eau-de-vie de vin. Le seul fait de cette fabrication ou de cette détention les astreignait dans tous les cas à une déclaration de commencer au bureau de la ferme.

Seul le bouilleur de cru ne faisant pas commerce de ses produits n'était pas tenu de faire cette déclaration. Par contre il devait, tout comme les bouilleurs de cru vendant leurs produits et les bouilleurs de profession, faire déclaration au bureau de la ferme de chaque opération de distillation. Il était exercé dans les mêmes conditions que les autres bouilleurs, seulement une quantité variable d'alcool destiné à sa propre consommation lui était allouée en franchise. Tout manquant excédant cette quantité était passible du droit de détail. Cette règle était générale. Les manquants excédant la déduction allouée pour coulage aux marchands en gros étaient supposés vendus en détail et frappés comme tels.

Les eaux-de-vie étaient frappées des mêmes espèces de droits que les vins, cidres et poirés (1). En 1680, le droit de subvention était fixé à 5 livres 8 sols par muid, les droits d'entrée à Paris, créés en 1640, s'élevaient à 45 livres par muid.

De plus, chaque muid d'eau-de-vie montant ou des-

(1) Le droit de gros pour l'eau-de-vie, sauf à Paris, était du vingtième (art. 4).

endant la Seine, supportait 6 livres 15 sols. Le droit de détail était de 15 livres (1). En étaient exempts les détaillants qui vendaient de l'eau-de-vie au coin des rues, sans magasin. Un édit de décembre 1686 porta ce droit de détail à 24 livres. Au total, un muid d'eau-de-vie payait en 1760 aux entrées de Paris, avec les droits perçus par la ferme générale, la ville de Paris, les hôpitaux, 103 livres 6 sols 4 deniers, l'eau-de-vie rectifiée était taxée 176 livres 12 sols ; l'esprit de vin 257 livres. Le degré alcoolique était constaté par les commis au moyen de l'aréomètre Cartier.

§ 9. — Droits sur la bière.

La bière était soumise aux droits généraux sur les boissons, et en plus à un droit dit de contrôle. De sorte que, à la différence de notre droit moderne qui, imposant la bière au lieu de production, laisse sa circulation libre, il était en 1680 perçu en plus du droit de contrôle s'élevant à 37 sols, 7 deniers à Paris et 30 dans les autres lieux, le droit de gros là où ce droit avait cours pour le vin et un droit de détail perçu dans les conditions ordinaires ; à Paris cependant le droit de contrôle seul était levé. Pour en faciliter la perception, les bacs, chaudières, etc., devaient être épalés et marqués par les commis.

(1) Les droits frappant l'eau-de-vie étaient toujours acquittés par le vendeur. Le titre de mouvement qui accompagnait l'alcool était donc un congé. Exceptionnellement un acquit-à-caution était délivré pour l'eau-de-vie destinée à l'exportation. A Paris le droit de 15 livres était compris dans le droit d'entrée.

Les brasseurs, indépendamment de la déclaration de commencer, devaient avertir les préposés de la ferme du jour et de l'heure où le feu était mis sous les chaudières. Les droits de contrôle étaient fixes, que la bière fût blanche, petite ou double alors que les droits de gros et de détail variaient d'après la qualité.

§ 10. — **Droits sur le cidre, poiré, et droits divers, dits droits adjoints.**

Le cidre supportait par muid un droit d'entrée de 35 sols, un droit de gros du vingtième, ainsi qu'un droit d'augmentation de 5 sols. Le droit de détail était égal à la moitié de celui qui frappait le vin. Le droit de détail du poiré égalait la moitié de celui du cidre, etc.

Ces divers droits furent dans la suite considérablement augmentés tant par la création de nouveaux sols par livre que par celle de nouveaux offices. En 1760, un muid de cidre payait à l'entrée de Paris 9 livres, 2 sols, 6 deniers ; le poiré payait 6 livres, 8 sols, 1 denier.

Comme droits joints aux aides par Colbert en 1663, nous pouvons citer le droit du Pont de Joigny qui était de 53 sols, 9 deniers par muid de vin, le droit de 45 sols des rivières et augmentation fixés à 3 livres par muid sur le vin montant ou descendant la Seine et ses affluents, le droit de 3 livres et 45 sols fixés à 7 livres qui se levait sur le vin du cru des villes et paroisses comprises dans les 8 lieues des rivières de Seine, Eure, Andelle et Iton, qui était transporté par charroi de l'Île de France et

Normandie en Picardie, le droit de 9 livres et 18 sols et augmentation réduits à 4 livres levé en Picardie.

§ 11. — **Droits adjoints aux aides et ne portant pas sur les boissons.**

Les droits d'aides et droits adjoints ne frappaient pas seulement les vins, cidres, poirés, bières et eaux-de-vie ; de leur universalité primitive ils conservaient une profonde empreinte.

Etaient encore soumis à la fin du ^{xvii}^e siècle (et cela jusqu'en 1791) au droit d'aide primitif le sol pour livre : le bois, le poisson, le bétail mort ou vif. Cette taxe du vingtième était perçue aux entrées de Saint-Denis, Corbeil, Lagny, Melun, Coulommiers, Compiègne, Senlis, Creil, Meaux, Beauvais, Amiens, etc. La perception était suspendue pendant la tenue des foires et marchés francs. Etaient exempts d'une façon permanente le bois, le bétail provenant des propriétés des bourgeois et destinés exclusivement à leur consommation (1).

A l'entrée de Paris ce droit avait été transformé en droit spécifique. Un bœuf était taxé 3 livres 4 sols, une vache 32 sols, un mouton 7 sols 6 deniers (2). Un porc vendu au marché supportait le sol par livre, plus deux sols d'augmentation, un sol et 6 deniers attribués aux jurés vendeurs, ainsi que 10 autres sols et 6 deniers. Au total 14 sols 12 deniers pour livre. Les droits furent

(1) Titre des droits de sol pour livre et augmentation aux entrées (art. I à VI).

(2) Titre des droits sur le bétail à pied fourché dans Paris.

fixés à forfait à 3 livres par porc par lettres patentes du 19 juillet 1729. C'était là le tarif applicable aux commerçants. Le bourgeois achetant un animal pour sa consommation personnelle, jouissait d'un tarif réduit de 40 sols par porc, de 12 sols 2 deniers par veau, etc.

Les droits sur le poisson étaient levés d'une façon très stricte. Tout envoi de poisson était accompagné de précautions aussi minutieuses que pour le vin et l'eau-de-vie.

Les tonneaux et barils dans lesquels le poisson était transporté étaient marqués de la marque du marchand auquel il était adressé. A chaque bureau le voiturier devait présenter sa lettre de voiture au commis, ou, en cas d'absence de ce dernier, au notaire du lieu. La voiture était menée directement aux halles où la lettre de voiture était visée par le fermier qui pouvait toujours pénétrer de jour et de nuit aux halles dont il possédait l'une des deux clés. Cette surveillance était complétée par l'exercice des hôtelleries, des maisons de marchands de gros et de détail.

Le bois était taxé à l'entrée de Paris même s'il passait en transit ; marqué au lieu d'origine, il ne pouvait être chargé ou déchargé qu'après contrôle et visite des commis.

Pour tous ces droits les règles générales s'appliquaient : le chargement d'un bateau ou d'une voiture de bois ou de poisson ne pouvait être fait qu'en présence d'un commis. Les denrées transportées étaient

toujours accompagnées d'un titre de mouvement qui était selon les cas soit un congé, soit un acquit-à-caution.

§ 12. — **Droit de banvin.**

Le droit de banvin maintenu et consacré par l'ordonnance de 1680 était un droit essentiellement féodal. Il consistait dans le droit qu'avait le seigneur de vendre seul son vin pendant une certaine période après les vendanges faites. Pendant cette période, variable d'un lieu dans un autre, le seigneur jouissait en réalité d'un véritable monopole. Peu à peu, sous l'influence de la législation fiscale, le banvin devint surtout le droit de vendre, durant le ban, du vin en exemption des droits de détail. Le monopole se compliquait d'une véritable prime accordée aux privilégiés.

Au ^{xvii}e siècle, le monopole ne s'exerçait plus que dans certaines conditions qui en diminuaient quelque peu la portée. Le droit de banvin n'était pas personnel, c'était un droit réel attaché à une terre particulière. Un roturier pouvait avoir droit de banvin s'il possédait une terre à laquelle ce droit était attaché, inversement un noble ne pouvait user de ce privilège si sa terre ne le lui conférait pas.

Le territoire dans lequel pouvait s'exercer le banvin était la paroisse ou se trouvait la maison seigneuriale de la terre privilégiée. Pour jouir de ce privilège il fallait prouver que la terre possédait le droit de banvin avant le 1^{er} avril 1560. Une fois cette preuve faite, les privilé-

giés étaient chaque année tenus de déclarer la quantité de vin recueilli dans la terre jouissant du droit de banvin ainsi que la situation de leurs vignes. Ils devaient subir la visite des commis qui chaque année marquaient et inventoriaient le vin, le tout à peine de déchéance de leur droit pour l'année.

Le banvin, comme son nom l'indique, était ouvert et fermé par un ban. Au xvii^e siècle le jour d'ouverture du ban était annoncé au prône de la paroisse et l'acte de publication devait être envoyé au fermier huit jours auparavant.

Le vin vendu pendant le banvin était exempt du droit de détail, à condition toutefois qu'il ne fût vendu que dans la maison seigneuriale, même si elle était séparée et éloignée du village ; de plus le vin ne pouvait être vendu que par le maître de la maison ou ses domestiques immédiats. Le droit de banvin ne pouvait être ni cédé, ni baillé à ferme en quelque manière que ce fût, ni exercé dans la maison, cave, cellier laissé au fermier pour son logement (1).

§ 13. — Droit de marque, sur le fer, l'acier.

L'origine de ces droits remonte à Charles VI qui par lettres patentes du 30 mai 1413 préleva à titre de droit domanial la dixième partie de ce qui se tirait des mines. La levée de ce droit domanial fut confirmée par l'édit

(1) Le banvin fut aboli pour tous particuliers, villes et paroisses par l'édit d'avril 1776.

sur les mines et minières de 1601. L'édit de février 1626, les arrêts du Conseil de 1635, 1659, 1675 aboutirent aux droits suivants.

Le quintal de fer supportait une taxe de 13 sols 6 deniers ; le quintal de « clincaillerie » grosse et petite, 18 sols ; le quintal d'acier 20 sols. Le quintal de minerai de fer, 3 sols 4 deniers et le quintal de fer en gueuse, 8 sols 9 deniers.

La perception de ces droits était assurée par la surveillance à la production. Les maîtres de forges devaient prévenir les commis de l'heure et du jour de la reprise du feu à peine de confiscation et de 300 livres d'amende.

Les gueuses étaient coulées dans des moules portant le numéro d'une série qui restait la même pour toute la durée du feu.

Le poids, le nombre de ces gueuses moulées étaient pris en charge par les commis des aides au compte du maître de forges.

Les droits sur le fer, la fonte etc., étaient d'ordre général. Aucune exemption n'était autorisée même pour les boulets, bombes et grenades destinés à l'armée et à la marine royales (arrêt du Conseil, 11 janvier 1648).

§ 14. — Droits de marque et de contrôle sur le papier.

Ces droits de marque et de contrôle du papier furent créés par un édit de juin 1633 ; le droit de marque cessa d'être perçu en 1669 dans le Limousin, en 1670 dans l'Auvergne, en 1671 dans la Normandie, Périgord, An-

goumois. A la fin du xvii^e siècle le fermier ne marquait plus le papier, mais continuait de lever le droit. Le droit de contrôle était d'un sol 4 deniers par rame. La perception de ces deux droits était assurée par la surveillance des moulins à papier ; ils avaient pour base la quantité produite pendant un trimestre, à moins que le fermier ne préférât l'abonnement.

Ces deux droits qui frappaient le papier quel qu'il fût et indépendamment de tout emploi ultérieur ne doit pas être confondu avec les droits sur le papier et le parchemin timbrés, réglementés par un titre spécial de l'ordonnance de 1680. Les droits sur le papier et parchemins timbrés furent dans la suite augmentés en 1690, 1748 et en 1771 (1).

SECTION II

La Normandie possédait une ordonnance spéciale, applicable dans le ressort de la Cour des aides de Rouen. Son principal caractère était la quotité du droit de détail qui était le double de celui des autres pays d'aides. Cette ordonnance portant la même date que celle applicable à la Cour des aides de Paris contenait un assez grand nombre de droits spéciaux (2), de sorte qu'en

(1) Ces droits sont d'une importance toute capitale. Cependant nous ne faisons que mentionner les droits de timbre qui, bien que renfermés dans l'Ordonnance de 1680 et perçus par la ferme des aides, ne peuvent être à aucun degré considérés comme des droits d'aides.

(2) Voici leur énumération d'après le *Bail* de Jacques de Force-

réalité la Normandie se trouvait être proportionnellement plus chargée de droits que les autres pays d'aides.

ville (1734) :

Droits d'entrée sur les vins, cidres et poirés entrant tant par eau que par terre à Rouen, soit pour y être consommés, soit en transit.

Droit de 9 livres et augmentation sur chaque tonneau de vin entrant à Dieppe, Havre, Caudebec, Quillebœuf, Honfleur, Fécamp, Saint-Vallery-en-Caux.

Droit de subsistance et octroi sur le vin et eaux-de-vie entrant à Dieppe.

Droit de gros sur le vin, poiré, gros et petit cidre, dans la ville et faux bourgs de Rouen.

Anciens et nouveaux 5 sols et augmentation fixés à 14 sols par muid de vin à l'entrée des bourgs et paroisses de Normandie.

Pied fourché du Cotentin uni aux aides en 1664 (confirmé par Edit, de mars 1733).

Droit de quatrième réduit au cinquième et augmentation sur vin, cidre et poiré en détail à pot et à assiette par déclaration du 20 mars 1714, arrêt du Cons., janvier 1726).

Droit de 5 sols par balle de pastel, de 4 deniers anciens, de deniers nouveaux, sur chaque 100 pesant apporté en la vicomté de Rouen, 10 sols sur chaque 100 pesant de toile blanche, etc., etc.

CHAPITRE VII

L'IMPÔT DES AIDES DE 1680 A 1791.

SECTION I. — Réglementation du droit de gros manquant, du droit d'annuel. — L'Exercice est généralisé en 1731. — Augmentation des droits d'aides. — Les droits rétablis.

L'ordonnance ou plutôt les deux ordonnances de juin 1680, sont le code même de l'impôt des aides, le texte fondamental auquel il faut toujours se reporter pour posséder une notion exacte de cet impôt si complexe, toutefois elle ne représentait pas l'ensemble des droits frappant les boissons, ni même la fin de l'évolution des aides.

Dès après la promulgation des ordonnances de 1680, la législation se perfectionne, devient plus précise, plus serrée, en même temps que plus libérale.

On se rappelle que tout récoltant était, d'après l'ordonnance de 1680, soumis au moment de la fabrication du vin, cidre, poiré, eau-de-vie à un inventaire dressé contradictoirement par les commis des fermes. Tout envoi de vin était accompagné d'un titre de mouvement, généralement un congé. La représentation des congés remplaçait celle des muids vendus. Mais cette règle très bonne pour les marchands en gros, l'était moins

pour le producteur ordinaire. Le vin consommé intérieurement n'était pas représenté par un titre de mouvement et tout vin manquant aux recensements postérieurs à l'inventaire pouvait être considéré comme consommé par le propriétaire ou vendu en fraude. L'Ordonnance de 1680 avait trouvé un moyen terme qui permit de concilier les droits du propriétaire récoltant tout en limitant autant que faire se pouvait le champ de la fraude : elle accordait la consommation en franchise d'un muid par charrue (1).

Une ordonnance de 1684 édicta que trois muids de vin seraient exempts de droits à titre de consommation familiale. Au-delà de trois muids et jusqu'à six muids, les droits étaient réduits de moitié ; ils étaient réduits d'un tiers de 6 muids jusqu'à 12 et ainsi de suite. Le droit de gros perçu à cette occasion était appelé gros manquant ou trop bu, puisque si les recensements faisaient ressortir par rapport aux prises en charge de l'inventaire des manquants supérieurs à 3 muids, le droit de gros était perçu de la manière ci-dessus indiquée alors même qu'en réalité, il n'eût été commis aucune fraude. En plus de cette déduction de trois muids, les vigneronns jouissaient d'une franchise de trois muids par charrue (2).

Les cultivateurs qui fabriquaient le cidre étaient tenus de faire une déclaration ; ils étaient soumis à l'exercice pendant 6 mois.

(1) Titre III, art. 12 et 13 de l'ordonnance de 1680.

(2) Déclaration du 4 mai 1688.

Un arrêt du 23 mars 1745 fixa le gros manquant pour le cidre dans les généralités de Paris, Amiens, Soissons, Châlons, au double des quantités accordées sur le vin pour la consommation des vigneron, soit 6 muids, plus 6 muids pour chaque charrue.

Le gros manquant était donc plus gênant par les visites qu'il occasionnait que par les charges qui en résultaient.

Vers la fin du xviii^e siècle, on accorda à certaines localités des franchises aussi larges que possible. C'est ainsi que les habitants de Montfort l'Amaury déclarèrent que la quantité accordée en franchise ne suffisait pas à leur boisson. Un arrêt du Conseil du 10 février 1761 leur donna satisfaction en déclarant que dans le cas où le préciput accordé aux vigneron par les règlements était de 3 muids, et de 3 muids par charrue, il leur serait accordé 12 muids au lieu de 6.

L'annuel fut dans le cours du xviii^e siècle aggravé, en même temps qu'il était rendu plus équitable. Supprimé à Paris par un arrêt d'octobre 1719, rétabli par arrêt du 29 mars 1721, d'après l'édit du 24 août 1728, l'annuel était désormais dû par tous particuliers, même non commerçants de profession, quand des quantités qu'ils avaient achetées pour leur provision ils vendaient pendant l'année au delà de 3 muids de vin et 6 muids de cidre et de poiré.

Les autres personnes qui n'avaient pas chez eux du vin d'achat pouvaient vendre en gros et en détail, en

exemption de l'annuel les vins, cidres, etc., provenant des héritages qu'ils faisaient valoir par leurs mains. Cette exemption n'existait, nous l'avons vu plus haut, pour les bouilleurs de cru que s'ils distillaient pour leur consommation seulement, c'est-à-dire un demi-muid et au-dessous.

L'annuel en 1728 fut rendu jusqu'à un certain point proportionnel à l'importance du commerce ; il fut dû autant de fois qu'il était vendu de liquides différents. Un commerçant en gros de Paris payait donc, s'il vendait du vin, de l'eau-de-vie et de la bière trois droits d'annuel, soit 24 livres au lieu de 8 livres.

Trois ans plus tard, la perception des aides devint singulièrement âpre et rigoureuse. Un arrêt du Conseil du 13 février 1731 prit une décision telle qu'on peut dire qu'elle fut la plus inconséquente, la moins prudente et la plus contraire au véritable esprit de l'impôt des aides de toutes celles édictées par les ordonnances, lettres patentes promulguées depuis 1360.

Seuls les débiteurs de boissons payaient les droits de détail. Cet arrêt de 1731 ordonna que désormais pour éviter les fraudes « tous particuliers, gens du commun des villes et lieux où les aides ont cours seront sujets au droit de détail comme les cabaretiers sur le vin et autres boissons qu'ils consomment au-delà de ce qui est nécessaire pour leur provision, eu égard à leur état, condition, famille et imposition à la taille et capitation ». La connaissance des contestations qui pouvaient naître était attribuée aux intendants.

A la suite de cet arrêt, la Cour des aides de Paris s'émut et présenta au roi un mémoire.

« L'arrêt du Conseil, disait-il, introduit dans toutes les maisons un commis aux aides sans assistance du juge, sans permission de justice et sans aucune formalité. Rien n'est plus contraire aux ordonnances anciennes et nouvelles et à la liberté publique ; c'est rendre les commis maîtres d'établir une recherche dangereuse qui deviendrait la source d'une infinité de procès soit civils, soit criminels. »

Le mémoire de la Cour des aides ajoutait « que dans une ville de 3 à 4.000 habitants, il s'en trouvera tout au plus 6 ou 12 qui se feront complices de la fraude des cabaretiers. Les 3 ou 4.000 autres individus ne peuvent être victimes des fautes d'une douzaine de coupables. »

« Et puis qui sera soumis aux visites ? Les gens du commun. Mais supposé même que l'arrêt ne comprenne nettement que les journaliers et les gens de basse qualité, on ne croit pas qu'il soit de la bonté et de la justice du roi de livrer ces personnes aux caprices et aux insultes des commis. Le roi est également le père de tous ses sujets et on peut même dire que plus ils sont dans une position vile et abjecte, plus ils ont lieu d'espérer sa protection. »

« D'ailleurs il était presque impossible de déterminer la quantité de boisson nécessaire à la consommation, « l'usage du vin surtout dans les pays où il est à bas prix est

commun aux journaliers de la ville et de la campagne, il leur est nécessaire pour soutenir leurs travaux ; si c'est le caprice du fermier qui en décide, tout sera assujetti aux droits ; la provision la plus nécessaire ne sera accordée qu'après des difficultés et des contestations sans fin. »

La Cour des aides protestait aussi contre l'attribution de compétence faite aux intendants et réclamait celle des élus, ordinaire en pareille matière.

Le 30 mai ce mémoire fut remis au cardinal Fleury, qui d'accord avec le contrôleur général déclara que l'intention de l'arrêt était seulement d'atteindre les gens du commun soupçonnés de fraude, que d'ailleurs le système devait être essayé pendant trois ans seulement, et rejeté si l'essai n'avait pas été satisfaisant. L'essai donna sans doute de bons résultats, car l'arrêt du 13 février 1731 ne fut jamais abrogé.

Une fois le droit d'annuel régleménté, le trop bu bien déterminé, l'exercice généralisé et rendu possible chez toute personne quelle qu'elle fut, la législation des aides reste immuable jusqu'à la fin en ce qui concerne du moins l'organisation même de l'impôt, car le taux des aides fut augmenté à diverses reprises dans le cours du XVIII^e siècle. Ajoutons à cela que nous ne donnerions qu'une idée inexacte des droits frappant les boissons et autres denrées à cette époque si nous omettions de mentionner certains autres droits qui n'étaient pas des droits d'aides.

Citons comme droits d'aides augmentés depuis 1680, les droits sur la bière, sur l'eau-de-vie dont le droit de détail fut porté à 24 livres par un édit de décembre 1686. Une déclaration du 3 mars 1705 met deux sols pour livre sur tous les droits d'aides. Ces deux sols furent suivis de deux autres sols pour livre (Déclarat. du 7 mai 1715).

Les droits sur le bois à bâtir établis à l'origine par édit d'août 1465, conservés en 1680, sont frappés de surtaxes par les édits de juin 1730, 1743. L'édit du 7 juin 1722 établit un sol pour livre sur le bois, poisson, bétail entrant à Paris et y soumet même le bois venant des forêts royales.

Les suifs et chandelles sont frappés d'un droit de barrage d'une livre par la déclaration du 11 septembre 1692 ; le poids le roi (1693), les doublements (Déclar. de juillet 1705, 1749, 1755) font monter les droits par 100 pesant jusqu'à 8 livres. Une ordonnance de juillet 1681 fixa définitivement à 3 livres par once d'or et 40 sols par marc d'argent, les droits sur l'or et l'argent mis en œuvre par les orfèvres, batteurs, tireurs d'or, établis pour la première fois par déclaration de mars 1672, augmentés par déclaration de février 1674.

Il existait en plus des droits de contrôleurs et d'essayeurs des ouvrages d'orfèvrerie (édits de janvier 1705, novembre 1707, janvier 1708), à raison de 24 sols par once d'or et de 16 sols par marc d'argent.

Les charges les plus pénibles aux contribuables des

grandes villes furent certes celles établies sur toutes les denrées à la suite de créations d'offices d'une utilité douteuse. Les droits rétablis restèrent une des taxes les plus impopulaires. L'édit de juin 1691, complété par l'édit d'avril 1696, les déclarations de septembre 1696, octobre 1708, rétablit les offices de courtiers jaugeurs sur les vins, cidres, eaux-de-vie ; un édit de 1705 crée des offices d'inspecteurs aux entrées sur les vins, non seulement à Paris, mais dans un assez grand nombre de villes (arrêt du Conseil de mai 1722, L. P. juillet 1722, D., août 1732, janvier 1738).

Il existait encore des inspecteurs de la police des vins, des vérificateurs de lettres de voitures (édit juin 1730, L. P. mars 1733) ; des contrôleurs et vendeurs de marée (édit déc. 1743) ; des inspecteurs de veaux, de porcs (édit juin 1730) dont les services enflaient beaucoup les droits d'aides proprement dits. Paris fut tout particulièrement frappé par ce pullulement d'offices auxquels s'ajoutaient les doublements et les sols additionnels, de sorte que l'établissement d'un bordereau des droits dus à Paris pour un muid de vin à l'entrée, assez simple en 1680, devient singulièrement compliqué en 1770.

Il est très important, quand on veut connaître les charges que supportaient les boissons, bétail, bois, etc., d'ajouter aux droits d'aides les droits divers perçus à l'entrée des villes.

En 1680, le droit d'entrée à Paris était en moyenne de quinze livres par muid de vin.

En 1770, un muid de vin destiné à un bourgeois et venu par terre, supportait 35 livres 0 sol 4 deniers ; les droits, s'il était venu par eau, montaient à 38 livres 12 sols 4 deniers.

Destiné à un marchand en gros ou en détail, le muid supportait 42 livres 8 sols 10 deniers s'il arrivait par terre et 46 livres 0 sol 10 deniers s'il arrivait par eau (1).

A ces mêmes époques, les droits sur les vins de liqueurs étaient à Paris de 61 livres 10 sols 10 deniers ; sur l'eau-de-vie ordinaire 103 livres 6 sols 4 deniers, sur l'eau-de-vie rectifiée 176 livres 12 sols ; sur l'esprit de vin 257 livres.

Le cidre, le poiré, la bière, boissons populaires et bon marché payaient respectivement 9 livres 2 sols 4 deniers ; 6 livres 8 sols 1 denier et 9 livres 15 sols 10 deniers (à Paris).

Tous ces tarifs étaient ceux de Paris ; mais les droits d'aides proprement dits sont très inférieurs aux différents chiffres que nous venons de donner. C'est ainsi qu'un muid de vin payait à l'entrée de Paris 35 livres 0 sol 4 deniers. Les droits d'aides proprement dits, c'est-à-dire ceux qui étaient perçus par la ferme générale et pour le compte du roi n'entraient dans le total que pour 24 livres. Les droits divers accordés à la ville

(1) Depuis 1688 il n'y avait plus aucun intérêt fiscal à distinguer les marchands en gros et en détail à Paris. Les droits de gros et de détail étant désormais réunis aux droits d'entrée.

de Paris s'élevaient à 8 livres 6 sols 4 deniers. Les hôpitaux étaient aussi propriétaires de sols additionnels montant à 2 livres 14 sols.

De même l'eau-de-vie simple payait à Paris (droits d'entrée, de gros, et de détail réunis) 60 livres 9 sols 7 deniers perçus par la ferme des aides ; 42 livres 16 sols 9 deniers étaient levés en plus pour le compte de la ville ; etc... (1).

SECTION II. — Droits de barrage. — Les aides sont augmentées pour la dernière fois par l'édit de novembre 1771.

A côté des droits rétablis (2) qui, nous le répétons, n'étaient pas des droits d'aides, il existait des droits de barrage, domaine et poids le roy, qui étaient des aides véritables perçues par la ferme générale et qui frappaient la presque totalité des marchandises, d'une manière assez légère il est vrai. Les objets taxés étaient divisés en classes ; ils étaient plus ou moins frappés

(1) Chiffres tirés de Jacques de la Bellande (*Traité des aides*).

(2) Ces droits si variés eurent une existence des plus mouvementées qui est assez bien résumée par Letrosne. « Les droits rétablis et droits des offices sur les ports portent non seulement sur les vins, mais aussi sur d'autres denrées aux entrées de Paris. Créés en 1688 par besoin, on créa à Paris une foule d'offices sur les ports, quais et halles. En 1717 ces offices furent supprimés, on les rétablit en 1723 et 1730 en leur attribuant les trois quarts des droits, le dernier quart fut éteint. Ce dernier quart fut rétabli en 1743 au profit du roi, on y a joint en 1743 4 sols pour livre et en 1747, 4 sols aussi sur les droits des officiers ; en 1759 on a supprimé ces offices, puis on les a prorogés en 1760 jusqu'en 1782, puis en 1788 » (Letrosne, *De l'administration provinciale et de la réforme de l'impôt*).

suivant l'espèce et la quantité transportée. Les marchandises ouvrées, draps, chapeaux, bas, étoffes de soie, soie filée, etc., étaient taxées à raison de 6 livres par chariot chargé de plus de 2.000 livres et plus et de 16 sols par charge de cheval.

Les matières brutes, soie en bourre, chanvre, lin, fer, plomb, cuivre étaient soumises à un tarif réduit de 2 livres et de 6 sols. Le même tarif s'appliquait aussi à une autre classe comprenant les marchandises les plus variées telles que fruits, tabac, miel, quincaillerie ; les droits de barrage étaient perçus à l'entrée de ville (Décl. 17 sept. 1692, juillet 1705, mai 1715).

Les droits d'aides et les divers sols additionnels, établis en 1705 et 1715 furent réunis par l'édit de novembre 1771 qui est le dernier texte législatif touchant au taux des aides. Cette unification, cette incorporation des sols pour livre n'était pas un progrès ; il s'agissait en réalité d'établir des surtaxes, la monarchie elle-même ne s'en cachait pas ; le préambule de l'édit, très long, est un aveu d'impuissance financière où elle expose sa politique et ne cache aucune de ses erreurs passées.

« Uniquement occupés au moment de la paix du désir de soulager nos peuples, nous nous sommes livrés au mouvement de notre affection paternelle en supprimant une partie des impositions que nous avons précédemment établies... L'espérance des ressources dans l'amélioration de nos revenus nous ont toujours arrêté dans le seul parti qu'il était convenable de prendre, cepen-

dant le temps qui s'est écoulé a apporté de nouveaux besoins. Il a fallu, pour faire face aux dépenses les plus indispensables, avoir recours chaque année à des emprunts ; les emprunts même n'ont pas suffi... Nous avons vu la dette de notre Etat augmenter dans une proportion vraiment effrayante ; enfin quand la confiance a été épuisée par l'usage trop étendu qu'on en avait fait, nous nous sommes trouvés dans la nécessité d'arrêter un désordre qui devenait plus grand de jour en jour et de prévenir la confusion dont toutes les parties de nos finances étaient menacées. »

La seule ressource de la royauté était l'augmentation des droits d'aides ; l'édit de 1771 établissait deux sols pour livre d'une manière absolument générale tant sur les aides que sur les octrois.

« Comme il y avait des droits (sols pour livre) qui n'étaient encore qu'à quatre, tandis que d'autres étaient à six, il a tout mis à huit ; ainsi tous les droits des fermes portent 8 sols en sus, non seulement les aides, droits rétablis, droits réservés, droits locaux, mais le domaine et tous les actes judiciaires ; il y a plus, ces huit sols ont été en même temps établis sur tous les octrois des villes, et sur tous les péages des villes. Cet édit est par sa généralité une des plus cruelles opérations qui aient été faites depuis un siècle (1). »

C'était de plus le dernier texte du pouvoir absolu légiférant sur les aides dont l'évolution longue de plusieurs siècles était dès ce moment terminée.

(1) Letrosne, *op. cit.*

CHAPITRE VIII

FONCTIONNEMENT DE L'IMPÔT DES AIDES.

Nous avons précédemment étudié les tarifs des aides, il nous reste maintenant à examiner les points suivants : 1° dans quelles localités ces impôts étaient-ils perçus ; 2° quelles personnes en étaient exemptes pour tout ou partie ; 3° quel était l'organe chargé de la perception de l'impôt.

SECTION I. — Généralités soumises aux aides.

Exemptions locales.

Les aides étaient perçues uniquement : 1° dans les généralités d'Alençon, d'Amiens, de Bourges, Caen, Châlons, la Rochelle (exception faite pour l'élection de Marennes), de Lyon, de Moulins (sauf l'élection de Guéret et de Combrailles), d'Orléans, de Paris, Poitiers, Rouen, Soissons et Tours.

2° Dans les élections d'Auxerre, Bar-sur-Seine, Mâcon, Angoulême, Bourganeuf.

Dans ces généralités et élections les droits d'aides étaient en principe généraux ; le droit de gros cependant n'était pas applicable partout : il existait des

exemptions locales qu'on opposait aux exemptions personnelles. Ces exemptions locales tenaient à des causes diverses : tantôt, et c'était le cas le plus fréquent, les villes s'étaient rédimées du gros ou de l'augmentation ou des deux à la fois ; tantôt cette exemption présentait le caractère d'une faveur royale tendant à récompenser une ville d'un acte ou d'un passé glorieux ; tantôt enfin ces franchises avaient été conservées et garanties par le roi au moment de l'annexion de ces villes à la France.

De toute manière une ville ne possédait jamais en matière d'aides de privilège général. L'exemption ne pouvait porter que sur les droits et taxes antérieurs aux lettres et déclarations accordant ce privilège (arrêts du Conseil, 28 mars 1713, 24 décembre 1717). De temps à autre la Cour des aides demandait la représentation de l'acte générateur du droit.

Les bourgeois d'Auxerre jouissaient du privilège pour le gros et huitième sur les vins du cru vendu dans le lieu de leur domicile ; par contre des lettres patentes de mars 1754 les soumettaient au droit de contrôle sur la bière, au droit de gros et huitième sur la bière et l'eau-de-vie.

Les habitants du Catelet jouissaient de l'exemption des anciens droits d'aides pour 50 muids par an (arr. Cons., avril 1725). Ce privilège était beaucoup plus étendu et plus restreint que le précédent puisque tous les habitants en profitaient et non plus seulement les

bourgeois et que d'autre part la quantité de boissons à consommer en franchise était strictement limité.

Les habitants de Rocroy, Sedan, Mousson, Charleville jouissaient de l'exemption des mêmes droits, mais sans limitation d'aucune sorte.

Les habitants de Chaumont ne devaient que l'augmentation du gros, mais non le gros lui-même. Le privilège ne portait que sur les vins provenant de leurs propriétés recueillis hors du territoire de leur ville.

A Doullens on ne levait que le droit d'augmentation sur les vins ; par contre le gros avait cours sur l'eau-de-vie.

Certaines villes du Nord, comme Boulogne, Marquis, Hons, Huissens, Hacquilliers, Étaples, Calais, Ardres, Guignes jouissaient de privilèges encore plus étendus ; ni le gros, ni l'augmentation n'y avaient cours, même sur les eaux-de-vie.

Beaucoup d'autres villes possédaient des privilèges analogues avec des modalités diverses portant soit sur le gros, soit sur l'augmentation.

Voici leur liste complète : Dreux, Fontainebleau, Joigny, Langres, Laon, Lyon, Mâcon, Mantes, Mézières, Montargis, Montereau, Mousson, Orléans, Péronne, Pont-d'Arche, Réthel (et Donchery), Rocroy, Roy, Saint-Dizier, Saint-Germain, Saint-Quentin, Sedan, Sens, Troyes, Vaucouleurs, Vézelay, Villeneuve-le-Roi, Vincennes, Vitry.

SECTION II. — **Privilèges personnels.**

Tous les sujets du roi, habitant dans les généralités et élections d'aides étaient soumis aux droits sur les boissons, sauf les exceptions limitativement énumérées par les édits, ordonnances, lettres patentes.

Les privilèges personnels concernant les droits de gros étaient assez nombreux et assez larges ; ils étaient plus rares, et strictement déterminés quant aux conditions de leur exercice en matière de droit de détail.

§ 1. — **Exemptions du droit de gros (1).**

Le droit de gros à l'encontre du droit d'entrée et des anciens et nouveaux 5 sols ne s'appliquait pas à d'assez nombreuses catégories de personnes.

Etaient exempts du droit de gros :

1° Les 12 et 25 marchands privilégiés qui pouvaient faire entrer à Paris 10.000 muids de vin en franchise.

2° Les ecclésiastiques pour les vins du cru de leur bénéfice et de leur titre sacerdotal seulement (2).

3° Les économes établis par le roi pendant la régale.

4° Le vin donné en paiement par les curés primitifs

(1) Titre IX, art. 1 à 8, Ord. 1680.

(2) Le titre sacerdotal était un bien destiné à subvenir à la nourriture et à l'entretien de celui qui voulait entrer dans les ordres à défaut de bénéfice. Il était originairement fixé par les canons.

aux vicaires perpétuels pour leur portion congrue, pourvu que le vin fût du cru de leur bénéfice.

5° Les nobles, officiers des Cours de Paris, secrétaires d'Etat, officiers de la Maison et de la Couronne.

Les officiers des Cours souveraines de Paris et de Rouen (c'est-à-dire pour Paris le Parlement, le grand Conseil, la Cour des Comptes, la Cour des aides, la Cour des monnaies) étaient par contre assujettis au droit d'augmentation et à la plus grande partie des droits d'entrée.

Pour jouir de leur privilège les officiers de la maison du roi devaient être des commensaux, c'est-à-dire être attachés à la personne même du roi. Les officiers simplement domestiques, c'est-à-dire les officiers de la vannerie, de l'ouvèterie, de la fauconnerie, etc., n'y avaient pas droit (arr. Cour des aides, 15 mars 1673, 3 septembre 1678).

L'officier commensal pour être privilégié ne devait accomplir aucun acte dérogeant. Il fallait de plus qu'il fût compris dans les états envoyés chaque année à la Cour des aides, qu'il reçût 60 livres de gages au moins et fit réellement un service « actuel ».

La règle générale, absolue pour être privilégié du droit de gros ou d'entrée à Paris (1) était l'inscription du privilégié sur un état annuel qui fixait l'étendue du privilège, c'est-à-dire la quantité de vin pouvant

(1) Ou à Rouen.

entrer en franchise. L'Ecole militaire, les Invalides, les hôpitaux étaient exempts de tout droit d'entrée pour une quantité de vin fixée chaque année de cette manière. Les congrégations et leurs diverses maisons jouissaient aussi de ce régime. Le nombre des congrégations et autres privilégiés n'était pas fixe : en théorie il pouvait varier chaque année ; en fait il était à près immuable.

Au milieu du XVIII^e siècle, il y avait à Paris 65 congrégations exemptes (ou leurs filiales) sur un chiffre total de 75 établissements privilégiés, mais les communautés n'étaient exemptées que des droits principaux, mais non des 4 sols par livre.

Voici quelques exemples de privilèges.

	Entrées à Paris Muets	Pont de Joigny Muets
Hôpital général	2.000	2.000
Hôtel-Dieu	1.200	1.200
Invalides	3.000	3.000
Jésuites (Rue St-Jacques) . . .	300	300
— St-Antoine	100	100
— Faubourg St-Germain . . .	100	100
Théatins	40	20
Religieuses de l'abbaye au Bois .	30	»
Chartreux	200	100
Carmes de la place Maubert . .	140	70
Augustins de Picpus	30	néant
Abbaye de Ste-Geneviève-du-Mont.	100	»
Curé du Roule, etc	6	» (1)

(1) V. Jacques de la Bellande, *Traité des aides*, 1760.

La totalité des muids entrant en franchise s'élevait pour les hôpitaux, invalides, congrégations à 11.421 muids (entrées de Paris) et 9,225 (Pont de Joigny).

En résumé les congrégations religieuses étaient astreintes : 1° à la plupart des droits d'origine récente tels que le doublement, droits de courtiers-jaugeurs, sols pour livre, etc. ; 2° au droit plein pour les quantités de vin dépassant le maximum prévu par l'état remis à la Cour des aides.

En 1760, elles ne payaient avec le régime de faveur qu'un droit réduit de 12 livres 4 sols 4 deniers par muid.

§ 2. — Exemptions au droit de détail.

Etaient exempts du droit de détail :

1° Les secrétaires du roi, de la maison ou de la couronne actuellement en fonctions ou n'étant plus en fonctions, mais ayant 20 ans de services.

Etaient également exemptes leurs veuves non remariées.

Leur privilège consistait à vendre du vin de leur cru dans leur maison d'habitation seulement à huis coupé et pot renversé pendant les trimestres janvier, février, mars, et juillet, août, septembre.

Pour profiter de leur privilège, cette première catégorie de personnes devait faire chaque année une déclaration mentionnant la situation de leurs vignes, leur su-

perficie, la quantité de vin recueillie ; enfin la maison d'habitation devait être située à Paris.

2° Les 12 et 25 marchands privilégiés pour 10.000 muids.

3° Les archers de la ville de Paris pour une quantité de 4.000 muids à condition de demeurer à Paris et d'exercer ce privilège dans leur maison seulement.

4° Les suisses de la garde du roi au nombre de 13, y compris le clerc du guet, avaient le privilège de vendre en détail 150 muids dans leurs maisons d'habitation. Dix d'entre eux ne pouvaient exercer leur droit que dans les rues Montmartre et Montorgueil, les deux autres au faubourg Saint-Honoré, le dernier au faubourg Saint-Antoine.

5° Les six suisses du duc de Valois, de la princesse d'Orléans, du prince de Condé, chacun pour 50 muids (1).

6° Les étapiers ;

7° Les maîtres de poste et seulement pour le vin qu'ils vendaient aux postillons.

Toutes personnes non comprises dans cette énumération, et vendant du vin en détail, même les nobles, ecclésiastiques, officiers des Cours souveraines étaient soumis au droit de détail.

(1) Titre IX, art. 4 à 9, ordonnance 1680. Les privilèges des suisses et des archers de la ville de Paris disparurent peu de temps après l'ordonnance de 1680, lors de la réunion des droits de gros et de détail dans Paris aux droits d'entrée (édit août 1717. Arrêts du Conseil, 16 nov. 1688, août 1714, février 1721, août 1723).

SECTION III. — Organes chargés de la perception des droits d'aides. — La ferme des aides. — Les sous-fermes. — Directeurs et commis des aides.

§ 1

La perception des droits d'aides avait lieu comme toutes les contributions indirectes de l'ancien régime, sous la forme de l'affermage.

De tout temps les aides avaient été mises en ferme : avant 1604 les fermiers des aides étaient très nombreux : certaines de leurs fermes ne s'élevaient qu'à quelques dizaines de livres. En 1604 toutes ces fermes d'importance très diverse furent réunies en un seul bail général donné séparément des autres fermes royales. Cette indépendance du bail des aides dura un peu plus d'un demi-siècle ; la royauté trouva alors plus avantageux de réunir la ferme des aides au bail général des fermes, ce qui fut fait par le bail passé avec Rouvelin le 25 septembre 1663 ; la ferme des aides en fut distraite par les baux passés avec Dufresnoy en 1674 et avec Charrière en 1687. Elle fut réunie à nouveau aux autres fermes par le bail passé cette même année au fermier général Dommergue. Depuis cette époque elle n'a jamais été séparée du bail général, de sorte qu'il n'y eut depuis 1687, au sens administratif du mot, qu'un seul fermier général ; cependant on employait couramment les mots *ferme générale des aides*, alors que celle-ci n'était qu'une

sous-ferme. Quoi qu'il en soit, la ferme des aides elle-même était divisée en sous-fermes comprenant généralement une élection. Les sous-fermes des aides disparurent au XVIII^e siècle. Elles furent supprimées à partir du bail d'Henriet (octobre 1756).

La ferme des aides régit alors directement les droits d'aides, sauf les droits de marque sur l'or et l'argent, droits de contrôle sur la bière qui continuèrent d'être sous-fermés.

L'évolution normale, la conséquence logique de cette unification progressive devait être la suppression de la ferme générale elle-même qui fut par arrêt de règlement du 9 janvier 1780 remplacée par trois Compagnies comprenant : 1^o la ferme générale chargée des traites et des douanes ; 2^o la régie générale chargée de tous les droits dits d'exercice, exigés soit à la production, la vente et la consommation des boissons ; 3^o l'administration générale des domaines. Désormais la ferme des aides était remplacée par une régie intéressée comprenant 25 intéressés ou régisseurs. Les émoluments des régisseurs divisés en 25 sols ou parts d'intérêt étaient composés d'une attribution fixe et d'une part progressive. Chaque sol était de 1.100.000 livres dont 900.000 portaient intérêt à 5 0/0 et les 200.000 restant à 7 0/0. Ce dernier capital était remboursable à la volonté du roi. La rétribution fixe s'élevait à 30.000 qui, multiplié par 25, donnait un total de 750.000. Les intérêts des avances

formaient une charge pour le Trésor royal de 1.475.000 livres (1).

Par ailleurs le Trésor royal était débité de 27.500.000 livres dont 24.500.000 étaient remboursables dans l'année. Malgré ces charges les aides (2) rapportaient en 1786 au Trésor royal 21.743.620 livres.

Du fait qu'il n'existait qu'un fermier général en titre et qu'un seul bail, il découlait nécessairement que les fermes les plus différentes étaient régies par les mêmes règles en ce qui concernait soit les modes d'adjudications, soit les privilèges, les voies d'exécution du roi contre les fermiers, des fermiers contre les sous-fermiers et tous rapports de droit pouvant exister entre les contribuables et les adjudicataires.

Nous indiquerons donc succinctement les modes d'adjudications des fermes, les obligations et les droits des fermiers, nous donnerons ensuite l'énumération des principaux agents préposés au recouvrement des droits d'aides.

§ 2

La réglementation de l'adjudication et des conséquences juridiques entraînées par l'adjudication est

(1) Voir les antécédents et motifs de la transformation des fermes en régie : *Encyclopédie méthodique*, V^e *Fermes*. — Necker, *Administration des finances*, 1784, t. I, p. 134 et suiv.

(2) C'est-à-dire les impôts perçus par la régie générale. Une partie des droits d'aides était désormais perçue par la ferme générale des traites, une autre partie, très importante (les droits de timbre), était levée par l'administration générale des domaines.

contenue dans deux documents qui sont l'ordonnance de juillet 1681 concernant les octrois, et renfermant un titre commun pour toutes les fermes ; la deuxième source est le bail général de cinq grosses fermes contenant également un titre commun et des articles d'importance variable que les circonstances spéciales à chaque bail rendaient nécessaires.

L'adjudication des fermes était précédée de certaines formalités : il devait être dressé au Conseil six mois avant l'expiration des baux des fermes des affiches contenant les conditions, la durée des baux qui devaient être renouvelés et les affiches devaient être envoyées à tous les bureaux des finances des généralités dans l'étendue desquelles ces droits devaient être perçus.

Ces mêmes affiches étaient publiées aux lieux accoutumés trois mois avant l'expiration des baux, ainsi qu'aux portes du Louvre à trois jours différents de Conseil.

L'adjudication était au dernier et plus offrant enchérisseur, après quoi une nouvelle publication avait lieu en l'audience du Conseil ou une nouvelle enchère pouvait être reçue.

L'acte d'adjudication était signé au greffe du Conseil par le bénéficiaire ou son représentant et par les cautions.

L'adjudication pure et simple était terminée et aucune surenchère ne pouvait être postérieurement valable si elle n'était faite par tiercement. Après le

tiercement, nulle enchère n'était possible si elle n'égalait pas elle-même trois fois le tiercement.

L'adjudication des sous-fermes était faite par le titulaire du bail général en présence d'un commissaire nommé par arrêt du conseil. La sous-ferme était donnée au dernier et plus offrant enchérisseur après trois publications.

Un arrêt du Conseil du 25 février 1687 permettait aux sous-fermiers de faire des arrière-baux par généralités, élections, départements, villes et seigneuries.

Pour pouvoir être fermier général ou sous-fermier certaines conditions étaient nécessaires.

Seuls les sujets du roi, catholiques, apostoliques et romains pouvaient être admis dans les fermes ou sous-fermes de droit soit comme adjudicataires, soit comme intéressés.

Il était défendu à tous autres d'y prendre part à peine de confiscation de la somme par eux versée, dont un tiers était attribué au dénonciateur et de 50.000 livres d'amende pour les fermiers qui les avaient admis comme associés.

De même, seuls les sujets du roi catholiques pouvaient être pris comme employés, commis, receveurs, etc. ; à part cette condition les fermiers et sous-fermiers pouvaient intéresser aux fermes toute personne quelle qu'elle fût, et pour telle portion qu'ils jugeaient à propos, à charge pour eux de conserver un tiers au moins de la part qu'ils avaient prise dans les baux.

Pour permettre la vérification de ces diverses conditions, les sous-fermiers donnaient au Conseil un état certifié de tous les associés de leurs sous-fermes avec le montant de leur part.

§ 3

Le fermier général et les sous-fermiers qui lui étaient subrogés une fois adjudicataires étaient chargés de certaines obligations et jouissaient de certains droits et privilèges.

Ces diverses charges et obligations dérivait soit d'un texte émanant de la royauté agissant comme puissance publique, soit du bail général : elles avaient alors un caractère contractuel.

Les charges contractuelles n'étaient jamais très élevées et variaient naturellement d'un bail à l'autre.

Le fermier général Carlier (19 août 1726) devait payer outre le prix de son bail aux propriétaires des offices de clercs, questeurs et commissaires aux caves dont la finance n'aurait pas été liquidée, deux quartiers de l'intérêt de la dite finance.

A l'engagiste des aides de Corbie. . . 4.000 livres.

Aux R. P. Jésuites établis à La Flèche et à Rennes 10.000 »

Au colonel des 100 Suisses . . . 3.650 »

A 20 bouchers privilégiés, chacun . 300 »

A 16 charcutiers privilégiés, chacun. 200 »

Au maire et échevin de Saint-Quen-

tin, chacun 600 livres.

Pour la moitié de l'octroi de 5 sols
par muid réunis à la ferme des aides
en 1669 (arr. du Cons. 1689, 1676), à
l'entrepreneur de la manufacture de
Boufflers 2.000 »

Au receveur général des finances de
Paris (Droits d'entrées réunis à la ferme
générale en 1712). 17.490 »

Au receveur des octrois de Saint-
Denis 1.600 »

Au receveur de l'Hôtel-Dieu . . . 8.000 »

— des tailles 4.996 »

Aux engagistes des anciens droits
d'aides de Romorantin (Droits réunis
à la ferme générale), L. P. mars 1723. 12.000 »

Indépendamment de ces charges contractuelles qui
étaient plus ou moins étendues, le fermier général était
en outre tenu de verser le douzième du prix de la ferme
à la caisse de l'épargne le premier de chaque mois, de
rendre ses comptes en recette et en dépense au Conseil
deux ans après la fin de chaque année et à la Chambre
des comptes après l'expiration de la troisième année.
Le Conseil du roi jouait donc le même rôle que notre
direction de la comptabilité publique moderne. Mais
l'efficacité du contrôle était bien amoindrie et bien
différente : la reddition des pièces justificatives était
trop tardive. L'inconvénient était grave quand l'année

à vérifier était la dernière d'un bail et que le fermier n'était plus en fonctions depuis deux ans déjà : l'arrêt de la Cour ne pouvait être rendu que la quatrième année de la gestion !

Il ne faut pas cependant s'exagérer les inconvénients de la comptabilité publique à cette époque : ce sont là des défauts de détail.

La monarchie était fortement armée contre le fermier et jouissait de privilèges spéciaux. L'article 1^{er} de l'édit d'août 1669 donnait au roi la préférence sur les officiers, comptables, fermiers généraux et particuliers et autres ayant le maniement de ses deniers et qui en étaient redevables, tant sur les deniers comptants que sur ceux provenant de la vente des meubles sur eux saisis, sans concurrence, ni contribution, nonobstant toute saisie précédente (à l'exception des frais funéraires et autres privilèges, des droits du marchand qui réclamait sa marchandise non payée dans les délais de la coutume et du propriétaire des villes sur les meubles pour 6 mois de loyer échu).

L'article 3 donnait au roi un privilège portant sur le prix des immeubles acquis après l'entrée en fonction du comptable, ce privilège était primé par celui du vendeur et du bailleur de fonds dont les deniers avaient été employés pour l'acquisition de l'immeuble.

De plus tous les biens immeubles acquis avant le maniement des deniers publics étaient frappés d'une hypothèque au profit du roi (art. 4).

Ces privilèges et hypothèques joints aux cautions et aux certificateurs de cautions étaient plus que suffisantes pour garantir efficacement le Trésor contre l'insolvabilité du fermier, insolvabilité qui ne pouvait dépasser le douzième du prix annuel de la ferme.

D'ailleurs, en cas d'inexécution du bail, le roi pouvait toujours résilier le contrat et bailler la ferme aux risques et périls du fermier défaillant. Le conseil, de son côté, pouvait décerner contrainte exécutoire de plein droit contre le fermier en retard.

§ 4

De leur côté, le fermier général, les sous-fermiers jouissaient de droits exorbitants du droit commun, de droits généralement attachés à la puissance publique qui n'étaient autres que ceux possédés par le roi et concédés par lui.

Les fermiers possédaient contre les sous-fermiers, et les sous-fermiers contre les commis, les mêmes droits, actions, privilèges, hypothèques, droits de contrainte et de poursuite que ceux dont le roi était armé contre eux.

Les fermiers pouvaient décerner contrainte contre les procureurs et commis mis en demeure de compter et de payer.

Contre les redevables les fermiers et sous-fermiers, s'ils avaient fait crédit des droits, avaient un droit de préférence sur les meubles à l'encontre de tous créan-

ciers. Dans le cas d'instance de préférence entre les fermiers et sous-fermiers d'un bail précédent et ceux du bail courant, ceux du bail courant venaient par préférence à ceux du bail précédent, à moins que la saisie n'ait été faite avant l'expiration du bail, auquel cas ils venaient en concurrence.

Les droits et actions des fermiers et sous-fermiers se prescrivaient par 5 ans à compter de l'expiration du bail.

Les fermiers ne jouissaient pas seulement de pouvoirs délégués par la puissance publique, ils possédaient de plus de véritables privilèges, exemption de taille, curatelle, tutelle, logement des gens de guerre (art. 11, ord. juillet 1684). Le métier de fermier n'était pas regardé comme avilissant, et les nobles ne dérogeaient pas par la qualité de fermier, sous-fermier et commis des fermes (arr. C. des aides déc. 1676, arr. du Cons., 25 févr. 1720).

Le fermier général avait enfin le droit de lever pour son compte tous les impôts dont la nomenclature était comprise dans le bail.

Chaque droit ou taxe à percevoir était accompagné des textes, édits, ordonnances, lettres patentes ayant créé ces droits et en ayant autorisé la perception.

Ces droits étaient classés par espèces dans chacune des 5 grosses fermes dont la réunion formait le bail général (1).

(1) Voir le bail de Jacques de Forceville qui est le plus complet (1732), *Bibl. nat.*

L'adjudicataire du bail était mis en possession des maisons, bâtiments, corps de garde, greniers, dépôts, navires, barques, etc., bois, sels, fers, papiers, poids, mesures de son prédécesseur.

Les menues réparations des immeubles lui incombaient. Les objets mobiliers étaient inventoriés à son entrée en jouissance.

Le fermier tenait du bail le droit de posséder des chaloupes armées à l'embouchure des rivières (à charge par lui de remettre tous les 6 mois à l'amirauté les noms de ceux qui les montaient), de mettre des barrières partout où cela était nécessaire, de louer toutes maisons qu'il jugeait utile (que le propriétaire y fût ou non consentant), sauf celles occupées par le propriétaire.

Le fermier général possédait donc des obligations, des privilèges, des droits. Un élément de perturbation venait s'y ajouter en matière d'aides, nous voulons parler des privilèges. Les privilèges pouvaient, en théorie, s'étendre à l'infini ; il suffisait que le Conseil inscrivît un nom, une ville, une communauté religieuse sur un état annuel, pour que le fermier vît ses bénéfices diminuer dans d'appréciables proportions.

Le roi qui dans son bail promettait de n'apporter aucun trouble de jouissance en engageant sa parole, avait résolu aisément la difficulté.

Un chapitre du bail sous la rubrique indemnités prévoyait le cas, et il était rendu compte à l'adjudicataire, dans les états arrêtés au Conseil, des vins entrant à Paris

ou passant au pont de Joigny, ou entrant dans les villes de Dieppe, Rouen, le Havre, etc., destinés à la consommation des hôpitaux, maisons religieuses compris dans cet état.

Il était de plus accordé des indemnités pour les droits faisant partie de la ferme générale qui cependant avaient été donnés pour partie à des fermiers particuliers.

§ 5

Le fermier des aides tenait du roi le droit de lever les taxes et impôts limitativement énumérés par son bail. Il était entièrement maître de son bail ; selon qu'il était rusé ou âpre, suivant surtout l'état de la récolte, suivant les mœurs des populations et la topographie des lieux, il pouvait porter ses efforts soit sur la diminution de la contrebande, soit sur le développement de la consommation ; il pouvait toujours modérer les droits, faire des remises à propos, développer le système des acquits-à-caution ou au contraire s'en tenir au congé. Souvent aussi, et la commodité de l'institution la rendait d'un usage fréquent, les fermiers et sous-fermiers des aides contractaient des abonnements avec les assujettis.

L'abonnement était prévu et autorisé par l'article 1^{er} du titre VII de l'ordonnance de Paris et du titre XX de l'ordonnance de Rouen. L'abonnement était un contrat par lequel le redevable s'engageait à payer une somme fixe ou variable qui le libérait des droits normalement exigibles.

On distinguait l'abonnement au muid toujours établi dans le but de favoriser la consommation, et l'abonnement à l'année établi indépendamment des quantités vendues. L'abonnement à l'année était surtout employé pour les petits détaillants habitant les lieux écartés et difficiles à surveiller.

Les abonnements, qu'ils fussent au muid ou à l'année, étaient obligatoires et irrévocables, tant à l'égard des abonnés que des fermiers, pourvu toutefois qu'ils fussent passés par écrit et conclus par le sous-fermier lui-même.

Le directeur des aides pouvait bien contracter des abonnements, mais ils étaient alors révocables à volonté de la part du sous-fermier (1) (à moins bien entendu que le directeur n'ait eu une procuration formelle)

Par le seul fait de ce contrat les abonnés ne cessaient pas d'être soumis aux exercices (arr. Cons., 2 décembre 1732) et devaient la taxe d'abonnement pour l'année entière (art. 7, titre VII, ord. 1680), sauf en cas d'abonnement par muid (art. 8).

Les fermiers des aides n'étaient pas libres de contracter des abonnements en tous lieux ; ils ne le pouvaient faire dans les trois lieues limitrophes des généralités qui ne faisaient pas partie de leurs fermes, cette facilité accordée aux redevables pouvant ruiner le revenu du fermier riverain.

(1) Cour des aides de Rouen, 26 avril 1742.

§ 6

L'administration des aides comprenait deux ordres d'agents différents. En premier lieu le service sédentaire, c'est-à-dire dans chaque élection un directeur, un receveur général, des receveurs particuliers, des buralistes.

Le service actif comprenait des contrôleurs sédentaires, des contrôleurs ambulants à pied et à cheval, des commis aux exercices à pied et à cheval. Cette organisation du service, très ingénieuse, est d'ailleurs toujours la nôtre. Les attributions de ces divers agents étaient également les mêmes qu'actuellement.

Le directeur des aides était chargé de représenter le sous-fermier en tout ce qui concernait la perception des droits d'aides; à cette fin il recevait du sous-fermier une procuration conçue en termes généraux, mais cette procuration générale ne lui permettait pas de conclure définitivement certains contrats spéciaux comme les abonnements.

Comme chef de service, il était chargé d'éclairer les employés subalternes, de faire faire les inventaires, de constater les produits, d'en envoyer les états à la Compagnie des fermiers, de tenir une comptabilité qui pût servir de contrôle au journal de recette et de dépense du receveur général de l'élection, de veiller à la reddition des comptes de ce receveur et des receveurs particuliers, de décerner contrainte pour le paiement des

droits, de faire toutes poursuites et diligences nécessaires contre les redevables.

Enfin il donnait le mouvement et l'ordre à toute sa circonscription qu'il stimulait au besoin par des inspections.

Le receveur général était chargé de centraliser dans ses écritures les opérations décrites dans les livres élémentaires tenus par les receveurs particuliers et les buralistes ; il faisait directement recette des droits levés dans le chef-lieu de la direction, et était en même temps garde-magasin des impressions timbrées, acquits, congés.

Au-dessous de lui et sous ses ordres, les receveurs particuliers dans les villes importantes, les buralistes dans les paroisses agissaient comme le receveur général dans le chef-lieu de la direction.

Une différence existait entre les receveurs particuliers et les buralistes : en ce que les premiers avaient un traitement fixe et les seconds une remise qui ne pouvait dépasser 400 livres (arrêt du Cons., 3 février 1705).

Les receveurs buralistes, aujourd'hui la cheville ouvrière de notre régime fiscal en matière de boissons, n'apparurent que très tard sous l'ancien régime. Leur création au début du XVIII^e siècle constitua une sensible amélioration ; ils évitaient aux contribuables une perte de temps en même temps qu'ils pouvaient conseiller utilement les commis dans la répression de la fraude.

Les habitants des bourgs et villages devaient nommer un des plus solvables d'entre eux pour recevoir les déclarations et les droits vendus en gros. Le fermier leur payait 6 deniers pour livre de la recette (Arrêt du Cons., 13 août 1709, mai 1723), Bail Carlier, chap. CCCCXV, etc.

Les receveurs buralistes et particuliers possédaient deux registres : un pour les entrées, et un second pour les droits de gros et droits y joints : ils inscrivaient sur leurs registres et dans tous les cas la quantité de vin et d'eau-de-vie transportée, le nom du vendeur, de l'acheteur, du voiturier, les numéros des fûts, etc. Tous les deux mois ils envoyaient à la direction un état de leur recette.

Le service actif était représenté par des contrôleurs ambulants de nombre variable suivant l'étendue et l'importance des directions, ils contrôlaient le travail des commis aux exercices, examinaient leurs portatifs, vérifiaient les registres des buralistes, faisaient des enquêtes sur les diminutions ou les augmentations des produits, etc.

Les commis, au nombre de deux dans chaque département (toute direction était divisée en départements), étaient chargés de tenir leurs portatifs, d'exercer les débitants, etc. (1).

(1) Les commis aux entrées étaient tenus de mettre à la porte de leurs bureaux un tableau contenant la nomenclature des droits perçus par la ferme. A l'intérieur du bureau un tableau plus complet était apposé qui mentionnait les tarifs.

Les procès-verbaux affirmés en justice par deux commis dans les délais, étaient crus jusqu'à inscription de faux. Chaque commis pouvait être armé (1) et faire telle visite, que bon lui semblait dans les magasins, boutiques, hôtelleries.

En cas d'opposition, il pouvait faire ouvrir de force avec ordonnance du juge, ou en son absence, en présence de deux témoins qui signaient le procès-verbal. Les commis pouvaient également faire des visites dans les maisons des ecclésiastiques, nobles, bourgeois, notables, mais seulement avec la permission écrite d'un officier royal (en général l'écu).

Il leur était interdit de pénétrer dans les couvents de femmes. En principe, ils devaient se contenter de l'état mentionnant la quantité de boissons, certifiée exacte par l'abbesse. S'il y avait doute, tantôt les juges royaux, tantôt l'autorité ecclésiastique pouvaient autoriser les visites, enfin en cas de fraude ou d'urgence, aucune de ces formalités n'était nécessaire.

Les commis tout comme les fermiers jouissaient de privilèges : exemption de tutelle, curatelle, logement des gens de guerre, de guet, de garde et autres charges publiques. Leurs appointements considérés comme pension alimentaire n'étaient pas saisissables (art. 14, ord. 1681). Ils jouissaient enfin de l'exemption de la taille, s'ils n'y avaient pas été imposés avant leur com-

(1) Ils avaient le privilège de porter l'épée.

mission, et s'ils y étaient déjà imposés ne pouvaient plus être augmentés qu'à raison de leurs immeubles acquis de leurs deniers depuis leur entrée en fonction.

Par contre la législation se montrait sévère à leur égard.

Leurs malversations, si elles égalaient ou dépassaient 3.000 livres, étaient punies de la peine de mort, et au-dessous de 3.000 livres étaient punies de telles peines arbitraires qu'il plaisait au juge d'infliger (Décl. mai 1690).

Les falsifications, altérations de pièces ou registres étaient punies de la peine de mort (Edit mars 1860, ord. juillet 1681).

Enfin les préposés à la recette qui avaient des intelligences avec les contribuables et facilitaient la fraude étaient passibles de la peine des galères pour 9 ans (Décl. août 1715 ; arr. C. des aides, 8 juin 1750).

§ 7

Le bail général des fermes, et par suite celui de la ferme des aides était adjudgé pour une durée variable.

Pendant le xvii^e siècle on trouve des baux durant 6 ans, d'autres 9 ou 10 ans ; au xviii^e siècle les baux ne dépassent guère 8 ans ; le bail de Forceville dura 4 ans seulement, celui d'Alaterre 6 ans, celui de Prévot 6 ans. Un des derniers baux (régie intéressée) fut adjudgé à Laurent David le 27 mars 1780 pour 8 ans. Ajoutons

qu'il était rare que le bail fût accordé deux fois au même titulaire : il y en a cependant quelques exemples. Laurent David fut deux fois fermier (ou pour mieux dire une fois fermier et la seconde fois régisseur); au xvii^e siècle, M. Jehan de la Ruelle posséda deux fois un bail de 6 ans en 1619 et en 1625.

CHAPITRE IX

L'IMPÔT DES AIDES ET L'ESPRIT DE RÉFORME AUX XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES.

SECTION I. — Tentatives de réformes administratives à la fin du XVII^e siècle.

Les idées de réformes de l'administration en matière d'aides furent timides. Sans doute Colbert désirait remanier assez profondément cet impôt, mais il n'a laissé sur cette question que quelques lignes très générales, et assez vagues. Il eut été tout puissant qu'il eût sans doute modéré et unifié les droits d'aides : car l'idée dominante qui lui était chère était l'unité ; il a espéré, et en cela il a échoué presque complètement, faire disparaître ce qu'avait de disparate le système d'impôts indirects de l'ancien régime. En matière d'aides, nous l'avons vu plus haut, il s'est borné à codifier les textes, ordonnances, édits, déclarations du xvi^e et de la première moitié du xvi^e siècle ; il a, sans doute, essayé de fondre ensemble certains droits que les nécessités financières avaient créés sans vue d'ensemble ; mais cette fusion n'a pas été poussée très loin : les droits d'aides sont aussi nombreux après lui qu'auparavant, et cette codification, si elle présente bien l'avantage maté-

riel de trouver les principaux droits dans un même texte, n'est pas à proprement parler une simplification.

Par ailleurs Colbert fit quelques tentatives de réforme. La première grosse difficulté, celle qui en matière de boissons soulevait des contestations sans fin, était la diversité des récipients. Il n'y avait pas de jauge fixe, même dans l'intérieur d'une élection : d'où nécessité pour les commis de vérifier chaque fois la contenance des fûts, ce qui occasionnait des retards et surtout des erreurs nombreuses ; il est en effet assez délicat de vérifier directement une barrique ; or les commis ne pouvaient guère se servir de bâtons de jauge avec des récipients trop variés. Aussi Colbert et ses successeurs encouragèrent-ils les tentatives d'unification des intendants dans les généralités. En 1682, Colbert écrit à l'intendant de Poitiers (1) :

« Pour réponse à votre lettre du 6 de ce mois, la difficulté que vous trouvez sur la jauge de tous les fûts des vins qui se débitent dans le Poitou mérite assurément une application particulière pour régler la contenance de ces fûts. Je sais bien que cette difficulté peut donner lieu à beaucoup de vexations de la part des commis, mais aussi il sera bien difficile de parvenir à un bon règlement sur ce sujet autrement qu'en réglant la contenance de tous les fûts d'une province et en la rendant uniforme par un règlement général de police qui pour-

(1) Lettre à M. de Marillac (24 janv. 1682).

rait être enregistré dans le parlement et dans la Cour des aides et ensuite exécuté dans toute la province.

« S'il y avait des raisons qui puissent empêcher cette uniformité de fûts, il faudrait au moins le rendre le plus universel qu'il serait possible, parce que si dans chaque canton, il se trouve des fûts différents, il est impossible que ces différentes jauges qui en seront faites en toute occasion et pour lesquels il faudra avoir recours aux élus et aux experts, il est impossible que cela ne cause de grande difficulté à la perception des droits du roi. »

Ces idées de réforme ne reçurent aucun commencement d'exécution. Quatre ans après la mort de Colbert, la variété des mesures était très grande : ainsi en Normandie certaines mesures n'étaient employées que pendant une partie de l'année : à Lisieux, d'octobre à mars, on se servait de barils contenant trente pots ; dans la généralité voisine de Caen, la seule mesure de détail était la pinte d'Arques qui variait dans chaque endroit, les autres mesures pour la vente en gros étaient représentées par des vaisseaux de 300, 600, 800 pots et même d'autres tellement volumineux qu'ils passaient pour immeubles (1) !

Enfin, en 1687, les trois intendants des généralités de Normandie s'entendirent pour unifier leurs mande-

(1) Voir lettres du fermier, 20 novembre 1687 ; de l'intendant, M. de Bouville, 21 janvier 1688 ; de M. Gourgue, intendant, 12 novembre 1688.

ments et usages sur le pied d'une jurisprudence semblable (1).

En 1688 (2), le contrôleur général envoya aux intendants des pays d'aides une circulaire importante : « Le roi a rendu un arrêt pour faire cesser toute contestation sur l'excédent de jauge, chaque intendant doit en conséquence faire une enquête sur les coutumes locales, les règlements de police, la contenance des vaisseaux de toute nature et les statuts des maîtres tonneliers pour la fabrication des vaisseaux, indiquer le rapport des anciennes avec les nouvelles et leur utilité respective, enfin signaler la jauge la plus convenable à établir pour le commerce de la province, sans qu'il en résulte un trop grand préjudice pour les particuliers détenteurs des anciennes mesures et le moyen de régler la fabrication et la marque des mesures ainsi que les peines à infliger au contrefacteur. »

La réforme imposée aux intendants ne visait qu'à établir l'unité de jauge dans la généralité de chacun d'eux. Les intendants d'une même province étaient libres de faire des règlements concertés : c'était chose permise et même recommandée.

Il ne semble pas que ces mesures aient eu un grand résultat ; il paraît même, si nous en croyons Jacques de la Bellande, que ces diverses dispositions amorcées par

(1) Lettre du contrôleur général à M. de Bouville, intendant d'Alençon (19 juin 1687).

(2) Lettre de février 1688.

Colbert et tentées par son successeur, n'ont pas eu de suite « par les difficultés sans doute insurmontables qu'on a rencontrées dans l'exécution. Ainsi les choses sont toujours restées dans le même état ou plutôt comme un désordre auquel on ne remédie point accroit nécessairement le nombre et la variation des mesures a encore augmenté » (1).

La deuxième difficulté de la perception des aides était la suivante : les droits de gros et de détail étaient dans les campagnes *ad valorem* ; or comment fixer cette valeur à laquelle s'appliquera le tarif légal ? Se contentera-t-on de la déclaration du contribuable rectifiée au besoin par l'appréciation de l'administration ? En cas de désaccord, on procédait au moyen de l'expertise ; l'affaire était portée en première instance devant les élus, en appel devant la Cour des aides.

Cette question du prix des boissons était un véritable nid à procès. Pour faire cesser cet état de choses, le prix des boissons fut fixé d'autorité administrativement : telle fut la méthode employée dans le ressort de la Cour des aides de Paris, qu'on appliqua quelque temps après à la Normandie.

« J'entends souvent des plaintes qui viennent en Normandie sur la levée des droits d'aides sur les vins et les aides et les plaintes sont toujours sur les vexations que l'on prétend que les fermiers font à cause que

(1) *Traité des aides*, 1760.

le prix de ces deux boissons n'est pas fixé comme dans l'étendue de la Cour de Paris (1). »

Colbert conseillait qu'on fixât désormais le prix du cidre en Normandie « afin que les peuples sachent précisément ce qu'ils doivent payer ». Il n'en était pas de même pour le vin qui restait soumis au régime antérieur, attendu que c'était une boisson « extraordinaire » en Normandie.

Ce furent là les deux essais de réforme, dont le dernier seul réussit, que la monarchie ait jamais tentés en matière d'aides ; encore faut-il remarquer que la seconde réforme qui eût été fort importante au xvi^e siècle, ne présentait qu'un médiocre intérêt à une époque où presque tous les droits d'aides, même les droits de détail, étaient spécifiques, sauf dans le plat pays.

SECTION II. — L'impôt des aides et les économistes au XVIII^e siècle.

L'impôt des aides produisait en 1682, 22.112.000 livres ; le produit fléchissait légèrement les années suivantes. En 1687, les aides tombent à 21.760.000, en 1690, 21.000.000 livres. En 1727 elles montent à 32.000.000 de livres, s'abaissent à 28.000.000 en 1738 ; remontent en 1761 à 32.400.000 ; dès ce moment leur hausse est rapide, en 1768 elles atteignent 34.963.000 ;

(1) Lettre de Colbert à M. Le Blanc, intendant à Rouen (18 novembre 1678).

en 1784 Necker donne comme chiffre pour les aides et droits analogues 51.500.000.

Cet accroissement était dû pour la majeure partie à une augmentation du taux de l'impôt notamment jusqu'en 1771. Une seconde cause était, à n'en pas douter, le développement de la richesse publique, car l'augmentation produite par les 4 sols pour livres en 1705 et 1715, par une surtaxe sur les droits de timbre de 1748 ne put à elle seule donner le chiffre de près de 35 millions atteint en 1768 ; encore bien moins les sols additionnels établis en 1771 peuvent-ils expliquer le chiffre de 51.500.000 livres de 1784. Là-dessus l'impôt sur les boissons rapportait 21 millions de livres environ ; mais il ne faut pas oublier que des droits d'octrois, des sols additionnels levés pour les hôpitaux, les droits les plus variés établis à la suite de la création d'offices venaient augmenter quelquefois d'un tiers les droits d'aides ; le peuple, surtout celui des villes, confondait les uns et les autres ; aussi pouvons-nous dire que les aides jouissaient au XVIII^e siècle avec les gabelles, beaucoup moins qu'elles cependant, du triste privilège d'être un des impôts les plus détestés des contribuables. Aussi dès la fin du XVII^e siècle les aides étaient vigoureusement attaquées, leur décadence était commencée.

§ 1. — Vauban.

Vauban et Boisguillebert en matières économiques et financières furent deux grands précurseurs, mais si

Boisguillebert s'est abondamment étendu sur le sujet qui nous intéresse, il n'en fut pas de même de Vauban qui l'a à peine effleuré. Tout au plus trouve-t-on quelques lignes dans un projet de capitation qu'il écrivit en 1694. Ce passage ne contient aucune critique particulière de l'impôt des aides, mais seulement un projet de réforme qui, peut-être, a inspiré celui du comte de Boulainvilliers.

Vauban estimait qu'il y avait en France 80.000 cabarets environ et que chacun d'eux vendait au moins 10 muids, il proposait en conséquence de mettre sur chaque muid de vin vendu en détail une taxe fixe de 10 livres, ce qui ne revenait qu'à 9 deniers la pinte ; il admettait, l'un portant l'autre, que cette taxe de remplacement produirait un revenu de 8.000.000 de livres. Les aides si inégales et si compliquées étaient abrogées.

Ce projet est intéressant, mais il avait le défaut d'être un peu simple. Tout d'abord il laissait exempt sans raison aucune la vente en gros ; en second lieu il ne tenait aucun compte de la valeur de la denrée taxée, or le prix des vins de consommation locale allait de 20 à 40 livres, jusqu'à 60 livres. Ce nouveau droit aurait été tantôt la moitié, tantôt le quart ou le sixième du prix : de toute manière il était plus lourd que le droit de détail qu'il remplaçait ; enfin aucune distinction n'était faite relativement à la population du lieu du domicile de l'assujetti. Cette esquisse était cependant curieuse à

signaler : c'est le premier projet de réforme écrit sur cette matière.

§ 2. — Boisguillebert.

A l'inverse de Vauban, Boisguillebert écrivit abondamment contre les aides : il met dans ses attaques une certaine passion, qui, si elle doit mettre en garde contre ses affirmations, empêche néanmoins la répétition de ses idées d'être par trop fastidieuse. Il a la persévérance des faiseurs de projets, accable le contrôleur général de lettres, de mémoires, encouragé qu'il est par une tolérante bienveillance, jusqu'au jour où, exaspéré par cette pluie de conseils, le contrôleur général le pria fort sèchement de s'occuper plus de son métier et moins de la chose publique.

Bien que ce zèle intempérant, sa ferme croyance en ses plans, une certaine naïveté qui perce dans les endroits les plus dogmatiques, fassent un peu sourire, il n'en reste pas moins que Boisguillebert fut le premier qui mena campagne contre l'élévation des droits sur les boissons, essayant d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation économique que la conduite des finances avait, selon lui, créée. Personne mieux que lui n'a défendu cette cause, malgré certaines exagérations, et dans l'ensemble il a dégagé sur cette question la plupart des idées dominantes.

Analysée, la doctrine de Boisguillebert (si ce mot n'est pas trop pompeux) se réduit à l'idée suivante :

l'impôt des aides a ruiné la majeure partie des viticulteurs français, entraînant comme une inévitable conséquence une diminution de la richesse du royaume et par suite une diminution des revenus du roi. Sur le remède possible ses idées sont flottantes et contradictoires ; tantôt il demande à ce qu'on remette le tarif des aides à ce qu'il était avant 1660, tantôt il demande la suppression complète de cet impôt.

Le premier document que nous ayons de lui est une lettre au contrôleur général du 20 juin 1704, où il expose l'état des vignobles de l'élection de Mantes. « Je me donne l'honneur de vous envoyer la vue figurée de l'élection de Mantes à l'égard des vignes et des vins. Quoique l'abandon des premières ne soit que de moitié, comme l'on a négligé la culture de ce qui reste, le produit sur le tout est diminué au moins sur quinze parts quatorze ainsi que vous le verrez par la comparaison de l'octroi en 1661 et le prix qu'il l'est aujourd'hui. Si la meilleure situation de l'univers a souffert le sort des terroirs les plus stériles par l'abandon de fonds du plus grand rapport, ce n'est point l'effet du hasard ou d'une cause surnaturelle, c'est une suite certaine de la conduite qu'on a tenue à leur égard. » L'avisement des prix, la crise vinicole sont des conséquences fatales de l'élévation du taux des aides : tel est le leit-motif qui revient sans cesse chez Boisguillebert, telle est la proposition qu'il s'efforce de démontrer à l'aide de faits précis, à l'aide de la méthode d'observation. Il préten-

dait que la consommation pouvait absorber la totalité de la production vinicole française, mais que par suite des tarifs renchérissant le prix de vente, il s'était produit une contraction importante dans la demande, contraction qui laissait toutes les denrées au lieu de production, avilissait les prix et privait les propriétaires de tout bénéfice ; mais le mal ne s'était point arrêté là ; l'impossibilité de cultiver la vigne sans perte avait obligé une grande partie des producteurs à arracher tout ou partie de leurs vignes ; les peuples et le roi perdaient donc chaque année davantage, les premiers une partie de leurs revenus, le second une partie de ses impôts faute d'un impôt bien conditionné.

Ces idées n'étaient pas *a priori*, ni des aphorismes qu'il posait comme évidents, loin de là, il étayait son argumentation sur des faits d'expérience, d'observation journalière, qui ne se sont portés que sur une partie très restreinte des pays d'aides : l'élection de Mantes.

Il soutient « que depuis trente ans, le vignoble de l'élection de Mantes, qui était en ce temps-là composé de 15.000 arpents, est réduit à la moitié au plus, dont il y a le tiers qui manque de la culture et engrais nécessaires. Il y a plusieurs causes de cette décadence : la cessation ou l'extrême diminution du commerce des vins aux pays étrangers et dans les provinces de Normandie et de Picardie, les droits excessifs qui se perçoivent aux entrées des villes de ces deux provinces et

ceux de la vente en détail. Le droit de 7 livres par muid sur les vins qui passent les rivières de Seine, Eure, Iton, Andelle, pour être transportés par charroi dans les provinces de Normandie et Picardie, et encore la diminution et l'extrême pauvreté des peuples. De là vient que les vins périssent sur le chantier où ils ont été entonnés pendant que l'on fait vingt et trente lieues dans la Normandie et Picardie, surtout dans les basses parties de ces provinces sans y trouver une bouteille de vin.

On sait que ces deux provinces, surtout la Normandie, étaient placées sous un régime plus pénible que les autres pays d'aides ; enfin Boisguillebert ne s'est attaché qu'à l'élection de Mantes. Ce sont là deux considérations qu'il ne faut pas oublier, sous peine d'avoir une vue d'ensemble inexacte. Les affirmations de Boisguillebert ne sauraient s'appliquer à des provinces autres que celles par lui indiquées, ce qui leur enlève une partie de leur intérêt et de leur force. Nous devons reconnaître que le fait de ne pas trouver beaucoup de vin, surtout à cette époque, dans un pays de cidre, ne nous paraît pas très concluant et pour cause !

Le droit de 7 livres qui frappait les importations de vins en Picardie produisait une quarantaine de mille livres. Selon notre auteur, « ces 40.000 livres ont fait diminuer les revenus de Sa Majesté dans l'élection enfermée dans les quatre rivières Eure, Iton, Andelle, Seine, de plus de 300.000 livres par an en tailles, aides et sel ; en outre cela diminue du tiers le revenu des dites élec-

tions : ce ne sont pas les gros droits qui font les grosses fermes, mais bien le grand débit des marchandises.

« Les octrois de la ville de Mantes se perçoivent uniquement sur les vins qui passent par eau ; ils produisaient il y a quarante ans 6 à 7.000 livres et ils ont été récemment adjugés 420 livres. On peut juger par là du malheureux état où l'élection de Mantes est réduite. »

Dans un mémoire envoyé le 2 décembre 1704, il écrit plus énergiquement encore : les peuples ne peuvent rien payer que par la vente de leurs « denrées, cependant toutes sortes de choses sont présentement du fumier ».

Non content d'écrire lui-même, il envoie aussi les productions d'autrui. Un sieur Lemoine-Belisle, président d'un grenier à sel, avait écrit un mémoire sur « les raisons pour lesquelles les vignes sont si à charge de notre temps ».

Boisguillebert le soumet au contrôleur le 28 décembre 1704.

« Autrefois les vignes étaient d'un grand profit parce qu'il n'y avait pas ou peu d'impôts sur les vins, le débit s'en faisait plus abondamment tant en gros qu'en détail, mais depuis l'on a pris à tâche de les surcharger d'une infinité de droits qui excèdent de beaucoup leur valeur, de sorte qu'on ne doit pas s'étonner si aujourd'hui il y a si peu de vignes là où il y en avait beaucoup autrefois. Le ruineux abandonnement du vin ne s'est pas fait tout d'un coup et l'on ne s'est pas aperçu d'abord du préju-

dice qu'il a causé, car les particuliers qui arrachaient les vignes, trouvaient de quoi se dédommager par la fertilité des fonds, lesquels étant engraisés de longue main, donnaient une quantité prodigieuse de bon grain sur un ou deux labours... Ensuite les engrais de ces fonds étant épuisés et les propriétaires n'ayant ni le moyen, ni le dessein de les remettre en vignes, ils sont restés en friche ou n'ont pu donner de grains médiocres et mauvais que de quatre années l'une. Le nombre des vignes étant considérablement diminué et le produit des fonds presque anéanti, les gens qui y trouvaient avant leur subsistance ont été bientôt réduits à une extrême pauvreté, ce qui a obligé de diminuer les tailles des vignobles de manière que tel village se trouve avoir payé 2.000 livres qui n'en paie pas plus de 600 livres.

Le roi perdait ainsi d'un côté ce qu'il pensait gagner de l'autre, pendant que le pays s'appauvissait : du côté de Vernon, des vignes valant autrefois 1.000 livres l'arpent ne valaient plus que 500 livres. En effet les vignes ne rapportaient plus rien à leurs propriétaires ; il fallait 40 livres pour les façonner, 24 livres pour le fumier, autant pour l'échaladage, plus les frais de vendange, soit 12 livres, au total 88 livres, alors que l'arpent ne donnait en moyenne que 6 muids, à un prix qui souvent ne dépassait pas 20 livres ; avec le prix des futailles 4 livres, l'annuel à payer, la vigne était une culture à perte.

Cette situation économique qui ruine le pays et le roi est due aux aides. Une seule espèce de gens gagne à leur maintien, ce sont les fermiers et les commis ; contre eux Boisguillebert s'acharne et n'a pas de traits trop acérés.

Dans une lettre du 26 novembre 1705, il écrit « que pour les aides on peut hardiment avancer sans crainte de la calomnie que ceux qui les ont mises sur le pied que l'on voit dans plusieurs provinces, ont aussi peu ménagé leur réputation que les intérêts du peuple et du roi... Mettre plusieurs bureaux, plusieurs traitants au nombre quelquefois de six ou sept dans un même lieu, c'est déclarer hautement que c'est des traitants que l'on veut et non un revenu au roi à qui un seul eut suffi et l'on eût gagné ces frais et fortune prise par préciput. Les sous-fermiers en voient l'horreur, mais non les chefs qui, étant enfants de la faveur, n'y connaissent rien ».

Plus dangereux, plus rapaces encore sont les commis ; ceux-ci trouvent vraiment le moyen de gagner là où tout le monde perd ; on sait que les procès-verbaux des commis font foi en justice : « Comme ils ont le tiers des amendes et confiscations prononcées comme profit particulier, ils sont absolument juges et parties et ont en leur disposition les biens de tous les hôteliers du district... ils ne souffrent vendre qu'à ceux qui leur plaît, c'est-à-dire à ceux qui achètent les liqueurs d'eux seuls, tous les commis en faisant marchandises, ce qui était anciennement défendu par les ordonnances ».

Dans son mémoire sur les aides, il reprend la même idée et présente sous un jour fâcheux la conduite des commis « qui n'ont en vue que d'empêcher que le moins de gens possible aient des liqueurs en cave, que l'on n'en fasse aucun commerce ni transport par les chemins et pour cela d'avoir à chaque pas des gens repostés pour voir si le cérémonial nécessaire avant que de voiturer les liqueurs a été exactement observé ; de quoi étant juge et partie et ayant à discuter le tout de lui-même très obscur et très mystérieux avec des gens qui ne savent ni lire, ni écrire, la confiscation s'ensuit tout naturellement qui se partage au sol la livre entre toutes les parties, sans préjudice de la conséquence qui est bien leur intention, savoir que par l'impossibilité du transport on ait des liqueurs pour rien aux endroits où elles excroissent afin de les acheter à ce prix là, pour les faire revendre à dix lieues de là une somme exorbitante au détail pour leur profit particulier, les cabaretiers leur rendant un compte de clerc à maître en beaucoup d'endroits ».

La consommation qui se restreint, les terres qui s'avitissent, les exactions des commis sont de grands fléaux, évidents, palpables ; en plus il faut subir mille petites exactions, mille petites gênes, des pertes de temps plus énervantes encore que les droits mêmes à payer.

Boisguillebert ne peut admettre toutes ces formalités qui entravent le commerce. « Avant de se mettre en che-

min il faut aller faire sa déclaration au bureau prochain, et si l'on est éloigné du bureau, perdre une journée à attendre la commodité de M. le commis...

« Au premier lieu clos il faut s'arrêter à la porte, pour aller porter la déclaration et voir si elle est conforme. M. le commis n'est souvent pas au logis ou n'y veut pas être, ni le jaugeur non plus... Si les jaugeurs ne se rapportent pas, comme cela peut arriver, confiscation de la marchandise, ou il faut se racheter par une honnêteté à M. le commis.

« Les jaugeurs ne valent guère mieux que les commis, la jauge est le comble de la vexation. Jamais deux jaugeurs ne se rencontrent dans leurs mesures même à beaucoup près. Ils en usent même si bien qu'ils crient leurs suffrages à l'encan à qui donnera le plus du commis ou du voiturier. »

Ce sont là des difficultés, des vexations journalières qui expliquent mieux que l'étude des tarifs et ordonnances, l'animosité constante du peuple, qui dans son esprit simpliste a tendance à juger des institutions et des chefs par les employés avec lesquels il se trouve en rapport.

Boisguillebert qui sentait bien les vices fondamentaux de l'institution n'avait pas que de l'esprit critique. Il essaya de construire un système fiscal en rapport avec ses idées économiques.

Il a écrit cette phrase caractéristique : « Les liqueurs sont la seconde manne primitive du royaume tant pour

la subsistance des peuples que pour leur donner du revenu (1). » Or la richesse consiste dans un échange continuél de ce que l'un a de trop avec un autre pour prendre en contrééchange ce dont celui avec lequel il traite abonde. Du moment que cette facilité ou plutôt ce commerce manque, « un pays devient aussitôt misérable au milieu de l'abondance ».

Frapper d'impôt les vins, c'est restreindre leur consommation, et par suite décourager leur production, « pourtant ce sont les fruits de la terre et en premier lieu les grains et les liqueurs qui commencent le mouvement et qui passent par le canal des contremaîtres et propriétaires aux mains des ouvriers et que ceux-ci donnent en contre-échange le fruit de leur travail ». Précisément par suite de l'impôt sur les denrées de première nécessité, le pouvoir d'achat du travail diminue. Les ouvriers sont forcés de boire de l'eau ou « de vendre leurs manufactures beaucoup plus cher, ce qui anéantit le commerce étranger ». Ainsi, par une conséquence nécessaire, la ruine des propriétaires entraîne celle de tous les revenus de l'industrie, celle de la vente à l'étranger qu'il faudrait avant tout sauvegarder puisqu'elle fait entrer de l'or : but suprême de la politique mercantiliste. Ces prémisses posées et très abondamment développées, même avec une insistance quelque peu fastidieuse, il eût semblé que la conclusion

(1) *Factum de la France*, chap. VIII.

logique fut de demander la suppression totale des droits d'aides : Boisguillebert au contraire demande de les maintenir ; il faut même reconnaître que sur cette partie de son sujet il n'a que des idées imprécises et même contradictoires.

Dans une lettre du 26 novembre 1705, il écrit : « Je ne vous dirai pas, monseigneur, qu'il n'y a presque aucune liqueur qui ne sorte des mains d'un taillable et que le roi ne perdrait rien en prenant l'impôt auquel cette denrée est sujette dès sa naissance, sans l'exposer à assouvir l'appétit de 10.000 personnes dont quelques-unes font des fortunes de prince. »

Il ne s'attacha pas longtemps à l'idée d'une taxe unique, simplification éminemment désirable ; il lui semble quelque temps plus tard que la question de la quotité de l'impôt était en réalité plus importante que la question de principe ; il veut que les aides, les douanes ne soient point excessives ; il ne désire pas leur suppression de peur de causer une perte au roi (Lettre du 16 septembre 1708) et trouve qu'il serait équitable de mettre la Normandie sous un régime d'égalité avec les autres provinces d'aides. Les généralités d'Amiens, d'Alençon, de Caen, de Rouen sont soumises en matière d'aide non à une contribution, mais à une confiscation. « Il faut absolument réduire les aides du quatrième au huitième comme partout où les aides ont lieu » ; il réclame la réunion de plusieurs droits en un seul comme le paris, le sou denier, les droits de travers, resve et

haut passage, grand et petit droit qui « sont autant de pièges tendus à des gens qui ne savent ni lire, ni écrire, comme sont les voituriers » ; « il y a encore un monstre à conjurer, c'est-à-dire les déclarations, droits de passage qui s'exercent sur ce qui passe-debout à chaque endroit ;... il faut de la liberté par les chemins. »

Dans le détail de la France, Boisguillebert développe un plan plus hardi et tout personnel ; alors que dans ses lettres et mémoires il demande l'abaissement des droits de détail en Normandie et Picardie ainsi que celui de l'ensemble des droits d'aides, mais cela d'une façon assez vague et imprécise, alors que dans ces mêmes mémoires il combat le principe même de l'impôt. Dans le détail de la France il se montre beaucoup plus hardi, propose l'abolition pure et simple des aides en même temps qu'il esquisse un système d'impôts de remplacement. Son enthousiasme se traduit d'une façon un peu simpliste comme chez la plupart des idéologues, c'est à peine s'il admet la discussion comme possible. « Voilà pour les aides que l'on sait jouer un si grand rôle dans la ruine de la France et dont la cessation sans nul risque et péril aura une si grande part dans le rétablissement de 500 millions de biens au peuple sans qu'il soit besoin d'une demi-heure d'attention comme on le fera voir par la suite. »

Une demi-heure d'attention est vraiment peu de chose : le contrôleur général serait cruel qui refuserait de consacrer si peu de temps à l'étude d'un projet qui

doit rétablir la prospérité des peuples et les rendre tous riches. La prospérité financière en formule ! voilà qui est du pur XVIII^e siècle, du meilleur ou du pire, comme on voudra. En attendant le contrôleur général se refuse à écouter l'aimable visionnaire et cependant il suffirait d'un mot, d'un seul « pour faire sortir tous les vignerons et tous les artisans de la dépendance des vins du fond de leurs tanières pour rétablir les vignes... Les propriétaires recommenceraient à compter dans leurs biens chaque arpent de vignes pour 1.000 livres par arpent et contracteraient sur ce taux tant en vendant qu'en achetant, que plus de 100.000 cabarets paraîtraient en moins de huit jours, y en ayant deux ou trois fois davantage d'anéantis depuis trente ans, et comme il n'y a point de cabaret qui ne mène 10 ou 12 professions après lui, comme le boucher, le boulanger et autres, ce serait plus d'un demi-million de personnes que ce seul article remettrait en mouvement. Voilà donc tout le monde riche en vingt-quatre heures ». Pour aboutir à un résultat aussi heureux, il fallait régulariser les tailles, ensuite joindre les douanes et les aides sur les sorties aux tailles. « Celui qui payait six livres de tailles en paierait 8 ou 9 et le laboureur qui payait 100 livres serait taxé à 140. »

Finalement Boisguillebert arrive d'une façon insensible à l'impôt direct, à l'impôt unique destiné à remplacer les aides. Il propose d'établir à Rouen et à Paris un impôt sur les cheminées, car « plus un homme est

riche, plus il a de suite ; plus il a de suite plus il habite une grande maison et plus il habite une grande maison, plus elle a de cheminées ». C'était une taxe basée sur les signes extérieurs qui, selon notre auteur, ne pouvait manquer d'être acceptée par suite de la facilité de sa perception, et même par l'économie finale qu'elle procurait aux bourgeois de Paris. En effet les bourgeois des villes possédaient beaucoup de terres que la suppression des aides allait faire augmenter de valeur. A ce changement « ils gagneront le double », et pour le prouver il suppose un bourgeois tenant une maison de 7 à 800 livres et qui habite 4 chambres. Sur les quatre cheminées il paiera à raison d'une pistole par cheminée 40 livres. D'un autre côté, les sept ou huit membres de sa maison boivent en un an un demi-muid qui lui coûtera 80 livres. L'économie est évidente.

En réalité Boisguillebert n'a pas eu sur les aides des idées bien arrêtées, tantôt voulant les supprimer, tantôt les conservant, mais en en modifiant le taux. Quoiqu'il en soit, ce fut l'adversaire le plus résolu de l'impôt des aides et tous les économistes qui viendront après lui ne feront que répéter plus ou moins ce que lui-même avait dit et écrit à une époque où des critiques de ce genre n'étaient pas sans inconvénient pour leur auteur et possédaient tout au moins le mérite qui toujours s'attache à l'initiative et à l'audace.

§ 3. — Le comte de Boulainvilliers et la réforme des aides.
Melon.

L'attaque menée contre l'impôt des aides par Bois-

guillebert fut continuée par quelques-uns des économistes notables du XVIII^e siècle. Les passages les concernant exclusivement sont peu nombreux, bien que la campagne dirigée contre les impôts indirects en général fut des plus vives et des plus soutenues.

Le comte de Boulainvilliers à qui rien de ce qui touche l'administration au début du XVIII^e siècle n'a été étranger, n'y a consacré dans son état de la France que quelques lignes ; il écrivit cependant un mémoire concernant les moyens d'établir les droits d'amortissement des gabelles, la conversion du revenu des aides en un droit de bouchon. Ce projet dans lequel il supprimait les aides et créait un droit dit de bouchon maintenait le droit d'annuel qu'il rendait plus souple et plus moderne.

« Pour un bien plus grand bien encore qui vous attirerait une abondance de bénédictions de tout le monde et de Dieu, Votre Grandeur pourrait, sans diminuer le revenu des aides, le convertir en un droit de bouchon, à prendre seulement sur tous les cabaretiers du royaume, ce qui aura l'avantage de coûter moins aux fermiers puisqu'il sera nécessaire d'employer moins de commis ; c'est ainsi qu'un fermier du plat pays, au lieu d'avoir dix commis, n'aura pas plus d'un receveur et d'un contrôleur quand les cabaretiers seront abonnés. »

Boulainvilliers voyait à cette réforme un grand avantage puisqu'aucun des sujets quels qu'ils fussent ne devait payer l'impôt en dehors des cabaretiers ; il basait

son système sur les données suivantes ; il admettait qu'il existait dans les campagnes 40.000 cabarets et 20.000 dans les villes en y comprenant Paris. « Or, il y en a qui vendent par an 100 muids de vin chacun, d'autres 50, quelques-uns 200 et plus qui paient au fermier des aides plus de 24 livres par muid. Il est des cabaretiers à qui il en coûte par an plus de 4.000 livres. » Certains marchands de vin payaient à Paris 50.000 livres de droits, les détaillants payaient en moyenne 1.200 livres. Avec le droit de bouchon un cabaretier ne pouvait payer plus de 400 livres par an.

Il répartissait tous les cabaretiers du royaume en six classes payant chacune 50, 100, 150, 200, 300, et 400 livres. Cette nouvelle taxe devait produire un revenu de 12.000.000 de livres.

Ce plan était assez ingénieusement conçu et tenait compte jusqu'à un certain point de l'intensité du commerce de chaque débitant par le classement des cabaretiers en six classes. Mais cette répartition dans le projet de Boulainvilliers se faisait de la façon la plus simpliste puisqu'il supposait dans chaque classe un nombre fixe de débitants, soit 10.000 ; la sixième classe comprenait autant d'assujettis que la première, alors que la dernière classe n'en eût compris que quelques milliers et la première de beaucoup le plus grand nombre : c'est tout au plus si, dans la réalité, le rendement réel se fut élevé à la moitié du rendement prévu. Ajoutons à cela que la vente

au détail seule était frappée et que la vente en gros était exempte sans aucun motif sérieux.

Le seul projet de réforme bien conçu fut présenté par un fermier général, M. Dupin, qui, dans ses *Economiques*, proposa de réduire tous les droits d'aides en un seul droit uniforme et raisonnable. Ce droit réduit n'aurait désormais frappé que la vente au détail, toutefois les droits d'octroi auraient été conservés dans les villes fermées ; enfin les provinces où les aides n'avaient pas cours y auraient été assujetties. Ce projet exemptait aussi de tout droit la vente en gros.

Vers le milieu du XVIII^e siècle, Melon, dans son chapitre XXV (Des systèmes) ne donne aucun plan de réforme, bien que cela lui parût la chose la plus aisée du monde ; il se contenta d'attaquer les aides au moyen d'arguments assez vagues. « On dit, à la honte de nos lois, que la vie d'un homme laborieux suffit à peine à bien régir les droits d'aides et d'entrées ; quelle science que celle qui peut être anéantie par un sage règlement de quatre lignes, mais quelle funeste science que celle qui ne pouvant s'apprendre qu'avec tant de difficultés par les fermiers, laisse de malheureux redevables, qui la plupart du temps ne savent pas lire, accablés d'un monstrueux assemblage de formalités proposées par d'avidés traitants et autorisés dans des temps de besoins pressants où l'on ne se croyait pas devoir rien examiner de ce qui fournissait les fonds. »

« Il faut moins de génie pour changer cette imposi-

tion en un droit simple qu'il n'en a fallu pour imaginer cette régie bizarre, que M. Jacques Jacquin admire de la meilleure foi du monde comme un effort de justice et de sagesse du législateur. Cependant le commerce du vin est perdu, les vignes deviennent à charge aux propriétaires qui ne les arrachent qu'avec peine dans l'incertitude si le terroir est propre aux autres productions. » Ceci fut écrit en 1757 ; Melon affirme que « les vignes deviennent à charge ». Boisguillebert écrivait exactement la même chose cinquante ans auparavant, cependant aucune augmentation importante de tarif n'est venue qui rendit cette culture plus onéreuse qu'auparavant.

Le marquis de Mirabeau, dans son *Traité de l'impôt*, ne s'est pas occupé de l'impôt des aides, mais seulement de l'impôt sur le tabac et sur le sel. Il est cependant permis de croire avec vraisemblance qu'il en était un adversaire acharné, lui et toute l'école physiocratique.

Au contraire l'économiste Letrôgne, dans son ouvrage : *De l'administration provinciale et de la réforme de l'impôt*, traite dans plusieurs chapitres des aides. La critique de cet impôt et son projet d'un impôt de remplacement sur les vignes sont parmi les plus étendus sur ces matières qu'il y ait au XVIII^e siècle.

§ 4. — Letrôgne.

Letrôgne, comme tous les physiocrates, attribue à l'impôt indirect la pauvreté de la France ; l'impôt indirect

fait plus et porte des atteintes importantes « à la liberté légitime, à la propriété, j'ose même dire la dignité du citoyen ». « L'impôt indirect, écrit-il quelques lignes plus loin, est mauvais en lui-même et non pas à cause de la manière dont on l'applique ; n'est-ce pas un droit incontestable de la propriété que celui d'employer son héritage à la culture de telle ou telle production, d'acheter, de vendre, de transporter librement ; n'est-ce pas porter atteinte à ce droit que de mettre au commerce des entraves multipliées, de faire acheter à chaque instant par des contributions répétées, par des formalités sans nombre, le droit de transporter les productions, de les présenter à la consommation.

« ... La liberté légitime est-elle conciliable avec des impôts qui exigent des recherches continuelles, qui donnent lieu à la déclaration obscure, qui soumettent les sujets à une inspection si humiliante, si contraire à la dignité du citoyen, avec des impôts dont la perception entraîne à chaque instant les contraintes les plus rigoureuses, les saisies, les amendes dont la perception donne lieu à des peines destinées aux crimes qui attaquent la société, le bannissement, les galères. » Le régime d'impôts indirects était, selon Letrôsne, l'ouvrage de plusieurs siècles : « Il s'est étendu peu à peu par des progrès successifs, il s'est perfectionné, comme de petits maux dans leur origine, dégénèrent en plaies mortelles. »

Il ne faut d'ailleurs s'étonner que dans les siècles

passés l'impôt indirect ait été préféré par la nation à l'impôt personnel. C'était le résultat de l'ignorance, « ce que les vrais principes de l'ordre social fondés sur les lois d'ordre physique n'étaient pas connus ».

Ces idées ne lui étaient pas personnelles, car tous les physiocrates professaient à ce sujet les mêmes opinions, qui dérivaienent fort logiquement de leur théorie du produit net.

Le trôsné faisant allusion aux aides, les déclare plus onéreuses et plus dommageables encore que les gabelles, car « le vin doit être regardé comme une des plus riches productions du royaume, comme la plus importante après les grains ; l'impôt a tari en grande partie cette source de la richesse nationale. Aussi dans combien d'endroits n'a-t-elle pas été abandonnée. Bien des gens qui boivent du vin soutiennent qu'il y a trop de terrains occupés par la vigne. Ils ne sentent pas que si le vin n'est pas pour le consommateur un objet de première nécessité, il fournit à des milliers de familles le moyen d'avoir du pain ». De plus l'impôt avilit les prix en restreignant la consommation. « Les moyens du consommateur étant bornés, il est forcé de se restreindre en ce genre et c'est encore là un des effets indirects les plus fâcheux de cet impôt, et les « droits excessifs qui se paient dans certaines villes et au détail nuisent non seulement à la production qui les supporte, mais à celle qui reste sur les lieux. »

Le trôsné considérant que les droits eux-mêmes

étaient encore moins gênants que la façon même dont ils étaient perçus et d'après la Cour des aides, il affirme « qu'on déployait contre la contrebande une sévérité qui fait frémir et que de plus les impôts de la ferme avaient l'inconvénient d'assujettir la classe d'hommes la plus nombreuse et tous les citoyens sans exception au despotisme sans frein et sans borne de la finance ».

Rien n'était plus aisé que de faire disparaître ces défauts, inégalité de l'impôt, frais de perception, atteintes à la liberté individuelle ; il n'y avait qu'à suivre le courant d'idées modernes, qui avait découvert avec la force de l'évidence les lois de l'ordre physique institué par la nature des choses et dont l'ignorance, la mauvaise volonté des hommes avait arrêté, contrecarré le libre exercice ; il fallait en particulier abandonner les impôts indirects, forme barbare et antique de prélèvement sur le revenu des citoyens et revenir à l'impôt rationnel, l'impôt direct. A la place des impôts indirects Letrôsné proposait la réduction des arrérages et pensions, la création d'une série de taxes de remplacement, un impôt sur les marais salants, un nouveau vingtième, etc., et à la place des aides créait un impôt direct sur les vignes.

Cet impôt ne devait être nullement onéreux, il était fourni par la terre, et s'il était payé par le propriétaire ce ne serait pas en déduction du revenu qu'il touchait, au moment de la réforme, mais par un partage du produit net que la réforme faisait naître.

L'impôt variait naturellement suivant le revenu de la vigne, qu'on déterminait en se servant des baux, ou de la valeur foncière en l'absence de baux. Le revenu dans ce deuxième cas était alors fixé à 5 0/0 du capital.

Le classement des vignes devait, dans son plan, être revisable tous les 9 ans (1).

SECTION III

Lestrôsne écrivait en 1779 ; il reflétait bien l'opinion publique ; quelques années plus tard l'*Encyclopédie méthodique* se joint à l'assaut des économistes contre les aides, elle insiste surtout sur ce fait que les droits ne sont pas uniformément établis partout : « Il se trouve de la variété non seulement dans leur quotité, mais encore dans la façon de les percevoir. Une partie du royaume supporte des charges dont l'autre est affranchie ou n'y est point sujette dans la juste proportion d'égalité qui doit se trouver entre tous les sujets d'un même prince. »

En face de cette animosité sans cesse croissante, qu'allait faire la royauté ? Elle aurait pu essayer d'amorcer une réforme, de tenter une expérience de dégrèvement dans certaines provinces, d'unifier les droits : elle ne fit rien. Les aides prises en elles-mêmes la préoccupaient assez peu et cette apathie apparente s'expli-

(1) Lestrôsne, *De l'administration provinciale et de la Réforme de l'impôt*, chap. IV, livre VI, p. 362.

que aisément. Leur importance relative par rapport aux autres sources des revenus est assez faible. En 1784, sur un budget total de recettes de 557.500.000 livres, les droits d'aides et analogues ne montent qu'à 51.500.000, mais les droits d'aides proprement dits atteignaient 21 millions de livres seulement. Tandis que le total des impôts directs : tailles, vingtièmes, capitation, impositions locales, dons du clergé, etc., s'élevait à 190 millions.

Aussi nous ne trouverons guère d'allusions directes aux aides dans les discours officiels ou procès-verbaux des Etats provinciaux ; l'intention de la royauté à leur égard n'était cependant pas douteuse. Elle ne voulait pas les abolir, elle désirait les transformer, mais la difficulté de la tâche l'effrayait.

Necker nous a laissé dans une des pages de son *Administration des finances* son impression sur cette question : ce passage donne bien la note de l'état d'âme de la haute administration.

« La levée des droits d'aides est la plus dispendieuse de toutes et la nature de ces droits en est la cause, aussi tant qu'on aura besoin de ces mêmes produits, il sera difficile de simplifier les formes de la législation d'un impôt qui s'étend sur une grande diversité de denrées ou de productions de l'industrie, et qui est exigible tantôt à l'époque de la fabrication, tantôt à la vente en gros ou en détail : c'est donc là l'espèce de droits dont la suppression importerait le plus aux vues générales

d'économie, les seules auxquelles je m'arrête en ce moment. J'aurais proposé au roi de tourner vers cet objet l'attention des administrations provinciales, et je crois qu'il eut été possible avec leur secours de convertir graduellement les droits qui sont purement locaux, partie dans quelques contributions nouvelles, mais d'un recouvrement plus facile et moins coûteux, et partie s'il l'eût fallu dans une addition à la taille, au vingtième et aux octrois des villes. »

C'était là un projet personnel qui ne se manifesta par aucun commencement d'exécution quelconque ; Necker n'était point hardi : il avait la philosophie des hommes d'Etat qui ayant beaucoup vu, estiment peu ce qui existe, mais n'en ont point de haine. Il écrivait ailleurs non sans quelque amertume : « Il n'est pas de tribut universel qui n'entraîne quelque sacrifice, et il en est peu qu'on ne voulut abolir si on les examinait séparément. Les aides qui enchérissent une boisson si nécessaire à l'entretien des forces et dont la perception est si dispendieuse, donneraient lieu sans doute aux objections les plus graves ; la taille, la capitation, toutes levées d'argent plus ou moins arbitraires mériteraient également la censure ». C'était tout le système fiscal de la monarchie qui était condamné par Necker. Pourquoi songer aux réformes de détail quand toutes les institutions demandent à être refondues ? Aussi ne fit-on rien dans le sens de la réforme des aides. La convocation des Etats généraux étant reconnue possible et désira-

ble dans l'avenir, la monarchie leur laissait d'avance le soin de proposer, d'agir, d'améliorer.

Les assemblées provinciales créées par Necker paraissent elles-mêmes se désintéresser de la question ; il semble que les plans de travaux publics, les impôts directs aient absorbé toute leur attention. Dans aucun procès-verbal de l'assemblée du Soissonnais, de Champagne, de l'Ile de France, du Poitou, on ne trouve un passage intéressant notre sujet.

Seul le procès-verbal de l'assemblée du Berry (1780) indique que quelques idées de réforme des aides furent au moins mises à jour.

« Tandis que l'abondance de nos produits fait placer le Berry au nombre des meilleures provinces du royaume, nous gémissons comme administrateurs de la faiblesse de la population (1).

.... Ce contraste étonnant nous a paru tenir à plusieurs principes, à l'assiette arbitraire de l'impôt, au défaut de communication, à la dureté de la perception des aides. »

Il était plus facile pour les aides que pour la gabelle de faire dans l'intérieur de la généralité des réformes qui ne gênassent en rien l'administration des autres provinces ; malgré l'intérêt qui s'y attachait il n'y eut pas de mémoire particulier sur les aides remis à l'assemblée. Cependant l'année précédente le bureau des impo-

(1) Mémoire sur le commerce et manufactures du Berry.

sitions avait présenté quelques vues à cet égard, telles qu'un impôt sur les vignes, des droits d'entrée dans les villes, une taxe sur les cabarets. Ces divers impôts de remplacement, inspirés par les publicistes et les économistes, parurent tous avoir des inconvénients et rien ne fut décidé. Au surplus il aurait fallu l'approbation royale et tout se termina par des doléances. « En conséquence des diverses observations que vous venez d'entendre, nous vous proposons : 1° de prier Monsieur votre président, auprès des ministres du roi, pour obtenir l'abonnement des aides, celui de la marque des fers ainsi que la régie des contrôles. » On voit combien fut terne l'initiative des assemblées provinciales. Celle de l'assemblée des notables de 1788 ne fut guère plus hardie. Les documents qui la concernent ne nous fournissent que des renseignements d'un médiocre intérêt. Calonne, dans son discours à l'assemblée des notables, mène vigoureusement l'attaque contre les impôts indirects ; il semble que désormais la monarchie les abandonne ; le courant d'opinion l'emporte, elle ne résiste plus, elle se montre en paroles aussi réformatrice que les plus avancés des économistes.

Calonne met « au nombre des abus qu'il s'agit d'anéantir pour le salut public les droits qui découragent l'industrie, ceux dont le recouvrement exige des frais excessifs et des préposés innombrables, ceux qui semblent inviter à la contrebande et qui tous les ans font sacrifier d'innombrables citoyens ». Un peu plus loin il

revient sur la suppression « de plusieurs droits nuisibles à l'industrie ».

En dehors de cette manifestation trop générale, trop imprécise pour qu'elle eût grande portée, il ne fut rien fait à l'assemblée des notables dans le sens de la réforme des aides.

On proposa seulement la suppression de certains droits de traite de province à province tels que le droit de subvention par doublement, les droits de jauge et de courtage perçus à cette occasion, les droits de 9 livres 18 sols de Picardie et autres droits qui jadis adjoints aux aides, n'en avaient cependant pas le caractère.

Cette manifestation était toutefois un signe des temps : le préambule du mémoire se dispense de toute considération générale, de tout exposé des motifs, sauf quelques lignes très brèves (1). De fait l'opinion publique

(1) « Il ne faut pas de raisonnement pour faire apercevoir l'importance de tout ce qui tend à favoriser la libre circulation des vins, eaux-de-vie, et autres boissons qui se font dans le royaume et dont le débit est essentiellement lié au progrès de l'agriculture. Pour leur procurer les débouchés les plus avantageux, il est nécessaire de les affranchir de droits qui, ajoutés à ceux de circulation, mettent des obstacles à leur vente, en même temps qu'à leur transport d'une province dans l'autre.

Il a été rendu compte à Sa Majesté que ces droits consistaient :

1° Dans celui de subvention par doublement, lequel est de 4 livres par muid et se perçoit au passage réciproque des pays sujets aux aides dans ceux qui ne le sont pas.

2° Dans celui de jauge et de courtage perçu dans les mêmes cas.

3° Dans le droit de 9 livres 18 sols de Picardie par tonneau et dans celui des anciens et nouveaux cinq sols sur les vins emportés en Picardie par les bureaux limitrophes de l'Artois ou par les ports de Boulo-

était unanime à condamner les traites et les aides. La force de l'habitude, la timidité naturelle qu'ont tous les gouvernements affaiblis avaient seuls empêché la monarchie de faire une réforme radicale.

Aussi la royauté croyait-elle par ces améliorations de détail satisfaire l'assemblée des notables et derrière elle ses sujets, alors que ces tentatives en même temps qu'elles ne satisfaisaient ni le public, ni même le gouvernement faisaient ressentir encore plus vivement la nécessité impérieuse d'une refonte complète de cette partie du système fiscal.

SECTION IV. — Les aides et les cahiers des Etats-généraux.

Attaqués par les économistes, par l'organe du contrôleur général, condamnés en partie par les procès-verbaux

gne, Calais, Etaples, lesquels droits reviennent à 10 livres par muid.

4° Dans celui des 15 sols par muid sur les vins qui passent des ports de Calais, Boulogne, Etaples dans les provinces des Flandres, Artois et Cambrésis.

5° Dans le droit de 13 livres 10 sols par muid revenant à 20 livres avec les 10 sols pour livre sur les vins exportés par les généralités de Châlons-sur-Marne, Soissons, Amiens pour la destination de la Flandre, l'Artois, le Cambrésis, le Hainaut, la Lorraine.

En conséquence Sa Majesté a jugé qu'elle ne pouvait rien faire de plus favorable au commerce et à l'agriculture que de les supprimer...

Par ces motifs, Sa Majesté se propose d'ordonner qu'à dater du premier octobre prochain les droits de subvention par doublement, jauge et courtage, etc., seront supprimés par toute l'étendue du royaume ».

(Mémoire sur la suppression du droit de subvention par doublement, de celui de jauge et courtage et de plusieurs autres droits d'aides qui se perçoivent à la circulation).

de l'assemblée des notables, les impôts indirects et parmi eux les aides étaient condamnés sans rémission.

De leur côté les populations des pays d'aides manifestèrent clairement leurs volontés ou plutôt leurs désirs : il ne pouvait exister le moindre doute sur l'issue de cette démonstration des aspirations nationales.

Les cahiers des bailliages des pays d'aides demandèrent l'abolition de l'impôt des aides à l'unanimité sans qu'il y ait à cet égard aucune distinction à faire entre ceux du tiers état et ceux de la noblesse et du clergé.

Bien au contraire la noblesse demanda leur suppression avec d'autant plus d'ardeur que cet impôt avait été un des plus égaux, et que les commis ignoraient dans leurs visites la distinction des qualités des propriétaires de caves.

Les cahiers de la noblesse de Château-Thierry furent rédigés dans cet état d'esprit. « En se soumettant à payer également avec les citoyens de tous les ordres les impositions qui seront consenties par les Etats-généraux, la noblesse n'entend point exposer la demeure des gentilshommes à l'inquisition et aux fouilles des employés des aides, ce n'est pas seulement l'espèce d'avilissement que les formalités inséparables de la perception des aides occasionne qui l'engage à en demander la suppression, mais surtout le poids accablant dont cet impôt grève le peuple, et le malheur continuel des amendes, des emprisonnements et l'habitude de la fraude auxquels il le condamne sans cesse. »

Les cahiers de la noblesse n'ignorent ni l'éloquence ampoulée chère au XVIII^e siècle expirant, ni même l'extrême simplicité. Les cahiers de la noblesse de Lyon demandent la suppression pure et simple des aides (1), dans d'autres on indique les impôts qui seraient possibles et désirables comme impôts de remplacement. Sur cette question les cahiers ne renferment rien d'original, ils expriment toujours des idées de réformes mises en avant par les économistes et déjà depuis longtemps dans le domaine public ; à Vitry-le-François « on pense qu'une augmentation de taxe sur les vignes, une dîme, soit en nature, soit en argent, sur les fruits qu'elles auront produits, une imposition sur les cabarets, un droit prélevé sur les vins à la sortie du royaume pourront offrir un semblable représentatif d'un droit justement abhorré (2) (3). »

Les cahiers du tiers état et du clergé répètent à peu près les mêmes idées : « Que les aides dont la régie est mystérieuse, tortueuse, et insidieuse, qui gênent le commerce et sont la source d'une infinité de vexations et de procès soient converties en un autre impôt moins

(1) « Les députés solliciteront la suppression de tous les droits de consommation sur les vins et eaux-de-vie. »

(2) Cahiers de la noblesse de Vitry-le-François.

(3) Les cahiers de la noblesse du Bourbonnais émettent des vœux de réforme et demandent « que les droits d'aides soient supprimés et en attendant qu'ils soient dès à présent restreints et modérés et qu'ils ne soient perçus que dans les villes, leurs faux-bourgs, et cabarets dans quelques lieux qu'ils soient situés, qu'aucun habitant ne soit sujet aux droits d'inventaire ».

embarrassant comme serait une taxe fixe sur les vignes ou les vins au moment de la récolte, taxe néanmoins qui ne serait payée que par quartier (1). »

De même encore les cahiers du clergé de Mantes et de Meulan. « Les droits d'aides sont un des impôts les plus onéreux et l'exercice en est tyrannique, il soumet tous les citoyens à une inquisition d'autant plus révoltante que ces lois fiscales sont en grande partie réservées aux percepteurs et que le peuple se trouve assez souvent en contradiction sans le savoir, c'est pourquoi le roi sera très humblement supplié de vouloir bien supprimer entièrement les droits d'aides et de les convertir en impôts sur les vignes et jamais sur le vin. » A Auxerre, le clergé demande « que les aides soient supprimées, sauf aux Etats de chaque province d'en faire le remplacement en la manière qu'ils jugeront le plus convenable ».

Les cahiers du tiers état ne disent rien de plus, ils demandent tantôt que les aides soient remplacées par une taxe sur les vignes eu égard à leur valeur et produit (2), tantôt en une imposition simple, uniforme et également répartie (3), tantôt enfin seulement suppression des aides (4).

A Paris la haine contre les employés des aides et les

(1) Cahiers du clergé de Montargis.

(2) Cahiers du tiers état de Troyes.

(3) Cahiers du tiers état de Paris.

(4) Cahiers du tiers état de Rouen, de Dourdan etc...

fermiers, était particulièrement vive ; les octrois étaient fort pesants, et les aides et les octrois étaient unis dans une même et générale réprobation. La situation empirait chaque année. La fraude était générale. En même temps que la surveillance des commis devenait chaque jour plus serrée, plus inquiète, plus gênante pour les contribuables.

Un mémoire écrit par M. Darigrand pour les habitants de la banlieue de Paris reconnaissait : « que ce n'était que depuis peu d'années que les fermiers se sont permis de multiplier leurs brigades, et les autorisent à arrêter, fouiller, saisir les passants sur les grandes routes, les chemins détournés et en plein champ, et il n'est que trop vrai que les commis qui composaient les brigades ont porté les excès de la violence jusqu'à donner la mort à plusieurs habitants. »

Aussi le cahier général du tiers état de la prévôté et vicomté de Paris hors les murs qui dans son article 1^{er} du paragraphe Impôts invite les Etats généraux à s'occuper de tous les impôts, à opérer la réduction et préparer la suppression de ceux qui sont le plus désastreux n'a-t-il garde d'oublier les aides.

« ART. 3. — Ainsi ils (les Etats) porteront leur principale attention sur les impôts suivants... les aides qui par l'excès de leurs tarifs, la multiplicité de leurs formes de perception, leur application à une multitude d'objets, soumettent les citoyens à une foule d'examens, de visites, de vérifications, d'amendes et de vexations

de toute sorte et ajoutent infiniment au prix de la denrée. »

Les cahiers généraux des trois États, sont toujours bâtis à peu près sur le même type, les mêmes phrases, les mêmes expressions, les mêmes idées y reviennent sans cesse, ils sont bien la représentation fidèle des cahiers des assemblées primaires, toutefois ceux-ci sont plus colorés, plus naïfs, plus simples et plus précis.

Les habitants d'Ermont se plaignent des fermiers généraux et de leurs commis, qui viennent tous les jours prendre leurs marchandises et font payer des impôts injustes et si « nous n'y satisfaisons pas, ils viennent chez nous, et mettent des gardiens chez nous, ils vendent nos meubles jusqu'à la cendre du feu et nous font emprisonner et nous font aller aux galères ».

Savigny-sur-Orge proteste contre le gros manquant, l'abominable trop-bu. Les habitants de la Queue-en-Brie trouvent qu'il est révoltant « pour des citoyens d'une nation libre de se voir reprocher jusqu'au vin qu'ils boivent et d'être chaque jour troublés dans leur repos et leur propriété par des commis qui s'introduisent malgré eux dans leurs maisons, leurs caves et leurs celliers, lieux où chaque maître de maison n'admet ordinairement que ses amis » !

D'autres cahiers sont plus précis : les habitants de Bry-sur-Marne, se plaignent de la brutalité des commis des aides et désirent une taxe fixée sur chaque pièce de vin. Ceux d'Argenteuil exposent que les aides, les droits

de banlieue et les entrées dans Paris, troublent, oppriment et ruinent beaucoup de vigneron. Les vignerons de Carnetin font observer qu'ils paient beaucoup plus que les laboureurs, « ayant en plus de la taille pour la terre à solder les aides et le trop-bu ».

A Bessancourt ils se plaignent que les aides sur un muid de vin de 36 livres leur laissent à peine de 11 à 12 livres, « qu'elles gênent le commerce et anéantissent l'industrie des pauvres vignerons. Les bourgs de Maisons-sur-Seine, Nozay, Marolles-en-Hurepoix, etc., demandent l'abolition de tous droits sur les boissons, mais ne s'opposent pas à ce qu'une prestation en argent sur chaque pièce de vin, d'après l'inventaire fidèle qui en sera fait chaque année, remplace tous les droits abolis. Dans la plupart des endroits les cahiers élémentaires demandent plus simplement « la suppression des aides et gabelles » (Cahiers de Vaugirard, Châtillon, Vitry-sur-Seine, Thiais, Grignon, etc.).

En résumé tous les cahiers des bailliages, tous ceux des assemblées primaires furent d'accord pour demander la suppression des aides, quelques-uns seulement admettent leur remplacement, soit par une taxe sur les cabarets, soit par une taxe à la production, soit plus fréquemment par une taxe sur les vignes. L'impôt des aides qui n'était pas par ailleurs défendu par les pouvoirs publics, était d'ores et déjà irrémédiablement condamné.

SECTION V. — Abrogation de l'impôt des aides.

L'Assemblée constituante ne se pressa pas d'ailleurs d'en proclamer l'abolition. C'est l'âge d'or de la Révolution, l'âge de l'enthousiasme de bon aloi, modéré en ses formes. Réformer chaque institution à son tour et sans hâte, éviter de supprimer les anciens impôts avant d'en avoir créé d'autres, telle fut la politique pleine de sagesse, de méthode de l'Assemblée constituante.

La politique fut plus que méthodique : puissante et réalisant l'ardent désir de tout un siècle, gardant l'intime conviction qu'elle fondait un monde nouveau, enfanté par la seule raison, la Constituante n'ayant pas de haine n'exerça même verbalement aucune vengeance ni contre les institutions croulantes, ni contre les hommes qu'elles entraînaient dans leur ruine.

Dans la séance du jeudi 27 janvier 1791, un M. Goudard déposa un projet de décret concernant les bases du tarif des droits de sortie sur les vins ; M. Dauchy déclara à ce propos que le comité de l'imposition avait décidé la suppression des droits sur les boissons. Cette question fut scindée en deux : les droits de circulation et du cru furent dès ce moment supprimés, mais la suppression des droits d'entrée et des droits de détail fut ajournée en attendant l'adoption des droits de licence et de patente par lesquels le comité de l'im-

position désirait remplacer les droits de détail. Ce fut seulement après le vote des patentes que les droits de détail furent abolis (Séance du 17 février 1791).

L'article 1^{er} dont l'ajournement avait été fixé après que les autres articles auraient été décrétés fut adopté en ces termes : « A partir du 1^{er} avril prochain, les droits perçus sur les boissons à la vente au détail, ceux connus sous le nom d'impôts et billots, de devoirs de Bretagne, d'équivalent de Languedoc, de maphaneng en Alsace, le privilège de la vente exclusive dans les ci-devant provinces de Flandre, Artois, Hainaut, Cambrésis, les inventaires, les droits perçus à l'enlèvement, la vente et la revente en gros, à la circulation sont abolis. »

Restait une question importante : Qu'allait-on faire des employés des aides ? La séance du 27 janvier 1791 les avait rendus inquiets à juste titre ; ils envoyèrent une députation d'employés dont l'orateur fut admis à la barre.

Après avoir parlé « de ces impôts dont la suppression était universellement désirée », il fit valoir que les commis aux aides appartenaient à des familles « bien nées », avaient dû faire un long surnumérariat et qu'il ne doutait pas que l'Assemblée ne voulût bien s'occuper de leur sort. On le leur promit. Le 17 février, un orateur proposa de les replacer dans les nouvelles impositions, mais M. Roederer s'opposa à ce que le comité des impositions s'occupât de l'affaire qui fut finalement renvoyée au comité des pensions.

Dans la même séance, l'Assemblée constituante votait une proposition concernant l'extinction des poursuites en matière d'impôts sur les boissons. L'impôt des aides avait vécu (1).

(1) Voir les numéros du *Moniteur universel*, 29 janvier 1791 et 18 février 1791.

CONCLUSION

Nous avons vu précédemment comment l'impôt des aides était né, comment il s'était développé, pour quelles raisons il avait disparu ; il nous reste maintenant, et ce sera notre conclusion, à indiquer ses vices et ses qualités.

L'impôt sur les boissons, tel qu'il existait au xviii^e siècle, possédait un vice fondamental : l'inégalité, qui plus encore que sa quotité et ses variétés était sa véritable caractéristique (1).

En premier lieu les aides n'avaient pas cours dans toute la France, mais même dans les pays d'aides les droits ne s'appliquaient pas d'une façon intégrale dans tous les lieux ; il existait de nombreuses exemptions locales ; bien plus, des droits spéciaux avaient cours dans les provinces d'aides tels que les 45 sols des riviè-

(1) Le défaut d'uniformité est sans contredit le vice le plus essentiel dans l'administration : il en résulte les plus grands inconvénients : les questions et les frais dans la perception se multiplient ; c'est malheureusement ce qui est arrivé dans la plus grande partie des droits qui ont été successivement établis... Il en résulte que c'est définitivement une partie du royaume qui supporte les charges auxquelles l'autre partie n'est point assujettie, ou du moins ne l'est pas dans la proportion de l'égalité que le prince doit maintenir entre ses sujets (Moreau de Beaumont, 5^e mémoire, p. 327).

res, les 9 livres 18 sols de Picardie; des droits de péage tels que les droits du Pont de Joigny, de Meulan venaient encore augmenter et compliquer les inégalités locales.

Les inégalités personnelles étant peu nombreuses, présentaient peu d'inconvénients, néanmoins les raisons historiques qui les avaient fait créer ne les justifiaient plus qu'assez mal.

La législation des aides n'était pas seulement extrêmement bigarrée et compliquée, elle était quelquefois irrationnelle et absurde.

C'est ainsi qu'aux entrées de Rouen et de Paris un muid de vin était plus taxé s'il arrivait par eau que par terre.

Si nous le considérons au point de vue tarif l'impôt des aides est encore moins défendable : originairement et jusqu'à la fin du xvi^e siècle, les aides étaient un impôt de quotité. Les questions de jaugeage et de fixation des prix pouvaient être délicates, la base même de l'impôt était rationnelle.

Au xvii^e et xviii^e siècle les aides sont « consolidées » aux entrées des villes et transformées en droits spécifiques : ce mode de taxation admissible et très naturel quand le droit est faible, est désastreux s'il est élevé. On arrivait à ce résultat surprenant qu'un muid de 25 à 30 livres payait autant qu'un muid de 300 ou 400 livres. De même les droits sur le poisson frappaient également le poisson fumé et salé, et le poisson frais de luxe. Si l'on ajoute que, dans les campagnes, le droit de détail

se superposait au droit de gros si le vin était vendu par pot ou pinte, on voit qu'en réalité les aides pesaient beaucoup plus sur la classe pauvre que sur la classe aisée, d'autant plus que les denrées provenant de la propriété des bourgeois étaient souvent exemptes de droits en partie ou même totalement.

Malgré ces vices si évidents, il ne semble pas que l'impôt des aides ait été aussi néfaste que les économistes du xviii^e siècle l'ont affirmé, car les physiocrates, partisans de l'impôt direct, condamnaient systématiquement les impôts indirects et parmi eux les aides.

Ils se firent l'écho des plaintes de tous les vigneron, les bouilleurs d'eau-de-vie qui, eux, désiraient l'abolition des aides, non parce qu'elles étaient inégales, mal assises ou trop lourdes, mais surtout à cause de l'exercice, des inventaires de récoltes qui, serrant de près la fraude, limitaient leurs gains de contrebande. Ce fut une raison psychologique qui fit tomber les aides beaucoup plus que des motifs fiscaux ou économiques : les économistes se plaignaient depuis plus de 90 ans que les aides ruinaient la viticulture française, or à la veille de la Révolution, en 1786, la vigne couvrait en France 1.555.475 hectares produisant, à raison de 24 hectolitres en moyenne par hectare 37.331.000 hectolitres (1), pour une population de 24.676.000 habitants, alors que nous ne possédons actuellement que 1.649.157 hectares de vi-

(1) Dont moitié environ pour les pays d'aides.

gues (1) pour une population de 39 millions d'habitants dont la richesse est au moins 7 ou 8 fois plus grande qu'en 1786. On peut donc dire avec vraisemblance qu'à la fin de l'ancien régime il y avait trop de vignes en France eu égard au nombre de la population, et surtout au bien-être général et que les aides n'étaient pas la cause unique de la mévente des vins.

Considéré au point de vue de l'organisation administrative, c'est-à-dire des modes de perception, de surveillance de la matière imposable, etc., l'impôt des aides était presque parfait : il nous présente un modèle dont nous nous servons en partie aujourd'hui, et dont nous pouvons encore utilement nous inspirer. La législation d'alors était logique : la nôtre ne l'est plus. Comme sa grande ancêtre elle pourra dans l'avenir admettre que la surveillance à la production soit générale et intégrale, tout en conservant les droits à circulation pour les vins, cidres et poirés. Mais il serait nécessaire qu'elle appliquât le vieux système du gros manquant à tous les bouilleurs de cru. Leur privilège deviendrait de ce fait singulièrement moins onéreux pour le Trésor. en même temps que cette réforme serait un moyen terme heureux, entre le maintien d'un privilège injustifié et la monopolisation de l'alcool, remède peut-être aussi dangereux que le mal.

(1) Production moyenne des 10 dernières années, 50 millions d'hectolitres.

Nous posséderions ainsi un système d'impôts sur les boissons qui, tout en n'ayant plus aucun des défauts du vieil impôt des aides, en aurait désormais toutes les qualités.

Vu :

Le Président de la thèse,

Paris, 18 juillet 1908.

E. CHÉNON.

Vu :

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD.

SOURCES

- Isambert.** — Recueil des anciennes lois françaises, t. II à XXX.
- Secousse et Pastoret.** — Recueil des ordonnances royales, dit Recueil des ordonnances du Louvre, 1789.
- Pierre Clément.** — Lettres, instructions, mémoires de Colbert, Paris, 1861-1865
- De Boilisle.** — Correspondance des contrôleurs généraux avec les intendants de province de 1683 à 1708, Paris, 1874-1883, 3 vol. in-4.
- Du Crôt.** — Traité des tailles, aides et gabelles, Paris, 1636, in-12.
- François Desmaisons.** — Traité des aides, tailles et gabelles, Paris, 1666, in-12 (L. 82 f. *Bibliot. Nat.*).
- Brunet de Grandmaison.** — Dictionnaire des aides, Paris, 1726.
- Lefèvre de la Bellande.** — Traité général des droits d'aides, Paris, in-4, 1760.
- Collection des baux des 5 grosses fermes*, en particulier les baux de Carlier et de Jacques de Forceville (L. f 83, *Bibliot. Nat.*).
- Boisguillebert.** — *Œuvres*. Collection des économistes français. Guillaumin.
- Correspondance avec le contrôleur général. De Boilisle, t. III, appendice.
- Melon.** — Essai sur le commerce. Collection des Economistes français. Guillaumin.
- Boulainvilliers (Comte de).** — Mémoires présentés au duc d'Orléans contenant les moyens de rendre ce royaume très puissant et d'augmenter considérablement les revenus du roi et du peuple. La Haye et Amsterdam, 1727, 2 vol. in-12.
- Letrosne.** — De l'administration provinciale et de la réforme de l'impôt, Paris, 1779, in-4.
- Forbonnais.** — Recherches et considérations sur les finances de la France de 1595 à 1721. Bâle, 1758, 2 vol. in-4.
- Moreau de Beaumont.** — Mémoires sur les impositions en France, Paris, 1785, 1 vol. in-4.
- Encyclopédie méthodique.* — Finances, 3 vol. V^e Aides, vin, ferme, etc. 1786.
- Calonne.** — Discours à l'Assemblée des notables, 1788.

Collection de mémoires présentés à l'assemblée des notables. Versailles, 1787, 2 vol. in-4.

Procès-verbaux de l'assemblée provinciale du Berry, 1780.

Necker. — De l'administration des finances, 1784, 3 vol. in-8.

Mayer. — Recueil des cahiers des Etats généraux avant 1789, La Haye et Paris, 1788-1789, 48 vol. in-8 et 1 vol. de pièces justificatives.

Prudhomme. — Résumé des cahiers des bailliages présentés aux Etats, 3 vol. 1789.

Chassin. — Les élections et les cahiers de Paris en 1789. Collection de documents relatifs à l'histoire de Paris pendant la Révolution, 3 vol. in-8, Paris, 1888.

BIBLIOGRAPHIE

Clamageran. — Histoire de l'impôt en France, 3 vol. Paris, 1867-1876.

Stourm. — Les finances de l'ancien régime et de la Révolution, 1885, 2 vol. in-8.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.	1-3

CHAPITRE I

SECTION I. — Impôts généraux sous Philippe le Bel. — Impôts sur le revenu établis pour la guerre des Flandres	5-13
SECTION II. — L'Impôt indirect sous Philippe le Bel (ordonnances de 1292, 1295, 1314).	13-14
SECTION III. — La réaction féodale.	14-18
SECTION IV. — Impôt sur le revenu des nobles levé pour cause d'aide d'ost (Ord. juin 1319). — La ville de Paris emploie pour la première fois l'impôt indirect (Ord. déc. 1337). — Tarif des droits sur les vins, etc. — Etats généraux de 1350. — Les Etats de Normandie, du Vermandois emploient l'impôt indirect. — La ville de Paris taxe de nouveau les vins (Ord. mai 1351). — Apparition partielle de l'impôt des aides dans les provinces du Nord et du Centre	49-51
SECTION V. — Les Etats généraux de 1355 votent un impôt général sur les marchandises. — Retour temporaire à l'impôt direct. — Etats généraux de 1359. — Conclusion	31-38

CHAPITRE II

L'impôt des aides de 1360 à 1380

SECTION I. — Création définitive de l'impôt des aides (Ord. du 5 déc. 1360). — Les vins sont pour la première fois imposés d'une façon générale et spéciale. — Raisons historiques qui ont empêché l'universalité du nouvel impôt. — Création de contrôleurs des aides. — Les ordonnances de 1372 et 1374 complètent la législation de 1360. — Réglementation des conditions d'adjudications des fermes des aides.	39-48
SECTION II. — Les vices du système	49-53

CHAPITRE III

L'Impôt des aides de 1380 à 1461.

- SECTION I. — Disparition des aides à la mort de Charles V. — Leur rétablissement (Ord. de 1383). — Réglementation des adjudications, du contentieux, etc. — Les élus. — Les généraux des aides. — L'ordonnance de 1388 protège les fermiers des aides contre les fraudeurs. 54-64
- SECTION II. — Les exemptions en matière d'aides à la fin du xiv^e siècle. 64-67
- SECTION III. — Les nobles sont admis aux enchères des adjudications (Ord. de 1393). — Permanence des aides. — Ordonnance cabochienne (25 mai 1413). — Tentatives de réforme. 67-74
- SECTION IV. — Disparition des aides en 1417. — Tarif de la ville de Paris sur les vins (1418). — Permanence des aides dans les pays d'occupation anglaise 74-77
- SECTION V. — Les aides deviennent permanentes (Ord. de 1435). 77-80

CHAPITRE IV

L'impôt des aides de 1461 à 1604.

- SECTION I. — Louis XI conserve les aides et les transforme en droits d'entrée et en droits urbains. — La réforme est incomplète. — Origine historique du droit de détail du quatrième en Normandie 81-88
- SECTION II. — Etats généraux de 1484. — La législation des aides reste stationnaire sous Charles VIII et Louis XII. — La compétence des tribunaux spéciaux est défendue contre les attaques des tribunaux de droit commun 88-91
- SECTION III. — Epanouissement et diversité des droits d'aides. — Droits de courtiers-jaugeurs (1550). — Création des anciens 5 sols. — Etats généraux de Pontoise et d'Orléans. — Création des nouveaux 5 sols (1561). — Etablissement de l'exercice. — Etats de Blois. — Nouvelle augmentation des droits d'aides en 1581. — Assemblée des notables de Saint-Germain (1583). Les aides et les Etats généraux de 1588. — Orientation nouvelle de la politique fiscale à la fin du xvi^e siècle. — Création de la pancarte. — Inconvénient du système des fermes jusqu'alors employé. — Le premier bail général des fermes (1604) . . 91-107

CHAPITRE V

L'impôt des aides de 1604 à 1680.

- SECTION I. — Les aides et les Etats généraux de 1614. — Augmentation des droits d'entrée à Paris 408-411
- SECTION II. — Création de nouveaux droits d'aides : l'annuel 111-114
- Impôt sur la bière. — Offices de courtiers-jaugeurs. 111-114
- SECTION III. — L'organisation administrative des aides se complète. — Code Michaud. — Règlement de la Cour des aides de 1650 114-118
- SECTION IV. — Deux apologistes des aides au xvii^e siècle. — Du Crôt et François Desmaisons 118-123
- SECTION V. — Création de rentes sur les aides au xvii^e siècle. 123-127
- SECTION VI. § I. — L'impôt des aides de 1661 à 1680. — Colbert et les aides ; il rétablit le produit des aides anéanti par Fouquet. — Réunion aux droits d'aides de droits divers dits adjoints. — Produit des aides en 1679 127-135
- § II. — Les idées de Colbert en matière d'aides 136-140

CHAPITRE VI

Ordonnance de juin 1680.

- SECTION I. — Droit d'entrée. — Anciens et nouveaux cinq sols. — Droit de gros. — Droit de détail. — Droit annuel. — Droit de subvention. — Droits sur l'eau-de-vie. — Régime de l'eau-de-vie. — Droits sur la bière. — Droits sur le cidre, poiré et droits divers sur les boissons. — Droits adjoints aux aides ne portant pas sur les boissons. — Droit de banvin. — Droits de marque sur les fers. — Droits sur le papier 141-166
- SECTION II. — Énumération de quelques droits spéciaux à la Normandie 166-167

CHAPITRE VII

L'impôt des aides de 1680 à 1791.

- SECTION I. — Réglementation du droit de gros manquant, du droit d'annuel (1728). — L'exercice est généralisé même chez les non commerçants (1731). — Remontrances de la Cour des aides de Paris. — Augmentation des droits d'aides en 1705, 1715. — Les droits rétablis. — Création d'offices. 168-177

SECTION II. — Les droits de barrage. — Augmentation des aides en 1771.	177-179
--	---------

CHAPITRE VIII

Fonctionnement de l'impôt des aides.

SECTION I. — Généralités soumises aux aides. — Exemptions locales	180-182
SECTION II. — Privilèges personnels	
§ 1. — Exemptions au droit de gros.	183-186
§ 2. — Exemptions au droit de détail	186-187
SECTION III. — Organes chargés de la perception des droits d'aides	
§ 1. — La ferme des aides. — La régie générale (1780)	188-190
§ 2. — Adjudications des fermes et sous-fermes. — Personnes habiles à être fermiers.	190-193
§ 3. — Obligations contractuelles du fermier des aides. — Privilèges et actions du roi contre le fermier	193-196
§ 4. — Actions et privilèges du fermier des aides	196-199
§ 5. — Modalité de la perception des aides : l'abonnement	199-200
§ 6. — Énumération des agents divers concourant au recouvrement des aides, énumération de leurs fonctions.	201-205
§ 7. — Durée de la ferme des aides	205-206

CHAPITRE IX

L'impôt des aides et l'esprit de réforme au XVIII^e siècle.

SECTION I. — Tentatives de réformes administratives à la fin du xvii ^e siècle	207-212
SECTION II. — Les aides et les économistes au xviii ^e siècle.	
§ 1. — Vauban	213-215
§ 2. — Boisguillebert.	215-228
§ 3. — Boulainvilliers. — Melon	228-232
§ 4. — Letrosne	232-236
SECTION III. — Opinion de Necker sur les aides. — Procès-verbaux de l'assemblée provinciale du Berry, etc.	236-242
SECTION IV. — Les aides et les cahiers des Etats.	242-248
SECTION V. — Abrogation de l'impôt des aides.	249-251
CONCLUSION	252-256

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
